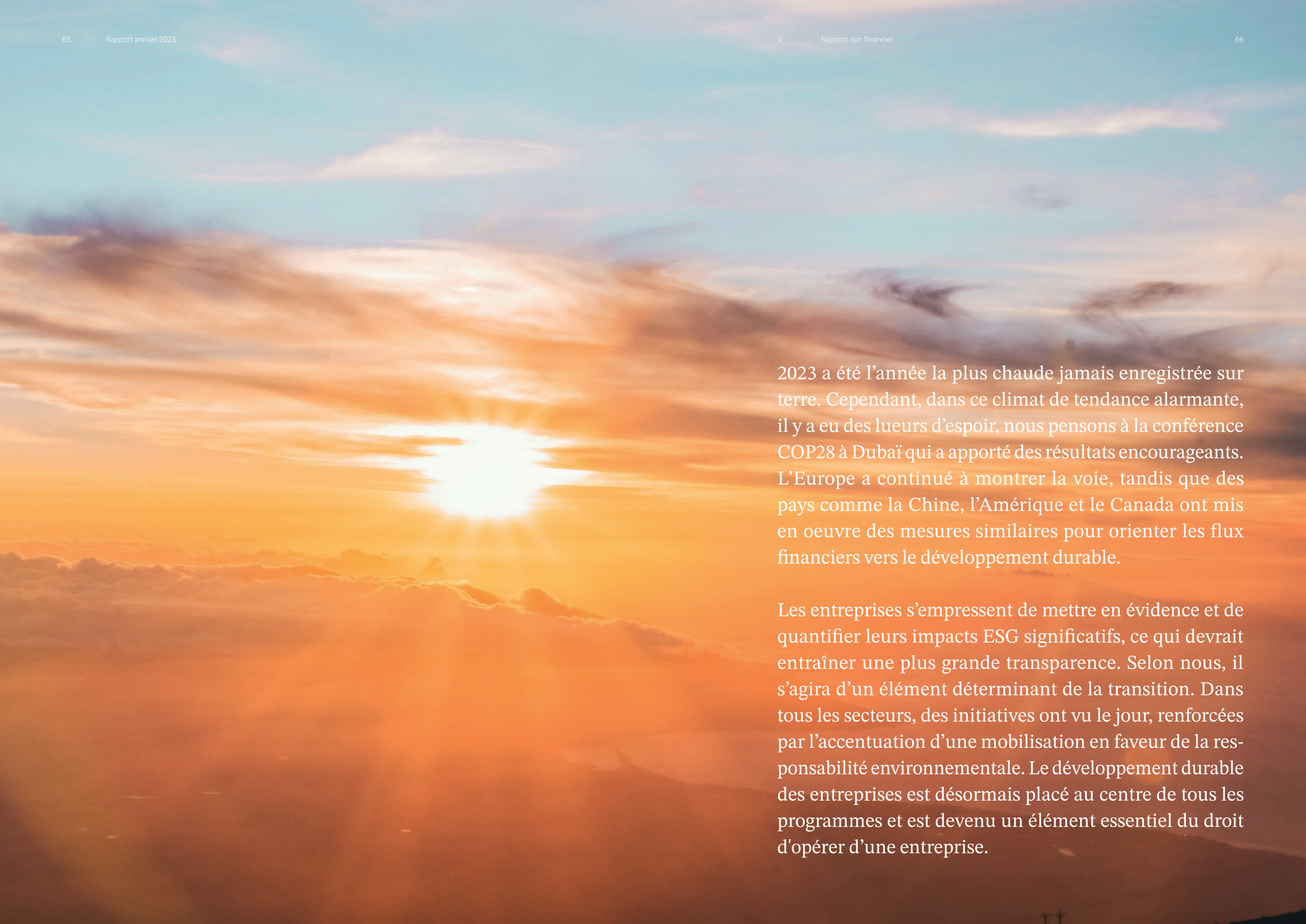

V. Rapport non financier

Partie I	Introduction	68
Partie II	Stratégie en matière de développement durable	82
Partie III	Walking the talk	108
Partie IV	Accompanying people in the transition	126
Partie V	Offering sustainable solutions	152
	Conclusion	165
	Annexes	168



2023 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée sur terre. Cependant, dans ce climat de tendance alarmante, il y a eu des lueurs d'espoir, nous pensons à la conférence COP28 à Dubaï qui a apporté des résultats encourageants. L'Europe a continué à montrer la voie, tandis que des pays comme la Chine, l'Amérique et le Canada ont mis en oeuvre des mesures similaires pour orienter les flux financiers vers le développement durable.

Les entreprises s'empressent de mettre en évidence et de quantifier leurs impacts ESG significatifs, ce qui devrait entraîner une plus grande transparence. Selon nous, il s'agira d'un élément déterminant de la transition. Dans tous les secteurs, des initiatives ont vu le jour, renforcées par l'accentuation d'une mobilisation en faveur de la responsabilité environnementale. Le développement durable des entreprises est désormais placé au centre de tous les programmes et est devenu un élément essentiel du droit d'opérer d'une entreprise.

Partie I

Introduction

1		Avant-propos	70
2		Scope	73
3		Aperçu de 2023	75
4		20 ans d'expérience en développement durable	77



1 | Avant-propos

Chère lectrice, cher lecteur,

2023 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée sur terre. Les préoccupations à l'égard du changement climatique ne cessent de croître à un rythme inquiétant.

En mars 2024, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a indiqué dans son rapport annuel que les émissions mondiales de CO₂ liées à l'énergie ont augmenté de 1,1% en 2023, malgré l'objectif de l'Accord de Paris sur le climat visant à les réduire de 43% en 2030. Toutefois, le rapport de l'AIE montre également que la hausse mondiale des émissions de CO₂ au cours des cinq dernières années aurait été trois fois plus importante sans l'adoption de technologies énergétiques propres, si bien que l'espoir demeure.

Comme le souligne le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), le réchauffement climatique induit par l'homme est un fait. Il nous appartient donc, individuellement et collectivement, de prendre nos responsabilités et d'agir dès à présent. Le changement a commencé et se poursuivra, les entreprises du monde entier reconnaissant que le statu quo n'est pas une option. Chez Degroof Petercam, nous sommes prêts à assumer notre part de responsabilité dans un effort commun afin de réduire les risques mondiaux. En outre, nous souhaitons être aux avant-postes du secteur financier.

Prospérité responsable

Le secteur financier a un rôle majeur à jouer pour favoriser la transition, comme le stipulent l'Accord de Paris et le Pacte vert pour l'Europe. Chez Degroof Petercam, cette responsabilité est profondément ancrée dans notre raison d'être : créer une prospérité responsable pour tous.

La prospérité, c'est la création de richesse financière, mais aussi de valeur directe et indirecte, des concepts qui sont tous deux au cœur de nos activités. Elle évoque également le bien-être général et, par conséquent, un état de bien-être collectif. Notre présence s'étend au-delà du profit. Nous sommes attentifs à l'environnement, aux valeurs sociales et à des modes de gouvernance sains.

Notre parcours vers la durabilité à travers un triple prisme

Nous examinons notre impact durable à travers un triple prisme.

Tout d'abord, nous donnons l'exemple en **joignant le geste à la parole** ('Walking the talk') et en engageant nos propres opérations et investissements sur la voie du développement durable. Il s'agit d'une question de crédibilité lorsque l'on souhaite jouer un rôle actif dans cette transition.

Ensuite, nous **accompagnons les personnes dans la transition** ('Accompanying people in the transition') en offrant le soutien adéquat à notre personnel et en nous engageant activement auprès de nos clients, des entreprises dans lesquelles nous investissons et d'autres parties prenantes sur des thématiques liées au développement durable et en les aidant à atteindre leurs propres objectifs.

Troisièmement, c'est en **proposant des solutions durables** ('offering sustainable solutions') que nous avons le plus d'impact. Nos activités commerciales, les conseils que nous donnons et les solutions que nous proposons intègrent systématiquement une approche durable et soutiennent les défis sociétaux.

Des progrès durables dans différents domaines

En 2023, nous avons réalisé des progrès significatifs, tant au niveau de l'entreprise qu'au niveau des activités.

Entreprise

- Nous sommes l'un des premiers acteurs du secteur sur notre marché domestique à avoir mené une double évaluation de matérialité : nous contrôlons les interactions réciproques entre nous, en tant que maison d'investissement, d'une part, et les personnes, les communautés et l'environnement, d'autre


part, afin de déterminer les thèmes importants en matière d'ESG.

- Nous avons intégré des fiches d'évaluation et des indicateurs clés de performance liés à l'ESG dans la rémunération variable de tous les membres de notre personnel.
- Nous avons étendu l'engagement Net Zero de DPAM pris en 2022 pour l'ensemble du groupe.
- Nous avons mis à jour notre politique de diversité et introduit de nouveaux indicateurs clés de performance visant à soutenir la sensibilisation et à contribuer à une plus grande transparence en termes de diversité, d'équité et d'inclusion.

Activités

- DPAM s'associe à Incofin, un gestionnaire de fonds d'impact indépendant opérant sur les marchés émergents, guidé par l'objectif de favoriser le progrès inclusif et les transitions durables. Ce partenariat permet de renforcer notre offre d'investissement d'impact.
- DPAM est un pionnier au niveau de l'engagement en faveur de la biodiversité et a été l'une des premières à s'aligner sur le Groupe de travail sur la publication d'informations financières relative à la nature (TNFD).
- L'équipe Equity Research d'Investment Banking a mis au point une approche intégrée alliant la recherche fondamentale et l'analyse ESG.
- Près de 100% des mandats de Private Banking répondent à nos propres caractéristiques ESG (basées sur les principes du Sustainable Finance Disclosure Regulation, SFDR).

Défis et perspectives

Notre parcours dans la finance durable a commencé il y a plus de 20 ans avec le lancement du premier fonds « durable » en 2001. C'était cinq ans avant que le monde ne se réveille avec le documentaire « Une vérité qui dérange » d'Al Gore. Depuis lors, nos activités de gestion d'actifs institutionnels font figure de pionniers dans le domaine du développement durable, comme en témoigne notre [première place dans le classement 2024 Hirschel and Kramer \(H&K\) Responsible Investment Brand Index \(RIBI\)](#) 

Aujourd'hui, soutenus par une gouvernance solide et un engagement profond de nos équipes, nous nous concentrons sur tous les aspects de nos activités et de nos services de soutien pour créer un impact. L'objectif de 'marquer la société de son empreinte' est clair, porté par l'ensemble de l'entreprise et soutenu par le conseil d'administration. Il nous incombe à présent de le convertir en indicateurs clés de performance limpides et tournés vers l'avenir, de concrétiser les idées novatrices et de progresser dans un environnement en constante évolution, où les données concrètes restent insuffisantes et où les nouvelles réglementations sont encore sujettes à interprétation et à discussion. À cet égard, il y a de nombreuses raisons d'attendre, mais nous pensons qu'il est préférable de commencer dès à présent.

Ce rapport non financier témoigne de notre engagement volontariste à divulguer toutes nos initiatives ESG, ainsi que de notre gouvernance visant à contrôler les indicateurs clés de performance pertinents et à accroître notre impact positif sur l'environnement et la société. Nous affirmons notre rôle de leader dans le secteur financier. Poursuivre les efforts ne sera pas suffisant. Nous avons besoin de changements pour accélérer le rythme de la transition. C'est pourquoi nous nous efforçons d'ores et déjà d'intégrer le plus possible la future directive sur les rapports de développement durable des entreprises (Corporate Sustainability Reporting Directive, CSRD), qui selon nous, est un outil nécessaire pour créer de la transparence sur la voie à suivre, tant pour nous que pour la société. Cela nous aidera et nous guidera dans le renforcement de notre impact positif.

Bien que de nombreux défis subsistent, le souhait d'un plus grand développement durable prévaut. Cela implique la responsabilité de fournir des résultats concrets.

Et c'est exactement ce que nous avons l'intention de faire. Ce rapport non financier offre une vue d'ensemble de l'état d'avancement de notre parcours en matière de finance durable.

Jo Wuytack, Group Sustainability Manager
Hugo Lasat, CEO



Le secteur financier joue un rôle clé dans la transition écologique. Avec plus de 20 ans d'expérience en matière de durabilité, nous visons à créer un impact dans les différents aspects de nos activités et des services que nous apportons, soutenus par une gouvernance solide et la forte implication de nos équipes. Chez Degroof Petercam, cette responsabilité est profondément ancrée dans notre raison d'être : créer une prospérité responsable pour tous.

”

Hugo Lasat,
CEO

2 | Scope

Ce rapport non financier traduit notre volonté de concrétiser nos responsabilités et nos engagements en matière d'environnement, de société et de gouvernance (ESG). Il décrit la manière dont nous abordons le développement durable de l'entreprise et la façon dont nous nous sommes engagés sur la voie de la finance durable. Dans ce rapport, nous partageons les informations non financières des principales activités de Degroof Petercam liées au développement durable, les politiques, les lignes directrices, la structure de gouvernance et les progrès que nous avons réalisés en 2023.

Champ d'application de ce rapport

Sauf indication contraire, le présent rapport fournit des informations relatives à l'exercice clôturé le 31 décembre 2023. Le terme « Degroof Petercam » désigne à la fois l'entité juridique Banque Degroof Petercam sa/nv et les entreprises du groupe. Tout au long de ce rapport, la distinction entre Degroof Petercam Asset Management (DPAM) et la Banque Degroof Petercam est indiquée dans la description des éléments en matière de développement durable et des mesures prises qui concernent ces entités respectives.

Les thèmes que nous abordons dans notre rapport non financier ont été sélectionnés avec soin, sur la base de discussions poussées au sein de nos organes de gouvernance internes, grâce aux informations fournies par nos parties prenantes, et au résultat de notre double évaluation de matérialité, conformément à la future directive sur la responsabilité sociale des entreprises (CSRD). Degroof Petercam s'engage à s'améliorer sur les différents thèmes majeurs et à fournir des informations transparentes à l'avenir. Dans plusieurs cas, les données communiquées doivent être considérées dans la mesure du possible, compte tenu de la disponibilité limitée des données à un stade précoce du parcours.

Le contenu du présent rapport a été examiné et approuvé par l'ESG Strategy Steering Group (Comité directeur en matière de stratégie ESG), le Non-Financial Risk Committee (Comité des risques non financiers), ainsi que par le comité exécutif et le conseil d'administration.



3 | Aperçu de 2023

DPAM : pionnier en matière de publications relatives à la biodiversité



2,5 millions d'euros d'investissements prévus pour améliorer la performance énergétique de nos bâtiments



Engagement Net Zero de DPAM : un exemple pour les autres activités de Degroof Petercam



100% d'électricité verte certifiée au Luxembourg, en France et en Belgique



Neutralité carbone de nos centres de données



24 nationalités au sein du groupe



Aucune exposition aux combustibles fossiles dans les investissements propres (portefeuille bancaire et portefeuille de prêts)



Égalité salariale avérée



Programme d'apprentissage transversal sur le développement durable



Taux d'engagement de 76% de la part de l'ensemble de nos collaborateurs



DPAM à la première place du classement Responsible Investment Brand Index 2024



25 milliards d'euros d'actifs sous gestion répondant aux critères ESG (Art. 8, 8+, 9)



91% des fonds de DPAM répondent aux critères ESG (Art. 8, 8+, 9)



Engagement Net Zero de la SBTi pris à l'échelle du groupe



Engagement de DPAM dans 59 initiatives au sein desquelles nous avons fait entendre notre voix



Participation de DPAM à un total de 706 assemblées générales et extraordinaires pour 10.303 résolutions au total.



Près de 100% des mandats de Private Banking répondent aux critères ESG (Art. 8, 8+, 9) pour un montant total de 16,8 milliards d'euros.

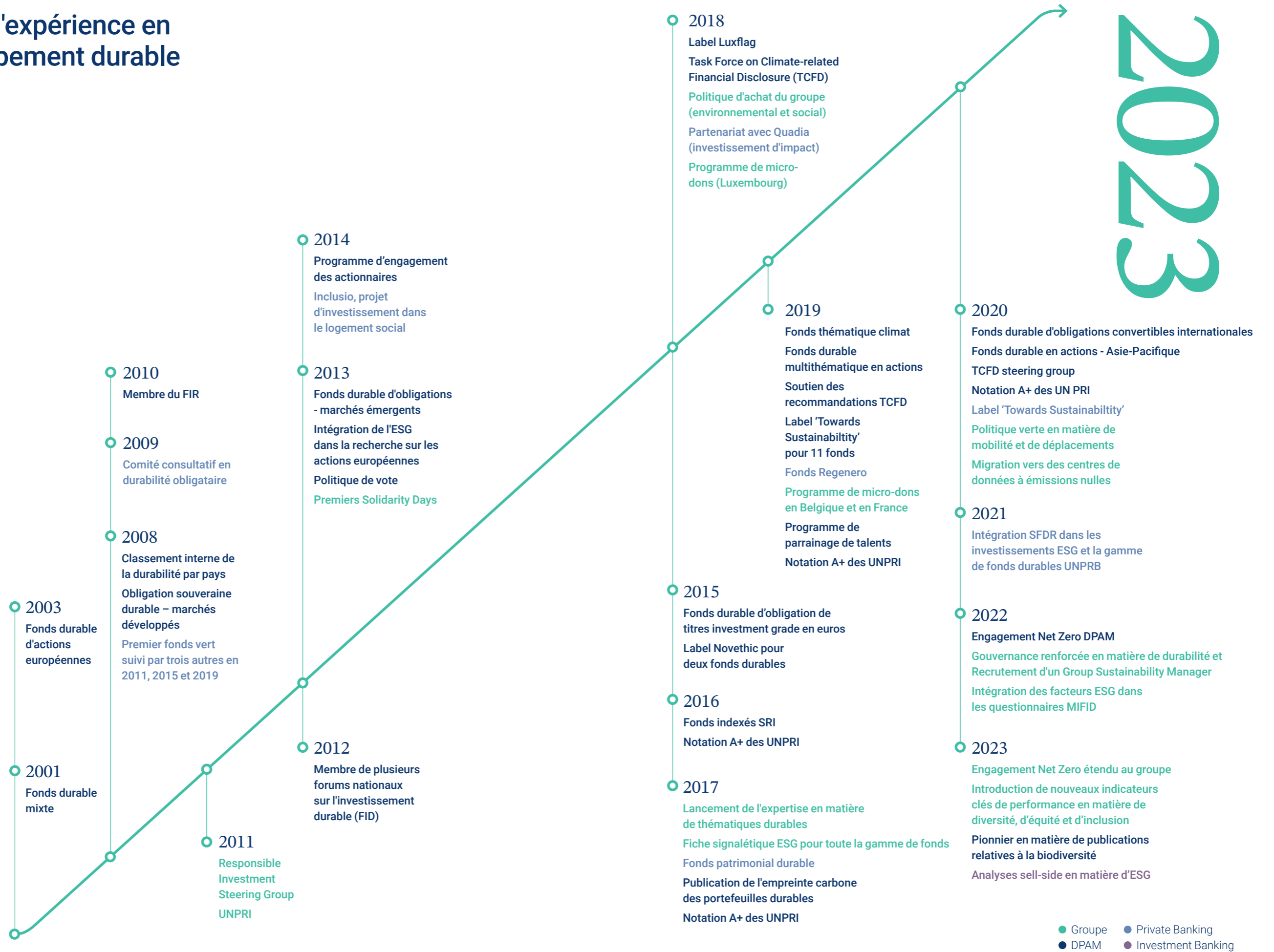


Publication du premier rapport d'analyse ESG sell-side sur les entreprises du Benelux de petite et moyenne capitalisation



4 | 20 ans d'expérience en développement durable

2001



2023



En 2023, nous avons poursuivi la mise au point de notre stratégie ESG d'après les principes fondamentaux et les convictions existants. Nous y sommes parvenus grâce à de nombreux échanges au sein de notre nouveau dispositif de gouvernance, mais surtout grâce à la double évaluation de matérialité que nous avons menée et qui sert d'élément structurant à notre stratégie ESG. Ce faisant, nous visons à transformer les risques ESG en opportunités concrètes et efficaces. En ce sens, nous pensons que les nouvelles réglementations contribuent également à notre objectif de créer une prospérité responsable, car elles permettent de renforcer la transparence afin de mieux mobiliser les besoins d'investissement d'une société durable et prospère.

Partie II

Stratégie en matière de développement durable

1	Raison d'être	83
2	Modèle économique et chaîne de valeur	84
3	Impact responsable	86
	3.1 Entreprise : walking the talk	86
	3.2 Personnes : accompanying the transition	86
	3.3 Solutions : sustainable solutions	86
4	Gouvernance	87
	4.1 Le groupe de pilotage 'Strategy and Governance'	87
	4.2 Le groupe de pilotage 'Operational Governance'	87
	4.3 Le groupe de pilotage 'Corporate Sustainability'	88
	4.4 Le groupe de pilotage 'Diversity, Equity and Inclusion'	88
	4.5 Les comités officiels	88
5	Rapports	89
	5.1 Dispositif général	89
	5.2 Taxonomie de l'UE	90
	5.3 CSRD et double matérialité	97

1 | Raison d'être

Chez Degroof Petercam, nous visons à créer une prospérité responsable pour tous. Notre engagement dépasse le domaine de la finance et a un impact sur la société dans son ensemble grâce à notre expertise et à nos investissements responsables, qui font partie de nos principes de base.

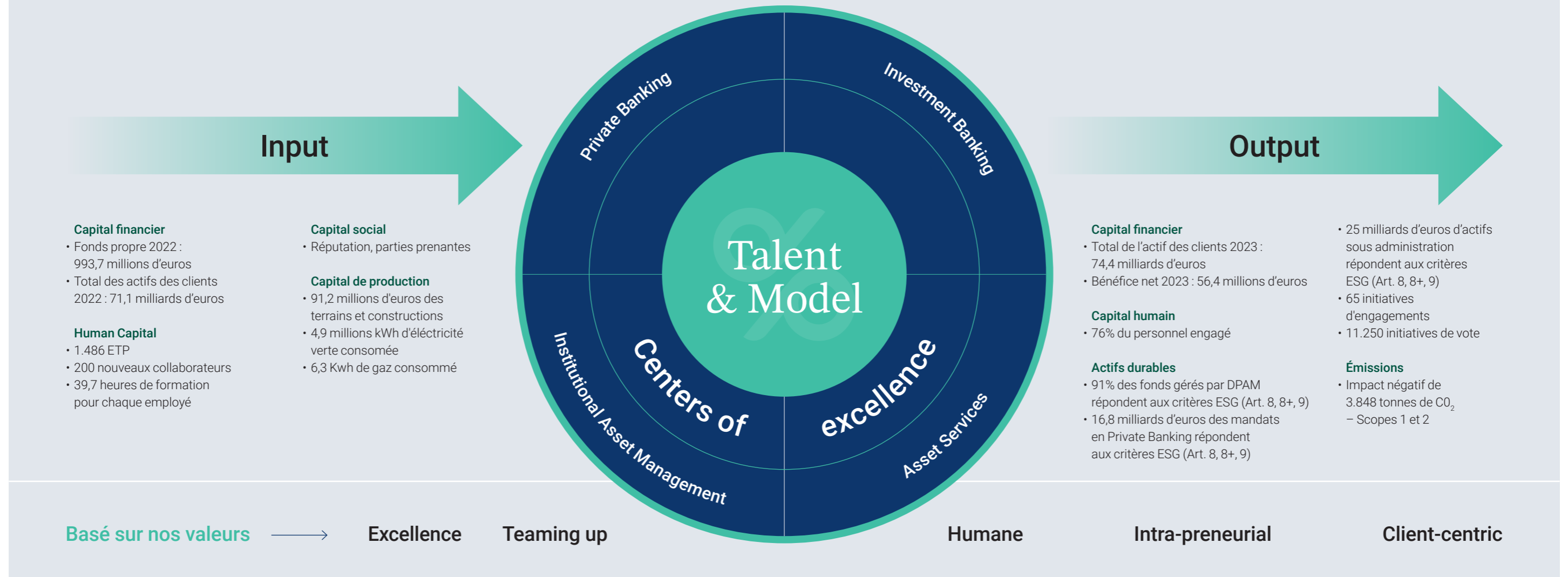
Toutes les équipes, quel que soit leur rôle ou leur emplacement, partagent le même objectif. Nos valeurs fondamentales basées sur l'ETHIC (Excellence, Teaming up, Humane, Intra-preneurial, Client-centric) sont ancrées dans notre propre modèle économique et dans le développement de notre expertise en interne. Ces principes constituent la base de nos efforts consentis en matière de durabilité, qui sont en hausse continue année après année.

2 | Modèle économique et chaîne de valeur

Nous sommes une maison d'investissement de référence au service des particuliers, des entreprises et des institutions. Nous proposons une combinaison distinctive de services de Private Banking (DPPB), de gestion d'actifs pour les institutions (DPAM), de banque d'investissement (Corporate Finance et Global Markets, DPIB) et d'Asset Services (DPAS). Notre modèle d'entreprise différencié offre une approche unique et intégrée des actifs mondiaux de nos clients dans un contexte de volatilité et d'instabilité croissantes, d'environnement complexe, de réglementations strictes et de banalisation des solutions d'investissement.

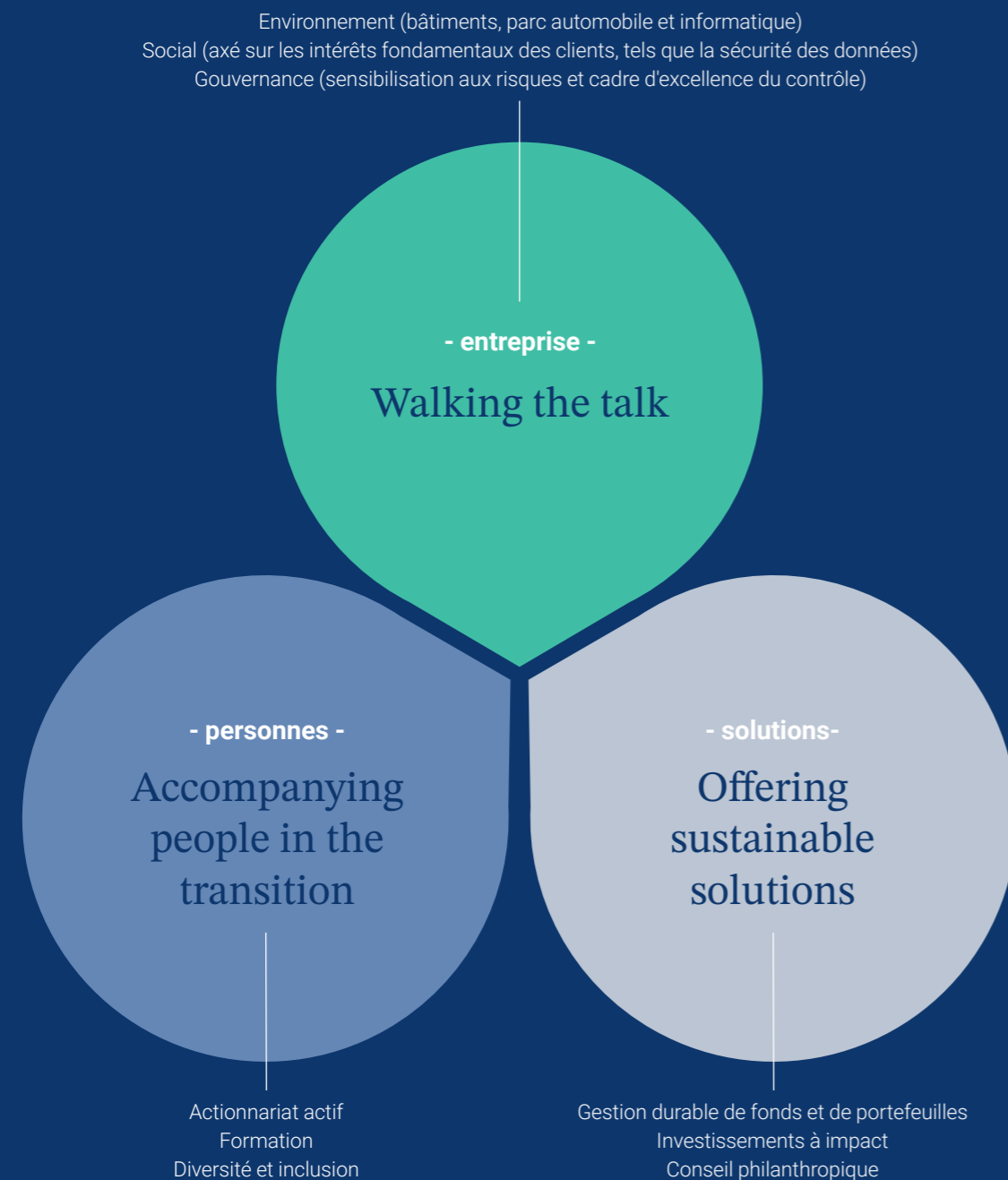
En tant que partenaire de confiance, Degroof Petercam va au-delà du 'produit'. Degroof Petercam se tient délibérément à l'écart des activités dans lesquelles le talent des personnes ne peut faire la différence. Cette stratégie nous permet d'adopter une approche globale du service à la clientèle, en présentant une vue d'ensemble de sa situation financière.

«Créer une prospérité collective et responsable en ouvrant les portes aux opportunités et en accompagnant nos clients avec expertise.»



Impact au-delà du rendement financier

Une offre durable et socialement responsable



3 | Impact responsable

La création de valeur durable et responsable nécessite d'agir sur trois niveaux : l'entreprise, les personnes et les solutions.

3.1 Entreprise : walking the talk

En tant qu'entreprise, joindre le geste à la parole signifie s'engager à respecter nos valeurs dans tous les aspects de nos activités : en tant que client, investisseur et employeur.

Qu'il s'agisse de nos propres investissements (prêts accordés et portefeuilles bancaires), de notre mobilité, de nos bâtiments et de notre infrastructure (informatique), nous nous efforçons toujours de réduire autant que possible notre impact négatif.

Toutefois, notre impact va au-delà des préoccupations environnementales (le E d'ESG). Nous devons également prendre en compte les principales préoccupations sociales (S) et, en termes de gouvernance, nous conformer aux normes éthiques les plus élevées et faire preuve d'intégrité dans la conduite de nos affaires (G).

3.2 Personnes : accompanying the transition

La transition durable est un parcours au cours duquel toutes nos parties prenantes ont besoin d'un soutien approprié pour réaliser leurs ambitions. Degroof Petercam s'engage auprès des personnes pour les aider à adopter des comportements plus responsables.

Collègues : nous favorisons le développement des talents et un environnement de travail sain, diversifié et inclusif. Nous alimentons les connaissances de notre personnel en matière de développement durable et leur permettons de concrétiser la transition dans leur vie personnelle et professionnelle.

Clients : nous accompagnons nos clients dans leur transition durable par le biais de discussions, de conférences et des séances de sensibilisation, ainsi que par le partage actif de nos recherches et de nos idées.

Sociétés en portefeuille : nous agissons en tant qu'actionnaires actifs lors des assemblées d'actionnaires de nos sociétés en portefeuille et de nos fonds tiers dans lesquels nous investissons. Nous nous engageons auprès de leur direction pour défendre et faciliter la transition, et nous plaçons la barre plus haut au fil du temps.

Secteur financier : notre conformité, entre autres, aux Principes pour un investissement responsable des Nations unies (UNPRI), aux Principes pour une banque responsable des Nations unies (UNPRB), à la Task Force on Climate-Related Financial Disclosures (TCFD) souligne notre engagement plus vaste à promouvoir les principes ESG au sein du secteur financier.

Société au sens large : nous encourageons activement l'engagement communautaire et l'implication du personnel par le biais d'initiatives telles que des journées de solidarité, des microdons et des programmes de mentorat dans le cadre de notre Fondation.

3.3 Solutions : sustainable solutions

La gestion des actifs de nos clients, qui dépassent les 74 milliards d'euros, représente sans aucun doute notre contribution la plus substantielle au développement durable. En tant que maison d'investissement, nous nous engageons à optimiser nos initiatives afin de tirer le meilleur

parti de l'impact bénéfique de nos efforts. Nous surveillons donc en permanence, prenons en compte et améliorons notre compréhension de nos principaux impacts négatifs (PAI) et osons prendre délibérément des mesures telles que l'engagement Net Zero à l'échelle du groupe, inspirée par DPAM. Un autre exemple pertinent : DPAM est un pionnier dans l'adoption de la Task Force on Nature-Related Disclosures (TNFD). En outre, nous poursuivons le développement de nos investissements d'impact et de nos services philanthropiques.

4 | Gouvernance

En 2022, Degroof Petercam avait déjà adopté sa gouvernance d'entreprise pour ancrer son engagement en matière de développement durable, et s'est appuyée sur une expérience ESG éprouvée dans ses organes de gouvernance composés de quatre groupes de pilotages centraux, chacun dédié à un aspect spécifique du développement durable. En outre, nous avons nommé un Group Sustainability Manager à plein temps, qui rend compte au comité exécutif (ComEx). Son rôle consiste à coordonner, faciliter et promouvoir les initiatives en matière de développement durable ainsi que d'animer les différents groupes de pilotage.

4.1 Le groupe de pilotage 'Strategy and Governance'

Ce groupe de pilotage se réunit tous les deux mois et rassemble des directeurs issus de différents secteurs d'activité et services de soutien. Ils supervisent :

- la position stratégique en matière de développement durable ;
- l'élaboration et le suivi de la politique ;
- la gestion des données ;
- et les rapports.

4.2 Le groupe de pilotage 'Operational Governance'

Ce groupe de pilotage se consacre à la mise en oeuvre de la finance durable dans les activités opérationnelles, y compris les actifs des clients, les fonds d'investissement, les engagements des Nations unies et le climat. Il est composé de deux sous-comités :

1 Le Responsible Investment Steering Group (RISG) se réunit tous les mois sous la direction du CEO de DPAM et veille à la transparence et à la cohérence de la méthodologie, des pratiques, des solutions et des services ESG dans tous les secteurs d'activité, conformément aux Principes pour un investissement responsable des Nations Unies (UNPRI). Les membres du personnel n'appartenant pas à DPAM sont invités à rejoindre le RISG afin d'étendre son champ d'action à tous les aspects de l'investissement responsable du groupe.

2 Le Responsible Banking Steering Group (RBSG) se réunit tous les mois, est présidé par le group head of regulatory coordination et supervise le développement durable des opérations bancaires. Il s'agit notamment d'orienter l'offre de services de Private Banking, les éléments du bilan, les risques liés au climat (risque de crédit, de marché, de liquidité, opérationnel et de modèle économique). Le groupe de pilotage surveille et suit également l'agenda des Principes pour une banque responsable des Nations unies (UNPRB).

4.3 Le groupe de pilotage 'Corporate Sustainability'

Ce groupe de pilotage se réunit chaque mois pour discuter des thèmes liés au développement durable à l'échelle du groupe, y compris les questions concernant le domaine des RH (santé, formation et développement, égalité des chances), des infrastructures (mobilité, gestion de l'énergie et des déchets, émissions de carbone). Par ailleurs, il surveille la mise en oeuvre du positionnement global du groupe en matière de développement durable.

4.4 Le groupe de pilotage 'Diversity, Equity and Inclusion'

Soutenu par trois membres du Comité exécutif, ce groupe est en charge de l'agenda des sujets relatifs à la diversité, à l'équité et à l'inclusion.

4.5 Les comités officiels

Ces quatre groupes de rapportent compte au **Non-Financial Risk Committee (NFRC)**, un comité délégué du comité de direction qui se réunit tous les mois et qui est présidé par le Chief Risk Officer. Le comité surveille l'exposition du groupe aux risques non financiers. Son objectif est d'évaluer l'impact potentiel des changements importants sur le profil de risque du groupe et de s'assurer que toutes les activités liées aux risques opérationnels de première et deuxième ligne (y compris les aspects liés à la conformité) ou aux risques ESG sont menées à bien en tenant compte de l'appétit pour le risque, des politiques et des procédures, des lois et des réglementations.

Le CEO rend compte au conseil d'administration de l'évaluation et de la gestion de l'agenda de la finance durable, y compris les risques et les opportunités liés au climat. En 2023, le conseil d'administration s'est penché à deux reprises sur l'agenda de la finance durable.

Le modèle de gouvernance est complété par trois conseils consultatifs composés de professionnels internes et/ou de spécialistes externes, qui alimentent les stratégies d'investissement de DPAM.



5 | Rapports

L'Union européenne est en train d'élaborer un cadre commun pour les rapports non financiers. L'objectif est de veiller à ce que les entreprises publient des informations extra-financières fiables et comparables permettant aux investisseurs d'examiner de plus près les performances extra-financières. Il est important de noter que, bien que la direction soit claire, la feuille de route en matière d'informations réglementaires est encore en cours d'élaboration. À l'avenir, l'un des principaux défis pour le secteur sera de recueillir suffisamment de données de marché pour pouvoir rendre compte des stratégies durables. Dans cette optique, Degroof Petercam a lancé un programme ambitieux de simplification de l'architecture et de la gouvernance des données du groupe. En matière de reporting, Degroof Petercam opte actuellement pour une approche pragmatique : d'une part, elle se conforme à diverses lignes directrices, directives et normes en matière de reporting et, d'autre part, elle veille à ce que les informations présentées soient comparables dans le temps.

5.1 Dispositif général

L'Union européenne a mis en place un plan d'action visant à inciter plusieurs types d'acteurs à réorienter leurs flux de capitaux vers des investissements propices à une croissance plus durable. Ce plan a engendré une phase de nouveaux textes réglementaires au cours des dernières années. À cet égard, les entreprises sont invitées à fournir des informations plus détaillées sur les données extra-financières telles que leur empreinte carbone ou leur consommation d'eau (Corporate Sustainability Reporting Directive, CSRD), et sur la manière dont elles contribuent à la réalisation des objectifs environnementaux de l'Europe (taxonomie).

Les gestionnaires d'actifs et les sociétés d'investissement telles que Degroof Petercam doivent clarifier quelles sont leurs activités qui contribuent à la réalisation des objectifs environnementaux de l'Europe (taxonomie).

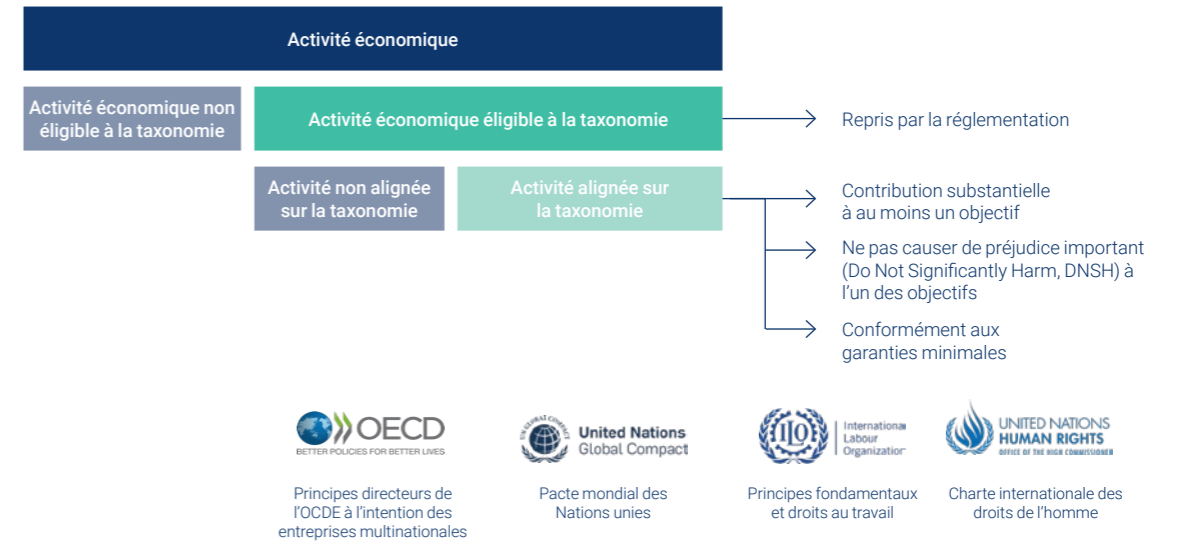
Depuis juin 2023, elles doivent également publier les principaux indicateurs d'impact négatif de leurs décisions d'investissement (PAI) et fournir des informations sur la manière dont elles prennent en compte le développement durable dans les produits financiers qu'elles proposent à leurs clients (Sustainable Finance Disclosure Regulation, SFDR).

L'Europe a mis à jour la Directive MiFID II pour les contraindre à demander à leurs clients leurs préférences en matière de développement durable, afin que les investisseurs soient en mesure de s'engager dans les investissements durables appropriés.



5.2 Taxonomie de l'UE

Dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe visant à financer la croissance durable et à prévenir le greenwashing, le Parlement européen et le Conseil ont élaboré un système de classification unifié des activités économiques durables : la « taxonomie ».



Le règlement relatif à la taxonomie (UE 2020/852) définit les critères de haut niveau permettant de déterminer si une activité économique contribue de manière substantielle ou ne nuit pas de manière significative aux objectifs. Jusqu'à présent, six objectifs environnementaux ont été identifiés.

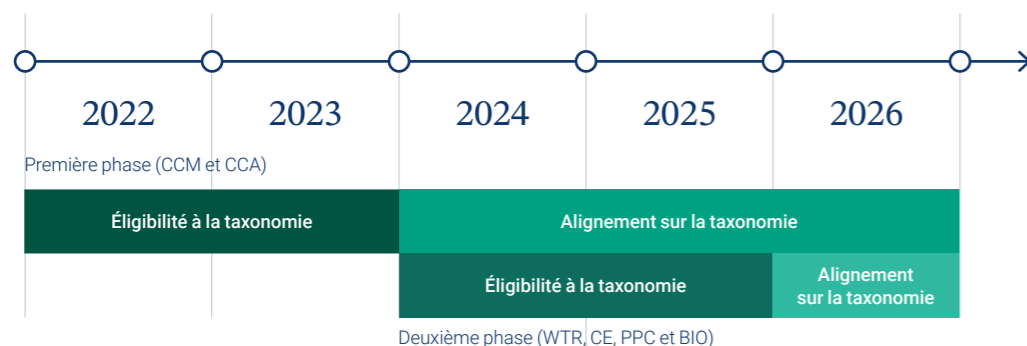
- 1 Climate Change Mitigation (CCM)
- 2 Climate Change Adaptation (CCA)
- 3 Sustainable Use and Protection of Water and Marine Resources (WTR)
- 4 Transition to a Circular Economy (CE)
- 5 Pollution Prevention and Control (PPC)
- 6 Protection and Restoration of Biodiversity (BIO)

Les règles taxonomiques permettant d'identifier les activités économiques durables ont été élaborées en plusieurs phases. Des critères techniques ont été définis pour l'atténuation du changement climatique et l'adaptation au changement climatique dans le Règlement délégué 2021/2139 de la Commission¹. En outre, le Règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission fixe des critères pour les activités durables liées à l'énergie nucléaire et au gaz fossile. En 2023, la Commission a établi les critères techniques pour les quatre objectifs restants (WTR, CE, PPC et BIO) avec le Règlement délégué 2023/2486 de la Commission. En outre, le Parlement et le Conseil de l'UE sont également censés définir des objectifs sociaux.

(1) Modifié par le Règlement délégué (EU) 2023/2485 de la Commission

Les règles techniques définissant le dispositif de déclaration au titre de l'Article 8 de la taxonomie sont précisées dans le Règlement délégué relatif à la présentation de la taxonomie (Règlement délégué (UE) 2021/2178 de la Commission, adopté le 6 juillet 2021).

Depuis 2022, Degroof Petercam, en tant qu'établissement de crédit, doit faire un rapport sur la taxonomie. L'année dernière, le champ d'application du rapport était limité à la proportion, dans le total de leurs actifs, des expositions aux activités économiques non éligibles et éligibles à la taxonomie, liées aux deux premiers objectifs. À compter de 2024 (année de publication), Degroof Petercam doit publier son Green Asset Ratio (GAR), c'est-à-dire la quote-part des actifs de l'établissement de crédit investis et finançant des activités économiques alignées sur la taxonomie par rapport au total des actifs couverts en ce qui concerne les deux premiers objectifs environnementaux (Climate Change Mitigation, CCM et Climate Change Adaptation, CCA), et commencer à rendre compte de l'éligibilité de nos actifs à la taxonomie par rapport aux quatre autres objectifs.

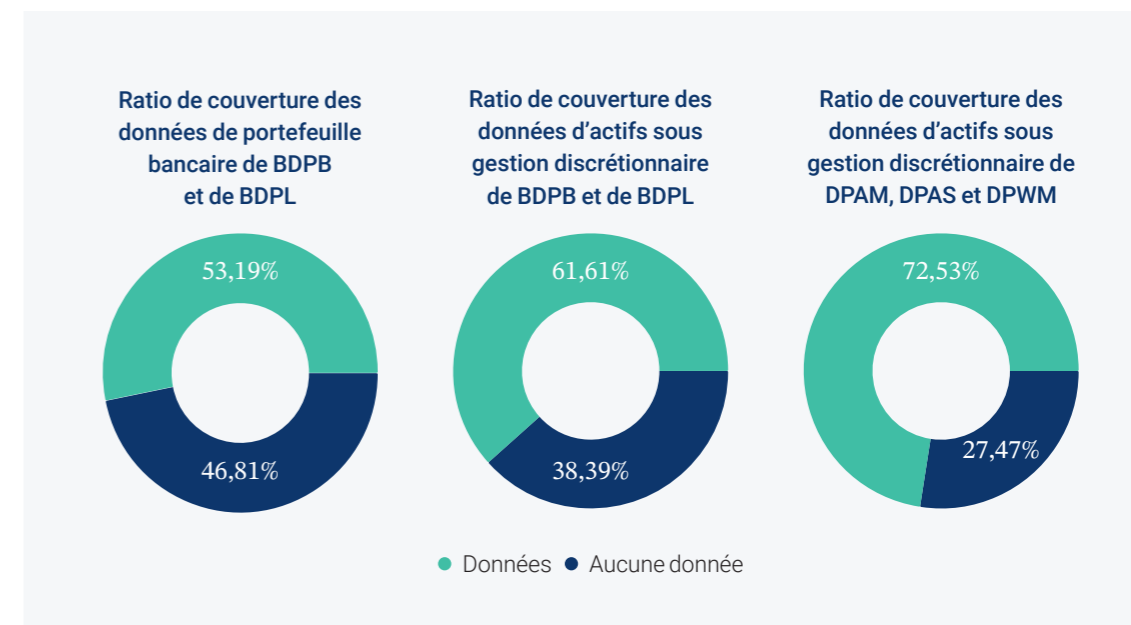


En outre, à partir de 2024, les actifs couverts par la taxonomie seront étendus pour inclure les actifs hors bilan, c'est-à-dire les actifs sous gestion et les garanties financières données. Ces actifs sont reflétés dans les chiffres consolidés de Degroof Petercam présentés dans ce rapport, et d'autres rapports figurent dans l'Annexe concernant les activités de gestion d'actifs de DPAM, DPAS et DPWM, Degroof Petercam (cf. Annexe¹). Les activités qui ne contribuent pas de manière significative aux indicateurs clés de performance sur les opérations au bilan et hors bilan n'ont pas été stipulées dans le présent rapport (par exemple, les activités de financement des entreprises et les activités non financières).

Le reporting sur la taxonomie constitue un parcours que Degroof Petercam a entrepris en s'appuyant sur son expertise ESG. Par ailleurs, les aptitudes à communiquer des informations exactes dépendent également des compétences de nos prestataires de services et des moyens du secteur dans son ensemble. En effet, la déclaration des activités éligibles à la taxonomie est inhérente à la capacité du secteur à fournir des informations précises et détaillées sur les activités éligibles à la taxonomie et alignées sur celle-ci. Cela a conduit à certaines limitations en ce qui concerne le rapport 2023 Degroof Petercam, telles que :

(1) Selon le Projet de communication de la Commission européenne sur l'interprétation et la mise en oeuvre de certaines dispositions juridiques du Règlement délégué relatif aux informations à fournir en vertu de l'Article 8 du règlement relatif à la Taxonomie de l'UE concernant la déclaration des activités économiques et des actifs éligibles à la taxonomie et alignés sur celle-ci, en 2024, les établissements de crédit ne devront déclarer que l'exercice fiscal 2023. Par conséquent, la deuxième partie du tableau relative à T-1 a été supprimée. En outre, l'obligation des contreparties de rendre compte des quatre derniers objectifs environnementaux n'ayant commencé qu'en 2024 (par exemple, pour Degroof Petercam), les différents indicateurs clés de performance liés à ces objectifs équivalent à 0. En conséquence, les colonnes relatives à ces objectifs ont été supprimées des rapports de cette année.

- 1 La difficulté de collecter des informations sur toutes les contreparties de Degroof Petercam. Cette année, le rapport a été produit en utilisant les informations recueillies par S&P Global Trucost (solution ESG de S&P Global¹) comme source principale. Les données collectées par Sustainalytics² ont été utilisées comme source secondaire. En outre, les informations publiées sur les fonds de tiers ont été recueillies par l'intermédiaire de Cleversoft³. Enfin, les indicateurs clés de performance au niveau de la taxonomie de certaines contreparties et obligations vertes ont été collectés à partir des rapports publics de ces dernières. Bien que le nombre de sources de données ait augmenté, la couverture des données reste faible.



- 2 Le Règlement relatif à la taxonomie prévoit l'identification des contreparties qui ne sont pas tenues de publier des informations non financières (entreprises non soumises à l'obligation de publier des informations non financières). Toutefois, en raison d'un manque de données, il n'a pas été possible d'identifier le statut NFRD de l'ensemble des contreparties. Par conséquent, les contreparties pour lesquelles le statut NFRD n'a pas été identifié ont été classées dans le rapport comme des entreprises non soumises à l'obligation de publier des informations non financières.
- 3 Les taux d'éligibilité à la taxonomie et d'alignement sur celle-ci par rapport aux quatre derniers objectifs environnementaux équivalent à zéro, les contreparties n'ayant commencé à rendre compte de ces derniers que cette année.

Le rapport de cette année doit être, par conséquent, considéré dans la mesure du possible sur la base des données disponibles dans le contexte évolutif susmentionné.

En outre, le rapport évoluera en fonction des publications futures par rapport aux objectifs sociaux et, de manière générale, avec l'adoption de la CSRD.

(1) <https://www.spglobal.com/esg/trucost>

(2) Solution en matière de Taxonomie de l'UE ([sustainalytics.com](https://www.sustainalytics.com))

(3) L'ensemble des données utilisées pour ce rapport remonte à décembre 2023 et est principalement constitué des données déclarées par les contreparties pour l'exercice 2022.

Rapport sur la taxonomie en tant qu'établissement de crédit

		Total environmentally sustainable assets based on Turnover	Turnover-based Taxonomy-eligibility ratio	CapEx-based Taxonomy-eligibility ratio	Turnover-based GAR	Capex-based GAR	% coverage (over total assets)**	% of assets excluded from the numerator of the GAR trading book, the	% of assets excluded from the denominator of the GAR
Main KPI	Green asset ratio (GAR) stock	€ 566.170.262,08	10,30%	2,28%	1,47%	0,33%	67,42%	30,54%	32,58%
	of which Banking Book	€ 80.659.011,49	23,63%	5,23%	3,37%	0,75%	62,20%	17,97%	37,80%
Additional KPIs	GAR (flow)	€ 23.342.420,03	7,59%	0,65%	7,39%	0,24%	93,51%	31,75%	6,49%
	Financial guarantees	€ -	0%	0%	0%	0%			
	Assets under management	€ 208.857.696,51	7,39%	7,95%	1,81%	3,03%			

Les actifs au bilan, en ce compris le portefeuille des prêts et le portefeuille bancaire, dont les expositions aux banques et administrations centrales et aux émetteurs supranationaux ont été exclues, constituent les actifs couverts par le Green Asset Ratio (GAR). Les montants totaux utilisés pour calculer le GAR et les autres indicateurs clés de performance sont conformes au FINREP.

Les portefeuilles des prêts et bancaires représentent les activités annexes de Degroof Petercam. En effet, la principale activité de la banque réside dans la gestion d'actifs (c'est-à-dire la gestion de portefeuilles de clients et la gestion de fonds). Les prêts constituent une offre complémentaire aux clients avec des portefeuilles gérés (la plupart du temps donnés en garantie), tandis que le portefeuille bancaire est géré avec grande diligence afin de garantir des ratios de liquidité et d'adéquation des fonds propres appropriés. Néanmoins, afin d'atténuer les impacts négatifs potentiels de son activité de prêt, Degroof Petercam a mis en place une Politique de prêt à l'échelle du groupe qui empêche le financement de toute activité controversée. Pour ce qui est du portefeuille bancaire, Degroof Petercam s'efforce également de réduire les impacts négatifs en :

- s'abstenant d'investir dans des instruments financiers émis par certaines entreprises de secteurs controversés et de ne pas détenir de positions liées à l'industrie des combustibles fossiles ;
- réalisant des investissements appropriés dans le dispositif d'intégration des caractéristiques ESG telles que définies par Degroof Petercam (communément appelées Article 8) et régies par la SFDR ;
- intégrant le portefeuille bancaire dans le champ d'application des engagements Net Zero de Degroof Petercam ;
- investissant davantage dans les obligations vertes.

Fin 2023, Degroof Petercam avait déjà investi 237 millions d'euros dans des obligations vertes, dont 185 millions d'euros ont été investis depuis 2021. L'objectif est de porter ce montant à 250 millions d'ici 2025.

Le faible ratio d'alignement sur la taxonomie du portefeuille bancaire peut s'expliquer par la forte exposition aux établissements financiers qui ne commencent à rendre compte de l'alignement sur la taxonomie que cette année.

En ce qui concerne les autres indicateurs clés de performance sur les opérations hors bilan, l'indicateur clé de performance sur les actifs sous gestion (AuM) ne concerne que les activités de gestion d'actifs des établissements de crédit du groupe, à savoir Bank Degroof Petercam SA et Bank Degroof Petercam Luxembourg SA. Conformément au Projet de communication de la Commission du 21 décembre 2023¹, Degroof Petercam devra inclure dans cet indicateur clé de performance les actifs gérés sur la base de certains mandats d'investissement obtenus par les détenteurs d'actifs, à l'exception des expositions aux banques et administrations centrales et aux émetteurs supranationaux ainsi que les actifs pour lesquels la gestion de portefeuille a été déléguée à Degroof Petercam par des tiers.

Afin de réduire l'impact négatif des portefeuilles de ses clients, le groupe a élaboré une Politique d'investissement durable à l'échelle du groupe (Global Sustainable Investment Policy, GSIP) ainsi qu'une Politique d'activités controversées (Controversial Activity Policy) qui décrit les activités controversées à exclure de l'univers d'investissement de Degroof Petercam. Dans le cadre de ces politiques, les investissements sont soumis à l'intégration des facteurs ESG et à la diligence raisonnable en matière d'impact². En outre, les portefeuilles de gestion discrétionnaire sont intégrés aux engagements Net Zero de Degroof Petercam dans le cadre du financement des émissions.

Étant donné la faible importance des garanties financières données dans le modèle commercial de Degroof Petercam, mais l'exposition plus forte des garanties financières obtenues, Degroof Petercam publie délibérément un rapport sur les actifs financiers apportés par les clients en tant que garantie pour les prêts. Ce rapport est conforme à la stratégie d'investissement responsable et à l'accent mis sur les actifs gérés par Degroof Petercam pour le compte de ses clients, qui peut utiliser leurs actifs comme garantie pour leurs crédits. De plus, Degroof Petercam a utilisé la même méthodologie pour calculer, de son plein gré, cet indicateur clé de performance. Par conséquent, ce dernier est conforme à celui de l'actif sous gestion (Private Banking).

(1) Projet de communication de la Commission européenne sur l'interprétation et la mise en oeuvre de certaines dispositions juridiques du Règlement délégué relatif aux informations à fournir en vertu de l'Article 8 du règlement relatif à la Taxonomie de l'UE concernant la déclaration des activités économiques et des actifs éligibles à la taxonomie et alignés sur celle-ci (europa.eu).

(2) Cf. Chapitre V – Sections C

Turnover-based KPI					
	Total Amount (€)	Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)	
			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)
Covered Financial instruments received as financial guarantees	€ 3.550.270.337,36	€ 166.835.096,21	€ 41.792.844,45	4,70%	1,18%
Assets excluded from the denominator of the KPI ⁽¹⁾	€ 236.277.923,41				
Total Financial instruments received as financial guarantees	€ 3.786.548.260,77				

CapEx-based KPI					
	Total Amount (€)	Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)	
			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)
Covered Financial instruments received as financial guarantees	€ 3.550.270.337,36	€ 184.552.344,53	€ 75.821.889,31	5,20%	2,14%
Assets excluded from the denominator of the KPI ⁽¹⁾	€ 236.277.923,41				
Total Financial instruments received as financial guarantees	€ 3.786.548.260,77				

(1) Exposures to central banks, central governments and supranational issuers

Rapport sur la taxonomie concernant les activités de gestion d'actifs

Turnover-based KPI					
	Total Amount (€)	Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)	
			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)
Covered Assets under Management	€ 32.786.647.808,49	€ 3.058.343.306,79	€ 751.937.446,16	9,33%	2,29%
Assets excluded from the denominator of the KPI ⁽¹⁾	€ 11.300.658.392,38				
Total Assets under Management	€ 44.087.306.200,87				

CapEx-based KPI					
	Total Amount (€)	Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)	
			Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)
Covered Assets under Management	€ 32.786.647.808,49	€ 3.281.659.029,98	€ 1.277.373.336,25	10,01%	3,90%
Assets excluded from the denominator of the KPI ⁽¹⁾	€ 11.300.658.392,38				
Total Assets under Management	€ 44.087.306.200,87				

(1) Exposures to central banks, central governments and supranational issuers

Cet indicateur clé de performance porte sur les activités de gestion d'actifs des sociétés de gestion du groupe, à savoir Degroof Petercam Asset Management SA (DPAM), Degroof Petercam Asset Services SA (DPAS) et Degroof Petercam Wealth Management France SA (DPWM). Le total des montants utilisé pour calculer cet indicateur clé de performance correspond aux montants du FINREP, dont la comptabilisation à deux reprises a été supprimée (par exemple, les fonds de

fonds et les investissements dans les fonds internes par les clients de DPWM). Par ailleurs, les actifs dont la gestion de portefeuille a été déléguée par des tiers aux filiales de Degroof Petercam et les expositions aux banques et administrations centrales et aux émetteurs supranationaux ont été exclues comme l'exige la réglementation.

Outre les initiatives du groupe susmentionnées, DPAM applique le principe réglementaire 'ne pas nuire' en examinant toute controverse substantielle concernant les sociétés en portefeuille, en s'engageant auprès d'elles afin d'améliorer leur profil ESG et en surveillant leurs impacts négatifs. DPAM ne s'engage pas seulement auprès des sociétés, mais aussi auprès des pays¹. De plus, DPAM a rejoint l'initiative NZAM qui s'est engagé à mettre en place des portefeuilles Net Zero². Elle a également établi des lignes directrices strictes pour limiter les investissements dans les sociétés ayant des activités controversées, comme le précise sa politique en matière d'activités controversées³. Vous trouverez des informations supplémentaires sur les mesures prises par DPAM afin d'appliquer le principe 'ne pas nuire' dans sa déclaration de principe sur l'impact négatif au niveau de l'entité.

Indicateur clé de performance sur la taxonomie consolidée et pondérée

	Proportion of Revenue	Turnover-based KPI	CapEx-based KPI	Weighted Turnover-based KPI	Weighted CapEx-based KPI
GAR	22,10%	1,47%	0,33%	0,32%	0,07%
Financial Guarantees Given	0,02%	0%	0%	0,00%	0,00%
PB Discretionary AuM	10,12%	2%	3%	0,18%	0,31%
Asset Management	67,76%	2,29%	3,90%	1,55%	2,64%
Total	100,00%			2,06%	3,02%

5.3 CSRD et double matérialité

Adoptée en novembre 2022, la Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD) marque une avancée décisive dans les normes de reporting du développement durable pour un large éventail de sociétés de l'UE. Le rapport CSRD devient obligatoire pour toutes les grandes entités d'intérêt public de l'UE comptant plus de 250 employés à partir de 2025 pour toutes les données relatives à l'exercice 2024.

Il demande surtout aux entreprises de publier des données et des informations sur leurs impacts environnementaux et sociaux, ainsi que sur les questions de gouvernance (ESG). Ce rapport permet aux parties prenantes, notamment les investisseurs, les clients, le personnel et le public, de mieux comprendre les résultats d'une société en matière de développement durable.

Bien que cela puisse représenter un enjeu pour toute entreprise, nous ne considérons pas la CSRD comme une contrainte supplémentaire, mais comme une opportunité. La publication des indicateurs communs à l'ensemble du secteur permettra de divulguer et de comparer des données transparentes afin de prendre de meilleures décisions concernant l'allocation des ressources financières nécessaires à la transition, dans l'intérêt de la société, de l'environnement et des communautés locales.

(1) f. Chapitre IV

(2) Vous trouverez de plus amples explications sur les engagements au Chapitre V, section C - Gestion des incidences négatives.

(3) <https://www.dpaminvestments.com/documents/controversial-activity-policy-enBE>

5.3.1 Double matérialité

L'évaluation de la double matérialité (EDM) est un processus essentiel pour déterminer si un thème ESG est important pour les activités de l'entreprise. Ce terme de 'double matérialité' représente l'évaluation de deux aspects distincts : **la matérialité d'un point de vue financier et la double matérialité en terme d'impact**.

La matérialité d'un point de vue financier permet d'examiner l'impact de la société et de l'environnement sur une entreprise et ses résultats financiers. Il doit être envisagé du point de vue de l'extérieur vers l'intérieur.

La matérialité en terme d'impact permet d'évaluer l'impact d'une entreprise sur la société et l'environnement. Il doit être envisagé du point de vue de l'intérieur vers l'extérieur.

5.3.2 L'évaluation de la double matérialité appliquée à Degroof Petercam

Entre septembre et décembre 2023, Degroof Petercam a mené une évaluation de la double matérialité (EDM), conformément aux dernières directives de l'**European Financial Reporting Advisory Group** (EFRAG).

Cette évaluation a été réalisée selon une méthodologie solide proposée par KPMG. Elle comprenait 13 entretiens structurés et deux workshops comptant 40 personnes au total, des employés internes pour la plupart. Ces personnes ont fait office de mandataires pour les parties prenantes externes. En s'appuyant sur leurs connaissances poussées et leur expertise quotidienne, ces personnes possèdent la perspicacité nécessaire pour représenter de manière sincère les intérêts de groupes de parties prenantes spécifiques. Pour les besoins de cette évaluation, les parties prenantes, ou leurs mandataires, ont été consultées, selon le canal d'engagement qu'elles préféraient : entretiens en ligne ou workshops sur place.

Après un examen approfondi des effets de levier existants dans les dispositifs de risque et de reporting, le champ d'application a été défini sur la base de la chaîne de valeur, de la segmentation des parties prenantes et de la stratégie d'engagement.

Le processus s'est déroulé selon une approche spécifique en plusieurs étapes :

I. Champ d'application de l'activité

Le champ d'application de l'activité a été défini autour de trois niveaux d'activité :

- **Opérations internes** : toutes les activités internes dédiées à nos clients - opérations, conformité, front office, risque, gestion des produits, juridique, approvisionnement, RH, etc.
- **Gestion du patrimoine** : tous les investissements en nom propre ou au nom du client, tels que la gestion discrétionnaire, le conseil bancaire et le desk d'exécution, y compris les prêts, les crédits et la gestion d'actifs.
- **Investment Banking** : les services financiers aux entreprises et aux clients institutionnels, et les activités de global market, y compris l'investissement et la levée de fonds, les fusions-acquisitions, la recherche equity, le trading d'obligations et d'actions et la négociation des ventes.

II. Identification et segmentation des parties prenantes

Les parties prenantes identifiées ont été réparties en 10 groupes et 16 sous-catégories. Les domaines d'expertise ESG, qu'il s'agisse de l'environnement et/ou du social et/ou de la gouvernance, ont été identifiés pour chaque sous-catégorie.

Partie prenante	N°	Sous-groupes	Expertise ESG
Clients	1	Client institutionnel	ESG
	2	Particulier	ESG
	3	Entreprise	ESG
Personnel (y compris les syndicats)	4	Service RH	S, G
	5	Service juridique	ESG
	6	Service Risques	ESG
Administrations / organismes de réglementation	7	FSMA/NBB/AMF/organismes de réglementation européens/CSSF	E, G
Fédérations sectorielles		Febelfin/BEAMA/ABBL/LPEA	ESG
Sociétés en portefeuille, gestionnaires de fonds tiers	8	Gestionnaires de fonds tiers	ESG
Monde académique	9	Professeurs / autres représentants	ESG
Autres partenaires	10	UN PRB/UN PRI/CDP/Climate Action/Fairr	ESG
Actionnaires	11.a	Membres du Conseil	ESG
Direction	11.b	Conseil d'administration / comité exécutif	ESG
	12	Comité d'investissement	ESG
		Gouvernance en matière de développement durable	ESG
Autres	13	Médias	ESG
		14	Commissaires au compte externes
	15	Partenaires commerciaux (fournisseurs)	E, S
	16	La Fondation Degroof Petercam	S, G

III. Détermination des thèmes ESG et des impacts, risques et opportunités (IRO)

Les thèmes relatifs au développement durable issus des normes européennes en matière de reporting sur le développement durable (ESRS) ont été complétés par des analyses documentaires spécifiques. Nous avons regroupé les éléments en une liste gérable et adaptée de sous-thèmes ESG qui se sont avérés pertinents pour Degroof Petercam.

Au total, 13 sous-thèmes ont été définis, répartis en quatre catégories :

Environnement	Social
Changement climatique	Développement des employés
Empreinte environnementale (à l'exclusion du changement climatique)	Diversité, inclusion et équité
Gouvernance	Partenaires commerciaux
Éthique et culture d'entreprise	Engagement auprès des communautés locales
Réglementation et conformité	Marketing et communications responsables
Spécifique à un secteur ou à une entité	Confidentialité des données, sécurité des données et cybersécurité
Numérisation et utilisation des nouvelles technologies	Accès aux services financiers
Investissements responsables	

Notre liste de sous-thèmes ESG va au-delà des exigences des ESRS. Nous avons ajouté deux thèmes sectoriels, anticipant ainsi les normes sectorielles qui doivent encore être élaborées par l'EFRAG.

Après avoir listé tous les sous-thèmes pertinents, des entretiens structurés ont permis d'identifier les **impacts, les risques et les opportunités (IRO)**.

IV. Évaluation de la matérialité et résultats

Pour procéder à l'évaluation des IRO, une méthode de notation commune a été adoptée et des seuils de caractère substantiel quantitatifs et qualitatifs appropriés ont été définis. Après avoir discuté avec des parties prenantes engagées, chaque IRO identifié a fait l'objet d'une évaluation de la matérialité du point de vue financier et de la matérialité en termes d'impact.

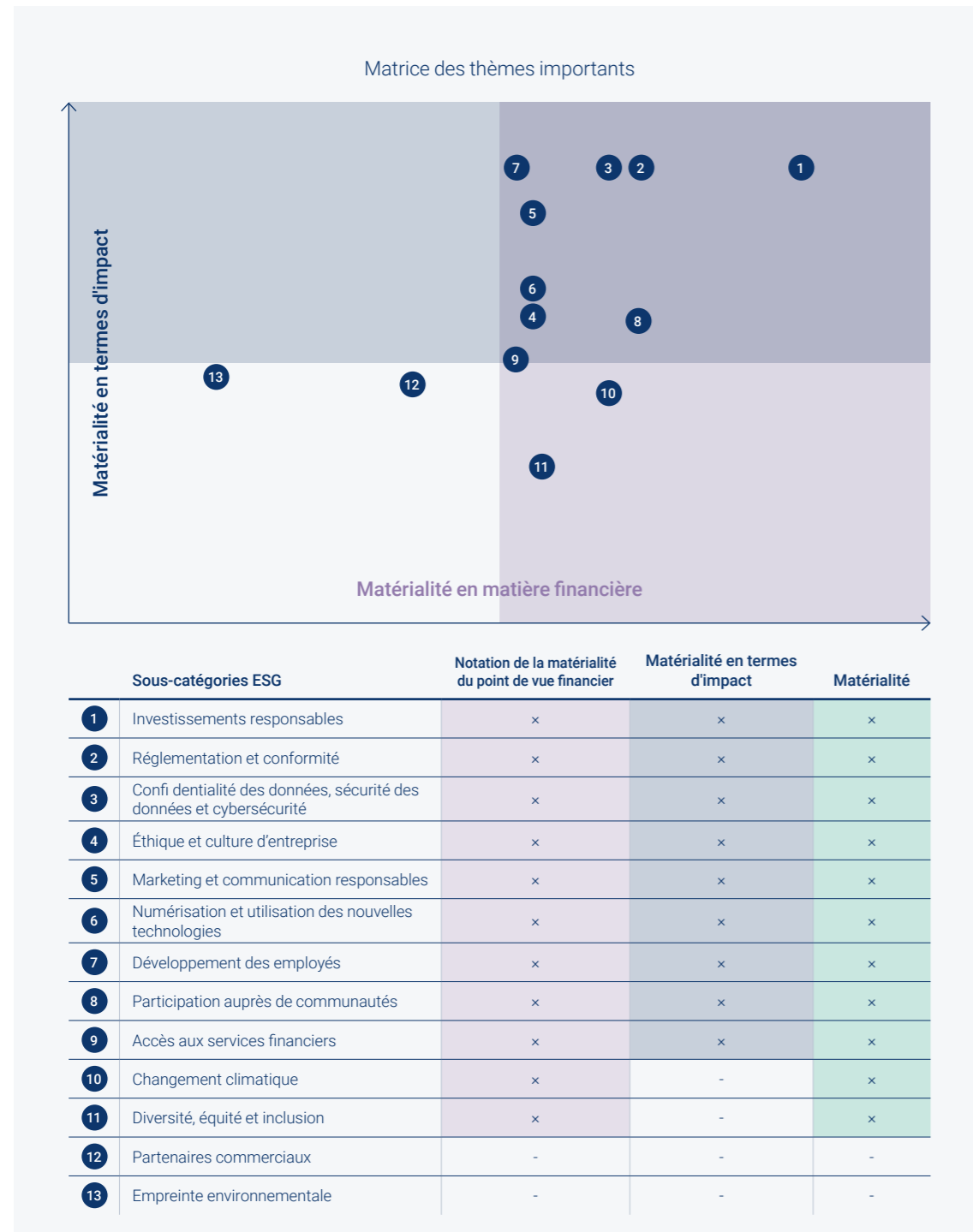
Les IRO ont d'abord été classés de manière qualitative, selon les indicateurs requis par les ESRS 1 Double Materiality Guidelines :

- Type de matérialité : (impact) positif ou négatif, risque ou opportunité (financier ou financière)
- Rayonnement des IRO : mondial ou local
- Position sur la chaîne de valeur : input, opérations internes ou output
- Période : court, moyen ou long terme
- Réel ou potentiel : moins d'un an ou après un an

Une grille de notation quantitative a utilisé des critères tels que l'échelle, la portée, la remédiabilité, la probabilité et l'étendue pour déterminer le caractère matériel de chaque sous-thème ESG conformément à la méthodologie interne.

Notation de la matérialité du point de vue financier		Matérialité en termes d'impact	
Critique	Matériel	Critique	Matériel
Significatif		Significatif	
Important	Non-matériel	Important	Non-matériel
Instructif		Instructif	
Minimal		Minimal	

Le processus a abouti à une liste de notation des IRO illustrée dans la matrice consolidée de double matérialité suivante :



Les sous-thèmes « Partenaires commerciaux » et « Empreinte environnementale hors changement climatique » ne se sont pas avérés importants en raison de l'impact très limité de Degroof Petercam sur ces indicateurs. Bien qu'à première vue contradictoire, la matrice illustre la spécificité du secteur financier et des activités de Degroof Petercam. En effet, l'empreinte environnementale de nos propres activités est négligeable par rapport aux enjeux climatiques qui se jouent à l'échelle planétaire. Au contraire, c'est grâce à notre activité d'investissement (pour notre propre compte ou pour le compte de nos clients) que nous pouvons agir au bénéfice de la société, l'environnement et les communautés. Nous avons donc conclu que l'empreinte environnementale de nos propres activités ne revêt pas un caractère matériel, contrairement à celle de nos investissements.

V. Intégration dans la stratégie

La liste des IRO importants, la matrice et les notations du caractère substantiel ont été présentées au conseil d'administration à des fins d'approbation finale. Les résultats ont également été communiqués à certaines parties prenantes.

Cependant, la valeur ajoutée la plus importante de notre EDM réside dans ce qui va suivre. Sur la base des résultats de cette première évaluation, Degroof Petercam va maintenant se concentrer sur la définition des indicateurs clés de performance et le suivi des données pertinentes. Tous ces éléments seront bien sûr nécessaires pour préparer la publication 2024 de notre rapport non financier, une fois que les normes CSRD seront devenues obligatoires.

Rappelez-vous qu'un rapport non financier n'est pas une fin en soi. Il s'agit surtout d'un outil permettant de rationaliser nos décisions, nos actions et nos investissements futurs, et de créer une valeur durable pour nos clients, notre personnel, nos actionnaires et l'ensemble des parties prenantes.

Le tableau suivant offre un aperçu des mesures qui ont déjà été prises pour traiter les sujets importants, en termes de politiques mises en œuvre, d'indicateurs publiés et de plans d'action. Le statut de cette liste de contrôle n'est pas figé, mais illustre un processus continu qui est censé évoluer au fil du temps en fonction des nouvelles évolutions prévues.

Thème matériel	Politiques	Indicateurs	Plans d'action	Commentaire
1 Investissements responsables	.	.	.	Cf. engagements Net Zero, gestion des principales incidences négatives.
2 Réglementation et conformité	.	.	.	Cf. mise en place d'une gouvernance complétée par des formations obligatoires (RACE)
3 Confidentialité des données, sécurité des données et cybersécurité	.	.	.	Cf. mise en place d'une gouvernance, y compris des tests complétés par des formations obligatoires (RACE)
4 Éthique et culture d'entreprise	.	.	.	Cf. adhésions à UN PRI, The Shift, Climate 100, etc.
5 Marketing et communication responsables	.	.	.	Cf. mise en place d'une gouvernance ; vérification de toutes les communications avec les clients par le service de conformité
6 Numérisation et utilisation des nouvelles technologies	.	.	x	Un plan d'action sur l'utilisation de l'IA, de ChatGPT, etc. est en cours d'élaboration
7 Développement des employés	.	.	.	Cf. être un employeur de choix et viser un taux d'engagement de 78%
8 Participation des communautés	.	.	.	Cf. la Fondation Degroof Petercam se concentre sur l'emploi et l'organisation des Solidarity Days
9 Accès aux services financiers	.	.	.	Travail en cours
10 Changement climatique	.	.	.	Cf. engagement à réduire de 75% les émissions de CO ₂ (Scope 1 et 2) d'ici 2030.
11 Diversité, équité et inclusion	.	.	.	Cf. mise en place d'une gouvernance et indicateurs clés de performance/ objectifs fixés

Notre politique de rémunération est un bon exemple des améliorations réelles résultant de notre évaluation de double matérialité. Outre son engagement en faveur d'équité salariale entre hommes et femmes, Degroof Petercam a également décidé d'augmenter les indicateurs clés de performance non financiers dans toutes les évaluations de la performance globale. Ces indicateurs clés de performance représentent désormais plus de 40% de la fiche d'évaluation et portent sur des éléments tels que la gouvernance, l'orientation clientèle ou la finance durable. La mise à jour des indicateurs clés de performance est une première étape importante pour associer notre politique de rémunération aux sous-thèmes ESG importants.



Degroof
Petercam

Partie III

Walking the talk

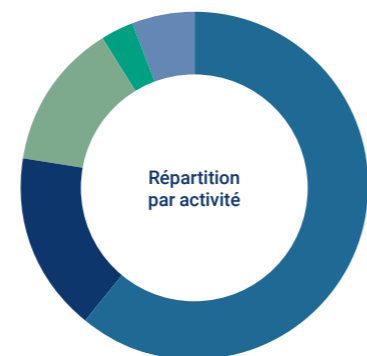
Degroof Petercam vise à contribuer de manière significative à une société plus durable. Et dans cette démarche, nous aspirons à montrer l'exemple. Comment ? En joignant le geste à la parole, chaque fois que c'est possible. En réduisant l'impact environnemental de nos activités, en adhérant aux normes les plus strictes en matière d'éthique des affaires et de gouvernance d'entreprise, et en répondant aux principales préoccupations de nos clients, notamment en matière de sécurité des données.

1	Environnement	109
2	Social	112
	2.1 Initiatives sociales à l'intention du personnel	112
	2.2 Impact social sur les clients (confidentialité des données, sécurité des données et cybersécurité)	112
3	Gouvernance	114

1 | Environnement

Comme on pouvait s’y attendre, l’évaluation de double matérialité à la fin de l’année 2023 a identifié le « changement climatique » comme un thème important. Avec l’aide de la société de conseil indépendante Futureproofed, nous avons d’ores et déjà cartographié pour la première fois en 2022 l’empreinte carbone de notre groupe : Scope 1 (émissions directes de gaz à effet de serre), Scope 2 (émissions liées à l’énergie) et Scope 3 (catégories pertinentes à l’exception de la catégorie 15 - financement des émissions). En 2023, nous avons ajouté deux nouveaux éléments importants : l’évaluation de nos émissions financées et la mise en œuvre de notre engagement Net Zero.

Tonne de CO ₂	2022	2023
Scope 1	3.848	3.534
Installations d'entreprise	1.174	795
Véhicules d'entreprise	2.674	2.739
Scope 2	0	41
Electricité, vapeur, chauffage et refroidissement achetés	0	41
Scope 3	16.142	14.456
Déplacements professionnels	61	137
Biens d'équipement	273	565
Transport quotidien des employés	1.167	423
Activités liées à l'énergie	1.005	1.135
Biens d'équipements et les biens et services que nous achetons	13.611	12.660
Déchets générés	26	34
Total	19.990	18.533



Support services	10.981
Private Banking	3.007
DPAM	2.414
Asset Services	568
Investment Banking	1.019

La diminution des émissions de CO₂ observée depuis 2021 résulte en grande partie de l'affinement de notre calcul grâce aux nouvelles données disponibles et à une meilleure compréhension des méthodes de calcul. Comme mesurer signifie aussi gérer, ce calcul offre une bonne base pour continuer à réduire notre propre empreinte grâce aux actions concrètes que nous mettons en œuvre.



Inspirés par notre gestionnaire d'actifs, DPAM, nous avons décidé de nous engager volontairement en faveur du Net Zero SBTi¹ au niveau du groupe. Cette décision marque une étape importante dans notre démarche de développement durable. Les paramètres relatifs au changement climatique sont désormais officiellement intégrés dans notre analyse des investissements. En outre, cet engagement fort soutient également les mesures prises en ce qui concerne, entre autres, notre flotte et nos bâtiments.

”

Jo Wuytack,
Group Sustainability Manager

(1) Science Based Targets initiative

Réalisations :

1 Évaluation du financement de nos émissions : celles-ci représentent la principale source d'empreinte de gaz à effet de serre (GES) et s'élevèrent à 15 millions de tonnes de CO₂ en 2023. Ce chiffre comprend la déclaration la plus récente des émissions de Scope 1, 2 et 3 (sur la base des données de Trucost) dans notre univers DPAM ainsi que dans notre offre discrétionnaire, consultative et patrimoniale de Private Banking en Belgique et au Luxembourg.

2 Mise en œuvre de notre engagement Net Zero : en tant qu'objectif à court terme pour nos émissions de Scope 1 et 2, nous visons une réduction de 75% d'ici 2030, en ce qui concerne nos bâtiments et notre parc automobile.

I Pour ce qui est de notre parc automobile, nous allons élargir notre plan de mobilité en y incluant une option 'sans voiture', comme le prévoit le Plan fédéral belge en matière de mobilité. Ce plan sera lancé le 1^{er} juillet 2024. Par ailleurs, nous mettrons en place une option électrique uniquement à partir du premier trimestre 2025 pour notre parc automobile belge. Grâce à l'installation de 60 stations de recharge au siège luxembourgeois, nous prévoyons une augmentation importante de notre parc automobile électrique.

II Pour ce qui est de nos bâtiments, nous avons installé des panneaux solaires sur le toit de notre succursale d'Anvers, procédé à une rénovation énergétique complète de notre succursale de Hasselt et planifié des travaux de rénovation dans nos sièges de Bruxelles et de Luxembourg, ce qui représente un investissement de plus de 2,5 millions d'euros.

3 Propres investissements, portefeuille de prêt et portefeuille bancaire : nous nous interdisions d'investir dans des instruments financiers émis par des entreprises opérant dans des secteurs controversés. Degroof Petercam ne détient pas de positions liées à l'industrie des combustibles fossiles. De plus, les investissements de son portefeuille bancaire doivent s'inscrire dans le cadre de « l'intégration des caractéristiques ESG » (communément appelé Article 8 du SFDR). Nous avons par ailleurs décidé d'intensifier nos investissements dans les obligations vertes. Fin 2023, 186 millions d'euros avaient déjà été investis dans des obligations vertes depuis 2021. Nous visons de porter ce montant à 250 millions d'ici 2025.

Dans la mesure où nous ne sommes pas une banque universelle, notre portefeuille de crédit est limité. De plus, notre activité de crédit n'est pas substantiellement exposée aux risques climatiques et environnementaux. Néanmoins, nous évaluons ces risques à chaque étape du processus de prêt, lorsqu'ils sont jugés pertinents. Dans l'une de nos dernières directives internes, il est stipulé que nous demandons un certificat énergétique si un nouveau prêt immobilier est accordé à un particulier. En 2023, la notation en matière de Performance énergétique des bâtiments (PEB, échelle de A à G) de chaque bien a été recueillie pour les nouveaux crédits ou estimée (selon une méthodologie interne) afin d'évaluer la sensibilité de la garantie au risque de transition. Vous trouverez de plus amples informations dans notre rapport sur les risques. En ce qui concerne les entreprises qui font partie de notre clientèle, la politique de crédit du groupe exclut explicitement les entreprises actives dans des secteurs fortement carbonés ou dans des activités préjudiciables à l'environnement (par exemple l'extraction de charbon, la production de pétrole et de gaz et la déforestation).

4 Autres : Afin de réduire davantage notre propre empreinte, nous avons mis à jour notre Politique relative aux fournisseurs et nous sommes devenus membres de l'Institut belge du Numérique Responsable (ISIT). Nous menons actuellement une étude poussée, avec le soutien de l'ISIT, afin d'identifier un parcours réaliste lié aux technologies de l'information.

2 | Social

2.1 Initiatives sociales à l'intention du personnel

En tant qu'employeur de choix, nous nous engageons à favoriser le développement des talents et à accompagner notre personnel avec le soutien adéquat. Notre modèle d'entreprise à valeur ajoutée étant en grande partie basé sur l'expertise des membres de notre personnel, nous considérons que les initiatives sociales à l'intention du personnel font partie intégrante de notre rôle d'« accompagnement des personnes en transition », comme expliqué ci-dessous (voir "Accompanying people in the transition" on page 126).

2.2 Impact social sur les clients (confidentialité des données, sécurité des données et cybersécurité)

Chaque établissement financier se doit de placer la sécurité des données parmi ses priorités les plus élevées. L'évaluation de double matérialité a permis à Degroof Petercam d'identifier les risques potentiels, notamment en cas de violation des données, de cyberattaque ou de litige concernant les données.

Toutefois, l'évaluation de double matérialité met également en exergue des opportunités exceptionnelles. Une bonne gouvernance des données n'est pas seulement un moyen de protéger nos systèmes, c'est aussi un ensemble d'outils utiles qui doivent être exploités pour favoriser les retombées positives auprès de nos clients. Des systèmes et des politiques de sécurité optimaux nous aident à sécuriser les actifs de nos clients et à proposer un éventail plus vaste de services et de solutions innovants. En d'autres termes, les plateformes de données résilientes contribuent à notre objectif de créer une prospérité responsable pour tous.

En 2022 et 2023, d'autres améliorations ont été apportées pour renforcer notre stratégie de sécurité en augmentant le nombre de mesures visant à protéger les actifs de Degroof Petercam par le biais de la stratégie de « Défense en profondeur ». Cette stratégie consiste à tirer parti de mesures multiples pour mieux protéger nos actifs. Si une ligne de défense est enfreinte, des couches supplémentaires existent pour couper court aux menaces. En superposant, voire en dupliquant les processus de sécurité, la probabilité d'une violation est réduite au minimum. En outre, cette stratégie est également renforcée par une segmentation stricte du réseau qui la sub divise en sections plus courtes, permettant ainsi aux équipes de sécurité de contrôler le trafic

qui circule dans les différents systèmes. Degroof Petercam prend toutes les mesures qu'elle estime nécessaires, en suivant les meilleures pratiques du marché. Cependant, même avec le plus haut niveau de vigilance, tous les systèmes continuent d'être attaqués, comme le prouvent l'actualité à travers le monde.

En 2023, différentes simulations en direct ont eu lieu avec la participation du comité exécutif afin de garantir notre résilience cybernétique et de faire face aux menaces extérieures et intérieures, concernant les scénarios suivants :

- 1 **Ransomware** : l'entreprise est invitée à payer une rançon pour débloquer des fichiers cryptés lors d'une cyberattaque.
- 2 **Fraude CxO** : les pirates se font passer pour un directeur exécutif (PDG ou directeur financier) et font pression sur un membre du personnel pour qu'il accepte d'effectuer un paiement urgent sur un compte bancaire externe.
- 3 **Fuite des données** : la divulgation involontaire ou volontaire d'informations internes sensibles par des utilisateurs internes.

Nos récentes mises à jour des processus et des politiques en matière de sécurité des données s'inspirent du **Dispositif NIST**, un ensemble de recommandations et de normes publiées par le National Institute of Standards and Technology qui permettent aux entreprises d'être mieux préparées au risque de cyberattaques. De plus, Degroof Petercam satisfait à de nombreux dispositifs de sécurité tels que les orientations de l'Autorité bancaire européenne (ABE) sur les TIC et la gestion des risques, l'auto-évaluation des risques de la BCE et le Swift Customer Security Control Framework (SWIFT CSCF), etc. En ce qui concerne le Règlement européen sur la résilience opérationnelle numérique (DORA), nous élaborons actuellement une feuille de route pour nous mettre en conformité à partir de janvier 2025, lorsque le dispositif entrera en vigueur.

PRÉSENTATION

En route vers la cyberrésilience

Chez Degroof Petercam, nous visons à aborder le thème de la sécurité des données dans une perspective plus globale de cyberrésilience. Nous définissons la cyberrésilience comme la capacité d'anticiper, de résister, de se rétablir et de s'adapter à des conditions défavorables, à des tensions, à des attaques ou à des violations sur des systèmes qui utilisent ou sont activés par des cyberressources.

Selon nous, la cyberrésilience joue un rôle essentiel dans la promotion de la transformation numérique. Les entreprises qui intègrent la cybersécurité dès le départ ont beaucoup plus de chances de développer rapidement des plateformes optimales et résilientes.

Pour atteindre le plus haut niveau de cyberrésilience, les entreprises doivent s'engager dans une transformation numérique globale qui prend en compte la cybersécurité tout au long de leur cycle de vie. Chez Degroof Petercam, l'évaluation nous permet :

- d'identifier nos actifs essentiels ;
- de nous protéger ;
- de déceler la modification des risques apparents ;
- de surveiller notre capacité à répondre à l'évolution des menaces ;
- de récupérer et restaurer les services.

3 | Gouvernance

Notre évaluation de double matérialité a permis d'identifier deux thèmes principaux dans le domaine de la gouvernance : la réglementation et la conformité, ainsi que l'éthique et la culture d'entreprise.

La réglementation et la conformité font référence à toutes les initiatives visant à intégrer l'éthique des affaires au sein de notre entreprise et dans son ensemble. Le thème comprend la mise en œuvre de politiques spécifiques visant à protéger les lanceurs d'alerte, à prévenir le blanchiment d'argent, la corruption et les pots-de-vin, au sens large. Ces politiques incluent également le respect des règles de conduite sur l'intégrité du marché et des règles de protection des investisseurs telles que la Directive MiFID. Elles contribuent à la résilience financière de notre entreprise et de nos clients.

L'éthique et la culture d'entreprise font référence à l'ensemble des comportements et à toutes les garanties visant à assurer un impact positif sur la société (satisfaction de la clientèle, activités de lobbying responsables, comportements en matière de paiement, etc.) par la mise en œuvre de processus d'approbation des produits, de réglementations et de cadres de gouvernance efficaces.

En tant qu'établissement financier de premier plan, Degroof Petercam a adopté des politiques et procédures efficaces en matière de gouvernance, qui s'appuient sur les compétences, l'engagement et le dévouement des administrateurs, des membres de la direction et de tous les employés. Ces politiques et la mise en œuvre des procédures sont régulièrement revues, mises à jour et communiquées à l'ensemble des parties concernées. Outre la définition, l'adoption, la mise en œuvre et l'amélioration des politiques, des efforts considérables ont été déployés en matière de sensibilisation en 2023, tant en termes de communication que de formation.

Afin de soutenir sa mission stratégique de banque et d'investisseur responsable, Degroof Petercam participe également aux activités des associations Febelfin (Fédération bancaire belge), BEAMA (Belgian Association of Asset Managers) ou luxembourgeoises et aux activités de lobbying menées par ces organisations.

La mise à jour de l'**Évaluation des risques en matière de conformité** a été lancée en 2023, venant parfaire les exercices précédents qui ont été menés en 2021. Elle permet de surveiller les risques de conformité (les risques de blanchiment d'argent sont abordés lors d'un exercice similaire distinct) pour toutes les entités et activités du groupe et est basée sur la liste : d'une part, de l'ensemble des activités et services des entités du groupe et d'autre part, de toutes les

exigences réglementaires liées à ces activités et services. Sur la base de cette combinaison, le service de conformité procède à un examen des risques de conformité liés aux activités. Cela commence par la définition des risques inhérents pertinents, l'analyse des facteurs d'atténuation tels que la structure de gouvernance (politique, organisation, sensibilisation et formations) et les dispositifs de contrôle, ce qui donne lieu à une définition du risque résiduel et à d'autres mesures nécessaires pour garder ce dernier sous contrôle.

Code de déontologie

Degroof Petercam satisfait à des normes éthiques strictes et à un professionnalisme dicté par notre code de déontologie, qui s'appliquent à tous nos administrateurs, membres de la direction, employés et sous-traitants externes.

Le code de déontologie exige plus particulièrement les éléments suivants :

- la conformité aux obligations légales et réglementaires
- la coopération adéquate avec les autorités compétentes
- l'éthique, la prévention de la fraude et la corruption
- la prévention des conflits d'intérêts
- la sécurité des informations
- la conformité aux règles relatives au traitement des données à caractère personnel
- l'égalité de traitement, l'interdiction de la discrimination

Compte tenu des risques permanents et croissants d'atteinte à la réputation, notamment en Private Banking, nous avons adopté et revu notre politique **en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et de financement du terrorisme**, qui s'avère être efficace et qui s'applique à toutes les entités du groupe. Cette politique jette les bases de la prévention de l'utilisation abusive de nos systèmes bancaires et impose à tous nos secteurs d'activité de se conformer à ses règles et de les intégrer, en veillant à refuser toute transaction suspectée d'être d'origine criminelle.

En 2023, Degroof Petercam a également modifié sa procédure d'acceptation des **Cadeaux et mandats** pour répondre aux exigences de sa **Politique en matière de prévention de la corruption et des abus de pouvoir** et renforcera sa mise en œuvre et la simplifiera pour le personnel afin qu'il puisse effectuer les divulgations nécessaires. Les processus sont en effet constamment revus pour s'adapter aux évolutions de nos activités, de nos marchés et de notre entreprise. Des formations spécifiques permettent de s'assurer que tous les membres du personnel comprennent l'importance de signaler tout cadeau reçu de la part de tiers.

Politique en matière de lancement d'alerte

Malgré une culture de dialogue ouvert, lorsque des situations deviennent inconfortables, les membres du personnel doivent avoir la possibilité de signaler des irrégularités de manière anonyme.

Fin 2023, Degroof Petercam a mis à jour sa politique en matière de lancement d'alerte, qui ouvre des canaux et des processus sécurisés pour signaler toute forme de comportement répréhensible ou contraire à l'éthique qui peut potentiellement porter atteinte à l'intégrité, à la réputation et à la confiance des employés. La politique garantit que les personnes qui signalent des irrégularités de bonne foi bénéficient de la plus stricte confidentialité et de la protection la plus élevée et la plus efficace possible contre toute forme de représailles ou de menace de représailles.

En créant un environnement de confiance et de protection maximales pour notre personnel, nos fournisseurs et nos sous-traitants, nous voulons les encourager à signaler tout comportement inapproprié et à coopérer aux enquêtes.

Programme d'excellence en matière de sensibilisation aux risques et de contrôle (Risk Awareness and Control Excellence program, RACE)

En parallèle à notre nouveau Code de déontologie, nous avons poursuivi le déploiement de notre programme d'excellence en matière de sensibilisation aux risques et de contrôle (RACE) en 2023, en combinant des campagnes d'information et de sensibilisation, des formations dédiées et des formations en ligne. Ce programme de formation obligatoire est un élément de performance dans le processus d'évaluation de chaque employé.

Dans le paysage évolutif de la finance durable, la transparence est la pierre angulaire et s'étend à l'ensemble du processus d'investissement. Nous pensons que les nouvelles réglementations contribuent à notre objectif de créer une prospérité responsable, car elles renforcent la transparence pour mieux canaliser les besoins d'investissement d'une société durable et prospère.

”

Michaël Van Den Spiegel,
Compliance Regulatory Expertise Officer

Le programme RACE 2023 a abordé des thèmes tels que la sécurité de l'information, la protection des données, la prévention des conflits d'intérêts, les abus de marché, la finance durable, etc. Celui-ci fait sans cesse l'objet d'une mise à jour pour rester en phase avec l'évolution de notre activité. En 2024, des sessions ont déjà été programmées pour aborder des sujets tels que la lutte contre la corruption et l'abus de pouvoir, le reporting et la documentation en vertu du SFDR. Par ailleurs, nous prévoyons également de revoir la Directive MiFID II, les sanctions et les embargos, etc.

PRÉSENTATION

La formation et la transparence constituent des aspects essentiels en matière de finance durable

La réglementation et les exigences en matière de conformité sont l'occasion d'améliorer les processus et la gestion internes.

Face à la demande croissante de solutions financières durables, Degroof Petercam investit dans la formation et l'information de ses collaborateurs et de ses clients. Démarrée en 2022 et sur notre site Internet depuis 2023, la communication sur le SFDR (Sustainable Finance Disclosure Regulation) a nécessité la constitution de plusieurs groupes de travail sur la stratégie, les produits, la documentation et le reporting. Outre les brochures commerciales existantes, nous avons créé une nouvelle section sur notre site Internet public, entièrement consacrée à la finance durable. Les visiteurs peuvent visionner des vidéos et consulter des illustrations pour améliorer leur compréhension de l'ESG et des investissements durables. La section comprend également de nombreuses informations réglementaires.

De plus, les **documents précontractuels** du SFDR pour tous les portefeuilles discrétionnaires ont été ajoutés à notre documentation. Cela implique qu'avant de signer un contrat de gestion discrétionnaire, tous les clients reçoivent un aperçu complet des éléments durables utilisés dans leurs portefeuilles. Degroof Petercam fournit, conformément au SFDR, des rapports périodiques sur les performances actuelles de ses investissements en fonction d'indicateurs durables et ESG.

Les documents précontractuels offrent une vue d'ensemble détaillée sur :

- la promotion des caractéristiques environnementales et sociales par le portefeuille ;
- l'objectif des investissements durables ;
- la stratégie d'investissement du portefeuille ;
- la répartition des actifs et la part minimale des placements durables ;
- etc.

Notre **Déclaration PAI** (principales incidences négatives) annuelle décrit les principales incidences négatives des décisions d'investissement prises par Degroof Petercam pour chaque entité du groupe sur la base de facteurs de durabilité prédéfinis par l'UE. La Déclaration PAI rend compte de toutes les décisions liées à nos activités en tant que Participant au marché financier (Financial Market Participant, FMP) et en tant que conseiller financier. Les décisions d'investissement dans la gestion discrétionnaire et les fonds d'investissement sont donc évaluées à la lumière de facteurs durables.

Politique fiscale du groupe

Satisfaire à nos obligations fiscales n'est pas seulement un élément fondamental de notre responsabilité économique, sociale et environnementale. C'est également une manière de nous protéger contre les risques financiers et de réputation.

C'est pourquoi, chez Degroof Petercam, nous voulons aller plus loin et payer notre juste part d'impôts, dans un contexte international qui a beaucoup évolué ces dernières années avec de nombreuses initiatives débouchant sur une nouvelle réglementation en matière de prix de transfert, d'érosion de la base d'imposition et de transfert de bénéficiaires, de substance économique et de transparence internationale.

En 2023, nous avons officialisé notre engagement à être un contribuable responsable dans la Politique fiscale de notre groupe. Cela inclut le paiement de l'ensemble des impôts, contributions et droits dus, en tenant compte des intérêts dans le respect des intérêts de l'ensemble de nos parties prenantes (employés, clients, actionnaires, autorités publiques et société).

Présentation des politiques






Politique	Champ d'application	Code QR
Politique de mobilité	Groupe	Interne
Politique en matière de déplacements	Groupe	Interne
Politique vis-à-vis des fournisseurs	Groupe	Interne
Politique relative à la sous-traitance et aux tiers	Groupe	Interne
Politique fiscale	Groupe	Interne
Politique en matière de télétravail	Groupe	Interne
Nouvelles initiatives et politique d'approbation des produits	Groupe	Interne
Politique AML/KYC	Groupe	Interne
Politique en matière d'activités controversées	Groupe	
Politique en matière d'engagement	DPAM	
Politique de vote	DPAM	
Politique globale en matière d'investissement durable	Private Banking, DPAS	
Politique de rémunération	Groupe	





Photo en haut de la page : des collègues se retroussent les manches à 4 Balzanes, un refuge pour animaux maltraités.
 Photo en bas de la page : notre équipe de cyclistes DP a relevé le défi et a récolté la jolie somme de 11.310 euros pour la Fondation contre le Cancer.



Photo en haut de la page : préparation pour le nettoyage d'une rivière à Bruxelles, en collaboration avec Canal It Up
 Photo en bas de la page : Chemins d'avenir, lauréat du Degroof Petercam Foundation Award, soutient et reconnaît les jeunes des zones rurales, leur permettant ainsi de construire un parcours citoyen, scolaire et professionnel en adéquation avec leurs aspirations.



Chez Degroof Petercam, nous sommes convaincus de pouvoir contribuer à la transition durable de l'économie et de la société actuelles. Nous sommes aussi présents pour accompagner toutes nos parties prenantes dans leur propre transition durable, qu'il s'agisse de membres du personnel, de clients, de sociétés en portefeuille, etc.

Partie IV

Accompanying people in the transition

1	Personnel	127
1.1	Engagement de nos collaborateurs	129
1.2	Image de marque de l'employeur	129
1.3	Programme de leadership	132
1.4	Programme d'apprentissage destiné à l'ensemble du personnel	132
1.5	Des récompenses équitables et modernes	133
1.6	Diversité, équité et inclusion	133
2	Clients	134
3	Sociétés en portefeuille et gestionnaires de fonds tiers	137
3.1	Initiatives en matière d'engagement	137
3.2	Initiatives en matière d'engagement collaboratif	141
3.3	Activités de vote	144
3.4	Initiatives en matière d'engagement à l'échelle de fonds	145
4	Initiatives en matière d'engagement à l'échelle de fonds	145
4.1	Programme d'engagement social des employés	149

1 | Personnel

Notre de double matérialité a confirmé que les questions liées au personnel doivent être considérées comme importantes. Nous sommes convaincus que des experts engagés ont un impact positif sur Degroof Petercam et ses employés ainsi que sur la société. Investir dans notre personnel est donc essentiel pour bâtir un avenir prospère et durable pour Degroof Petercam.

Le contexte : un marché des talents financiers exigeant

En Europe, le taux de chômage continue de diminuer depuis 2021 et a atteint un niveau historiquement bas de 5,9% en novembre 2023, avec des conséquences inévitables sur le marché du travail, qui est par conséquent devenu plus compétitif. La dimension transfrontalière s'ajoute aux difficultés existantes sur le marché de l'emploi. Les employeurs ne sont plus seulement en concurrence avec leurs homologues nationaux, mais ils doivent également traiter avec des entreprises étrangères sur un marché du travail européen plus global et plus ouvert. Chez Degroof Petercam, nous y voyons une opportunité d'élargir notre champ de recrutement et d'atteindre un nouveau public. Nous continuons à voir l'impact positif de ce marché du travail étendu sur nos équipes, qui sont devenues plus diversifiées et internationales. Fin 2023, notre personnel compte 24 nationalités. L'utilisation de la langue anglaise comme outil de communication courant se répand de manière évidente dans les différents services.

Employeur de choix

Degroof Petercam suit une feuille de route stratégique qui soutient l'ambition d'être un employeur de choix. Elle s'appuie sur un modèle de McKinsey qui définit les cinq éléments principaux suivants : l'entreprise, la culture, les dirigeants, les avantages sociaux et l'emploi.

Cinq membres du comité exécutif parrainent chacun un élément, démontrant ainsi l'importance stratégique du thème. Le succès de la stratégie 'Employeur de choix' est contrôlé au moyen de trois principaux indicateurs clés de performance : la formation et le développement, le taux de fidélisation et l'engagement.

Être un 'Employeur de choix' exige d'avoir un objectif bien défini et des valeurs fortes ancrées dans l'entreprise, ainsi que de disposer d'une stratégie transparente. En 2023, nous avons intensifié nos efforts de communication pour clarifier et renforcer ces principes fondamentaux et veiller à ce que tout le monde, en interne et en externe de Degroof Petercam, reconnaisse nos engagements, notre excellence et notre contribution à la société, notamment en matière de développement durable ainsi que de diversité, d'équité et d'inclusion.

2023 a été une année pleine de défis pour Degroof Petercam sur le marché du travail, bien que le taux de rotation ait été inférieur à celui observé les années précédentes.

Nous avons réussi à attirer de nombreux profils d'experts dans les différents services, soit pour occuper des postes laissés vacants en raison de la mobilité, soit pour renforcer notre objectif de croissance. Les candidats reconnaissent les atouts de Degroof Petercam en tant qu'employeur de choix : l'expertise, l'environnement de travail attrayant, la reconnaissance par les pairs dans le secteur financier et les services intégrés.

Le nombre croissant de candidatures spontanées reste un indicateur intéressant de notre attrait pour les nouveaux profils. En 2023, 70 jeunes talents ont rejoint notre programme de stages, notamment dans nos équipes Global Markets et Corporate Finance. Les stagiaires peuvent également constituer un vivier exceptionnel pour les recrutements futurs.



Degroof Petercam ambitionne d'être un employeur de choix. Pour ce faire, nous avons besoin d'un objectif fort et de valeurs solides qui sous-tendent notre culture organisationnelle. En adhérant à cet engagement, nous voulons attirer et retenir les meilleurs talents, favoriser l'engagement de nos collègues et créer un environnement où ceux-ci ont la possibilité de s'épanouir.

”

Gaetane Albert,
Chief HR Officer

1.1 Engagement de nos collaborateurs

Degroof Petercam contrôle avec diligence sa culture d'entreprise par le biais de l'enquête annuelle 'Tell Us', qui mesure l'engagement et le bien-être des employés. Cette enquête permet également d'évaluer la satisfaction à l'égard des nouvelles méthodes de travail. Le taux de participation a atteint un nouveau record avec 85% pour la publication 2023 (3% de plus qu'en 2022), ce qui témoigne d'une participation active au sein du groupe.

En 2023, notre taux global d'engagement durable s'est élevé à 76%, soit une légère baisse de 2% par rapport à 2022, ce qui en soi est un résultat positif compte tenu des incertitudes à l'égard de la structure de l'actionariat de Degroof Petercam.

En approfondissant, les énoncés ci-après obtiennent un taux plus élevé que la moyenne par rapport à la norme des services financiers du siège européen (Europe Headquarters Financial Services Norm) :

- le sentiment d'appartenance et la fierté de faire partie de Degroof Petercam ;
- la reconnaissance de Degroof Petercam comme lieu de travail agréable ;
- l'engagement à travailler au-delà des attentes pour réussir ;
- la flexibilité pour répondre aux besoins personnels.

Toutefois, d'autres catégories, telles que la charge de travail, la disponibilité des outils et des ressources, le bien-être des collaborateurs, la fidélisation, la formation et le développement, ainsi que l'accomplissement personnel, montrent qu'il est possible de faire mieux. D'autres initiatives et des actions en matière de communication sont en cours d'élaboration afin d'y porter plus d'attention. L'un des objectifs de notre stratégie Route 2026 est d'atteindre un taux d'engagement global de 80% en 2026.

L'attention bien-être

Si le pourcentage d'absentéisme (2,24%) enregistré en 2023 est relativement faible par rapport à la moyenne du secteur financier (4,3%), l'enquête 'Tell Us' de 2022 a révélé que le bien-être fait l'objet de toutes les attentions. Malgré les améliorations reconnues dans ce domaine, l'équipe dirigeante souhaite s'impliquer davantage dans les thématiques qui y sont liées.

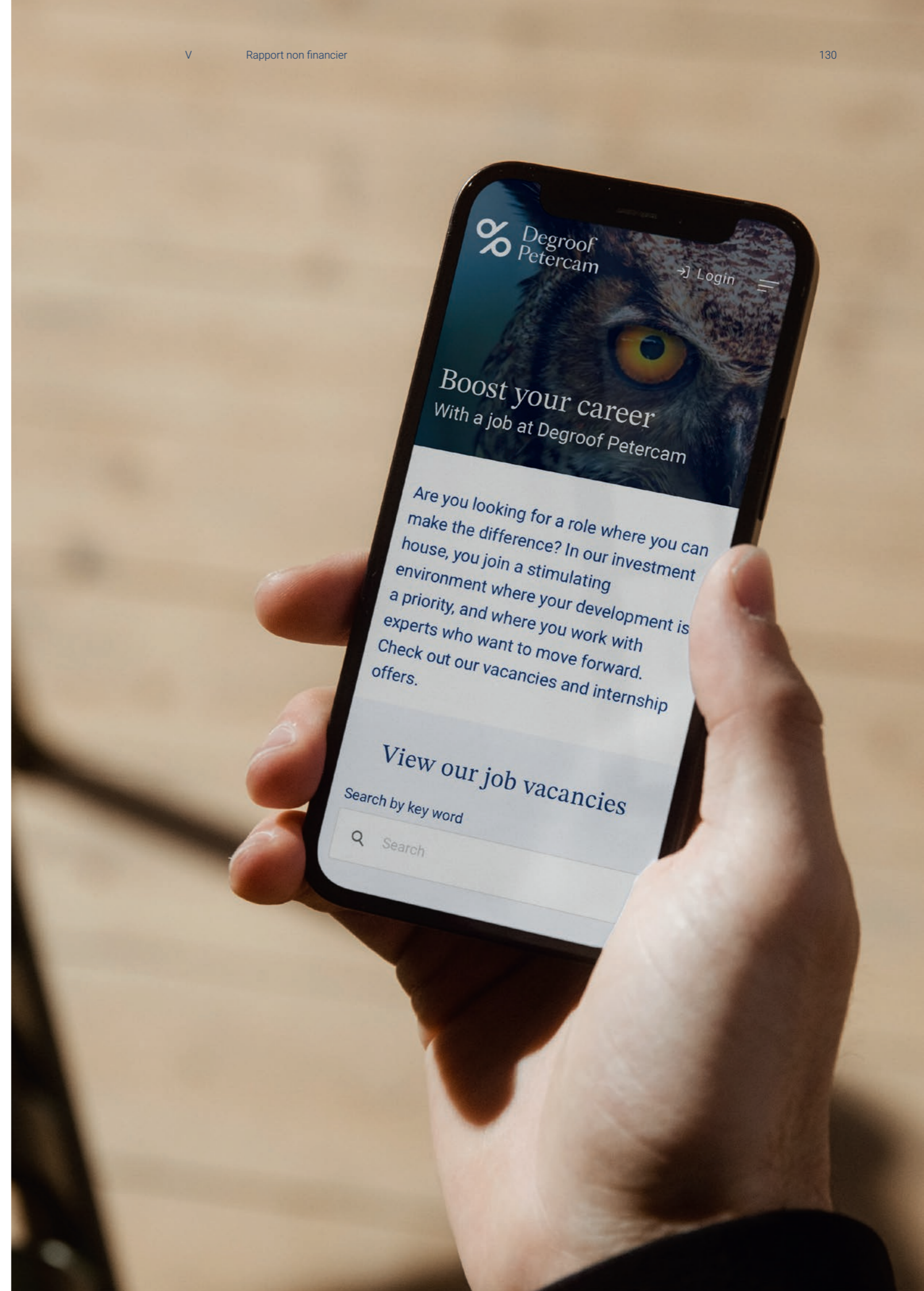
Les initiatives de reconnexion ont contribué à renforcer les liens entre les collègues et à améliorer leur bien-être. En outre, nous avons ajouté des sessions de formation et des workshops dédiés à des thèmes tels que la gestion du stress et la pleine conscience.

En 2023, nous avons préparé avec notre partenaire externe Mensura le lancement du Programme d'assistance dédié aux employés. Le service est accessible 24h/24 et 7j/7, afin d'aider tous les membres du personnel et leur famille en matière de santé mentale. Ce service d'assistance téléphonique est géré par des psychologues et des thérapeutes.

Un questionnaire a également été mis à la disposition de l'ensemble des employés qui souhaitent exprimer leurs sentiments sur leur niveau de stress et leur charge de travail. L'enquête permettra de surveiller le niveau général de stress dans l'entreprise et de prendre des mesures afin d'éliminer les sources de pression.

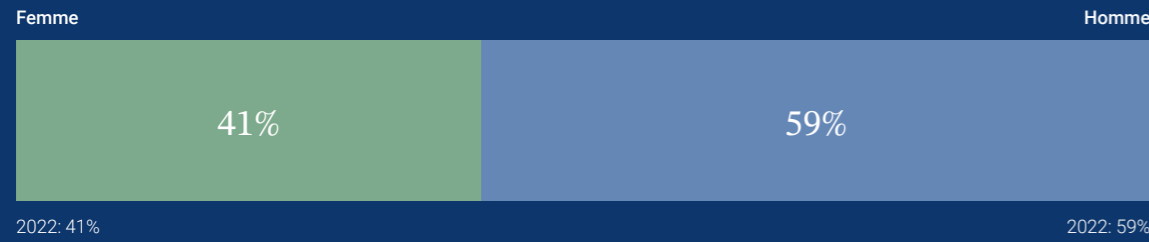
1.2 Image de marque de l'employeur

Nos actions en matière de sensibilisation en interne à notre stratégie Route 26 vont de pair avec la campagne d'image de marque d'employeur lancée en 2023. La campagne a reflété le nouveau positionnement de notre entreprise, inspiré du slogan 'Trust. Knowledge.'. Elle visait à renforcer l'image de l'entreprise en mettant l'accent sur notre culture, nos valeurs et notre mission. La rubrique 'Carrières' de notre site Internet a également été remodelée pour refléter le nouveau positionnement de notre entreprise.

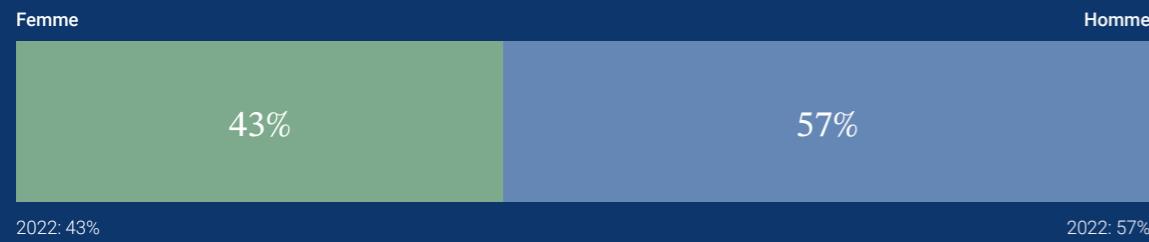




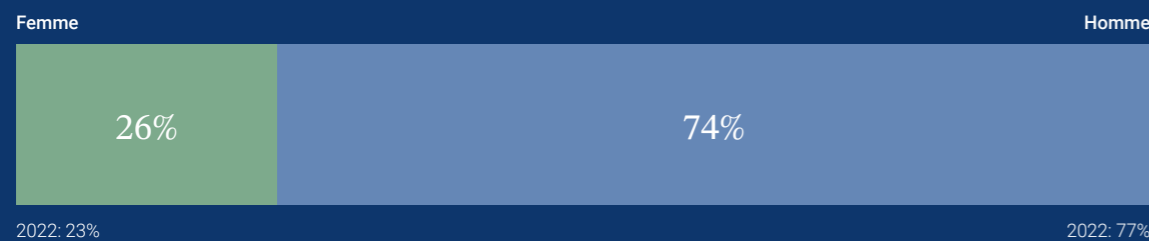
Groupe



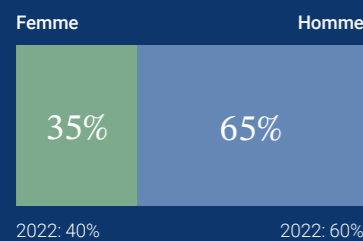
Employés



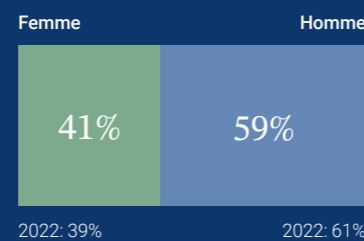
Top management



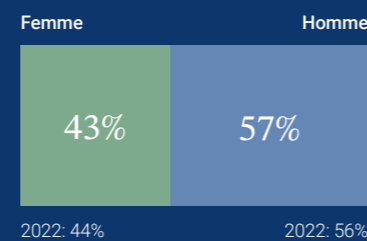
< 30



30 – 49



> 50



La campagne d'image de marque d'employeur a contribué à la notoriété de l'entreprise, à la création d'un climat de confiance, à l'engagement et à l'attraction de candidats qualifiés, ainsi qu'à cultiver la fierté des employés. Cette campagne se composait de 3 thèmes différents illustrant les principales composantes de la marque de l'employeur Degroof Petercam : être un catalyseur de carrière, avoir une culture unique et encourager la citoyenneté. Des illustrations dédiées, des graphiques animés et des vidéos ont été publiés sur les réseaux sociaux afin de stimuler l'engagement et d'augmenter le trafic vers la rubrique 'Carrières' de notre site internet. Notre image de marque a également été soutenue par une campagne de sensibilisation en interne, par le biais d'affiches sur les murs de nos différents sites, de fonds d'écran et de signatures de courrier électronique mises à jour.

Menée entre octobre et décembre 2023, la campagne a donné des résultats exceptionnels : une augmentation de 157% des consultations d'offres d'emploi en ligne, de 221% des clics sur les offres d'emploi et de 25% du taux de candidature à une offre d'emploi. Elle a également permis de renforcer le sentiment d'appartenance en interne.

1.3 Programme de leadership

Une entreprise hors pair a besoin de dirigeants de premier plan qui prennent des décisions déterminantes et qui sont une source d'inspiration pour leurs pairs.

Un programme dédié au soutien et au renforcement de cette culture d'engagement a été lancé au cours du deuxième semestre 2023 : 'Leading. Beyond.' L'objectif de ce parcours d'engagement est de former des gestionnaires de personnel à leur rôle et mode d'engagement, en mettant l'accent sur l'orientation stratégique, la collaboration transfrontalière, la prise de décisions judicieuses, la direction d'équipes, la communication influente et l'excellence dans la mise en œuvre. Chez Degroof Petercam, les fondements de l'engagement reposent sur l'orientation client. L'apprentissage par le retour d'informations est un élément déterminant de l'approche du programme d'engagement basée sur l'action.

Le Comité exécutif est très impliqué dans le suivi du Leadership Journey, qui est bien plus qu'un programme de formation. Il s'agit également d'un outil stratégique de gestion de la relève pour assurer l'avenir de Degroof Petercam dans un contexte de la chasse aux talents dans le secteur financier.

1.4 Programme d'apprentissage destiné à l'ensemble du personnel

Notre politique d'apprentissage offre à nos employés la possibilité de suivre des formations afin d'acquérir des compétences techniques et humaines, tant en interne qu'en externe. Notre offre structurée de formation professionnelle répond à la fois aux besoins d'apprentissage organisationnels courants et au développement individuel comme le leadership, la gestion du changement, etc.

En 2023, nous avons investi pour élargir l'offre et accroître nos actions en matière de communication. Un webinaire destiné à l'ensemble du personnel a été organisé pour faire connaître l'offre de formation. La nouvelle plateforme en ligne a également accueilli un événement spécial pour tous les responsables d'équipe.

En outre, notre offre de formation professionnelle est promue et soutenue par un réseau de partenaires de formation professionnelle. Ils servent d'interlocuteurs et sélectionnent les besoins de formation pour leurs propres secteurs d'activité. Les demandes et les propositions sont partagées avec d'autres activités lors de réunions mensuelles.

L'offre de formation est répartie en 3 catégories principales :

- 1 Développement des compétences personnelles
- 2 Formation spécifique à l'entreprise, alignée sur la stratégie du département
- 3 Formation en matière de réglementation : sessions obligatoires destinées à garantir le respect des exigences réglementaires dans le secteur financier

Nos programmes d'apprentissage transversal portent sur l'approfondissement des connaissances dans des domaines spécifiques et constituent une base solide de connaissances pour tous les employés : Know Your Business, Data et Développement durable. Outre la Loi sur le travail en Belgique, qui oblige chaque employeur à octroyer au moins quatre jours de formation par an à tous les membres du personnel, Degroof Petercam a élaboré plusieurs formations obligatoires en 2023 : engagement Net Zero, blanchiment d'argent et financement du terrorisme (LCB/FT), prévention de l'abus de marché, sécurité de l'information, sensibilisation au lancement d'alerte, RGPD, etc.

1.5 Des récompenses équitables et modernes

Nous nous sommes engagés à récompenser nos collaborateurs en leur offrant une rémunération et des avantages flexibles, équitables et nouveaux. Nous proposons des primes compétitives par rapport au marché, un plan de mobilité flexible qui fait la promotion d'options en matière de mobilité verte et un plan de retraite de premier ordre associé à une multitude d'assurances individuelles. En 2023, nous avons préparé le lancement du Plan fédéral de mobilité en Belgique, qui prévoit également une offre attrayante pour les collègues qui ne privilégient plus la voiture. Nous procédons à un examen annuel approfondi afin de pouvoir contrôler et maintenir notre alignement sur le critère de référence de façon appropriée.

En outre, nous avons intégré des indicateurs clés de performance non financiers dans les rémunérations variables au niveau du comité exécutif. Ceux-ci comprennent des paramètres de risque conformes aux attentes des actionnaires. En 2023, nous sommes allés plus loin et avons commencé à ajouter des éléments liés à l'ESG dans tous les systèmes de rémunération variable, qui représentent désormais pas moins de 40% du calcul. Cela fait du développement durable et de la performance non financière les principaux objectifs de l'entreprise.

1.6 Diversité, équité et inclusion

La diversité, l'équité et l'inclusion se sont révélées être des thèmes importants dans notre EDM. Cela souligne l'importance du rôle joué par le comité de pilotage spécialisé que nous avons mis en place.

La Politique de diversité a été approuvée par le Comité des rémunérations en 2023, qui établit en bonne et due forme les risques et les opportunités que cela peut offrir. Le document fera l'objet d'une révision annuelle. En outre, six indicateurs clés de performance ont été élaborés dans un premier temps pour favoriser la sensibilisation et contribuer à une plus grande transparence. Ces indicateurs clés de performance ont été communiqués à l'ensemble du personnel en mars 2024 et sont les suivants :

- Aucun écart salarial entre les hommes et les femmes au sein de l'entreprise.
- Tous les employés doivent être traités avec respect, indépendamment de leur genre ou de leur âge. Ce point sera évalué dans notre enquête annuelle 'Tell Us'.
- Aucun comportement contraire à l'éthique. Le signalement et la résolution des problèmes doivent être privilégiés.
- Aucune différence significative dans les heures de formation selon le sexe.

- Le recrutement devrait être utilisé comme un levier essentiel pour corriger les déséquilibres au sein des équipes.
- Un tiers des dirigeants (les deux catégories les plus élevées) doit être des femmes. Ce ratio s'élève aujourd'hui à 26%, soit une hausse de 3% par rapport à l'année dernière. La politique de recrutement est essentielle à cet égard, puisqu'elle permet d'attirer les talents féminins et d'augmenter le nombre de candidates.

2 | Clients

Des clients satisfaits sont essentiels à l'avenir durable d'une entreprise. C'est pourquoi nous considérons la satisfaction des clients comme l'un des critères fondamentaux du succès de l'entreprise et comme un indicateur clé de performance.

Au sein du Private Banking, nous menons des enquêtes quantitatives chaque année ainsi que des entretiens qualitatifs poussés, menés par notre responsable du Private Banking. En 2023, nous avons eu de longues discussions avec 40 clients, dans le cadre de cinq workshops différents, sur la manière dont nous pourrions les aider au mieux. Ils ont reçu un suivi écrit répondant à certaines de leurs préoccupations. L'organisation de notre Next Gen Masterclass ainsi que la mise en place de nos Precious Partnerships représentent d'autres initiatives basées sur les commentaires des clients.

En 2023, les clients de DPAM ont également participé à une enquête Ipsos pour la première fois, établissant ainsi un critère de référence pour l'avenir. Les résultats montrent que le taux de satisfaction des clients est globalement élevé, principalement en raison des interactions étroites avec les experts, des rapports solides (ESG) et des niveaux élevés de personnalisation.

D'un point de vue plus général, nous avons redoublé d'efforts pour sensibiliser nos clients et prospects à la transition sociétale. La publication d'un Private Banking Strategic Flash décrivant les enjeux et les opportunités liés à la transition énergétique en est une illustration marquante. Ce document a également été utilisé lors des réunions avec des clients, en plus d'autres thèmes tels que la circularité. En outre, le Group Sustainability Manager a présenté 15 exposés à un large public d'entrepreneurs, de clients et de prospects sur l'impact et les opportunités liés au Pacte vert pour l'Europe. Afin d'en élargir l'impact, ces sessions ont été organisées en collaboration avec des autorités externes.

Enfin, nous avons continué à informer nos clients sur l'évolution de l'environnement réglementaire, tant par le biais de la Degroof Petercam Academy destinée aux clients individuels que du DPAM Sustainability Knowledge Center.

 PRÉSENTATION

'Next Gen Masterclass' : partager nos connaissances avec la prochaine génération – deuxième édition

Degroof Petercam s'est associé à la Solvay Brussels School of Economics and Management pour développer un programme exclusif sous la forme d'un cours magistral de six jours.

Ce programme s'adresse exclusivement aux enfants de nos clients, qu'ils aient ou non des connaissances financières. Nous visons à développer la connaissance et la compréhension des marchés financiers et des concepts clés de la gestion de patrimoine. Les six modules de formation leur permettent d'acquérir de solides compétences dans le secteur de la finance. Ils abordent également des domaines tels que les technologies de rupture.

Dans le cadre de ce programme, les participants bénéficient de l'enseignement d'universitaires renommés et d'experts de Degroof Petercam, et auront l'occasion de nouer des contacts avec leurs pairs.

 PRÉSENTATION

Notre équipe de recherche Equity Global Market a publié son premier rapport ESG

Cette équipe en interne, composée de 11 analystes et d'un support officer, s'occupe d'environ 140 sociétés cotées, principalement au Benelux. Le partenariat de l'équipe avec ID MidCaps permet d'étendre sa couverture à 80 entreprises françaises. Leurs recommandations en matière d'investissement et la recherche jouent un rôle essentiel, car ils permettent aux investisseurs institutionnels de prendre des décisions d'investissement bien informées sur le marché boursier.

La hausse des investissements axés sur l'ESG oriente la demande vers une bonne analyse ESG. Aujourd'hui, l'unique analyse financière ne permet pas de comprendre la réalité dans laquelle évoluent les entreprises et ne reflète plus fidèlement leurs performances. Notre équipe d'analystes internes a ainsi développé une approche intégrée combinant l'analyse fondamentale financière et l'analyse de facteurs non financiers.

Cette nouvelle méthodologie normalisée d'analyse ESG comprend une notation quantitative et une évaluation qualitative. Elle est détaillée dans un rapport ESG portant sur 61 entreprises. De plus, il est prévu d'étendre progressivement cette approche aux autres sociétés à analyser.

La recherche equity joue un rôle essentiel en aidant les investisseurs institutionnels à prendre des décisions d'investissement bien informées sur le marché boursier. L'essor des investissements axés sur l'ESG stimule la demande d'une recherche ESG solide. Nous visons à combler le fossé pour les entreprises qui ne sont pas encore notées par les principales agences de notation ESG.

Amal Aboulkhouatem, Equity Research Analyst

3 Sociétés en portefeuille et gestionnaires de fonds tiers

En tant qu'investisseur responsable, nous ne nous contentons pas d'accompagner les membres de notre personnel et nos clients sur la voie du développement durable, nous nous engageons également activement auprès des entreprises ainsi que des fonds tiers dans lesquels nous investissons. Nous estimons qu'il est de notre devoir fiduciaire de défendre et de promouvoir notre engagement ESG en faisant entendre notre voix conformément aux engagements Net Zero pris par DPAM et étendus à l'échelle du groupe. Cela se fait par le biais d'un engagement individuel et de politiques de vote, mais aussi par le biais d'un engagement collaboratif.

Bien que l'engagement fasse partie de notre programme de longue date, nous constatons que, en particulier l'année dernière, l'engagement collectif envers les entreprises est entré dans une nouvelle ère. Malgré l'attention portée par la presse à l'engagement collectif, DPAM et Degroof Petercam Private Banking consacrent aussi beaucoup de temps à l'engagement individuel. Nous nous engageons non seulement sur les enjeux environnementaux, mais aussi sur les questions sociales et de gouvernance afin de réduire les impacts négatifs.

3.1 Initiatives en matière d'engagement

Par le biais de sa politique d'engagement auprès des émetteurs, DPAM entend contribuer à une société meilleure :

- en réduisant l'impact négatif des investissements controversés ;
- ou en défendant des valeurs et des convictions essentielles pour l'entreprise et la société.

Cet objectif est atteint par le biais du vote et d'engagements directs.

En 2023, DPAM a initié de nombreux dialogues d'entreprise et lancé 246 initiatives d'engagement officiel, dont 232 pour défendre nos valeurs fondamentales et 14 dans le cadre de controverses. Vous trouverez des chiffres, des exemples et des informations supplémentaires sur les activités d'engagement de DPAM dans son [rapport d'engagement](#) et dans sa [politique d'engagement](#). Ils montrent une amélioration significative par rapport à l'an dernier.

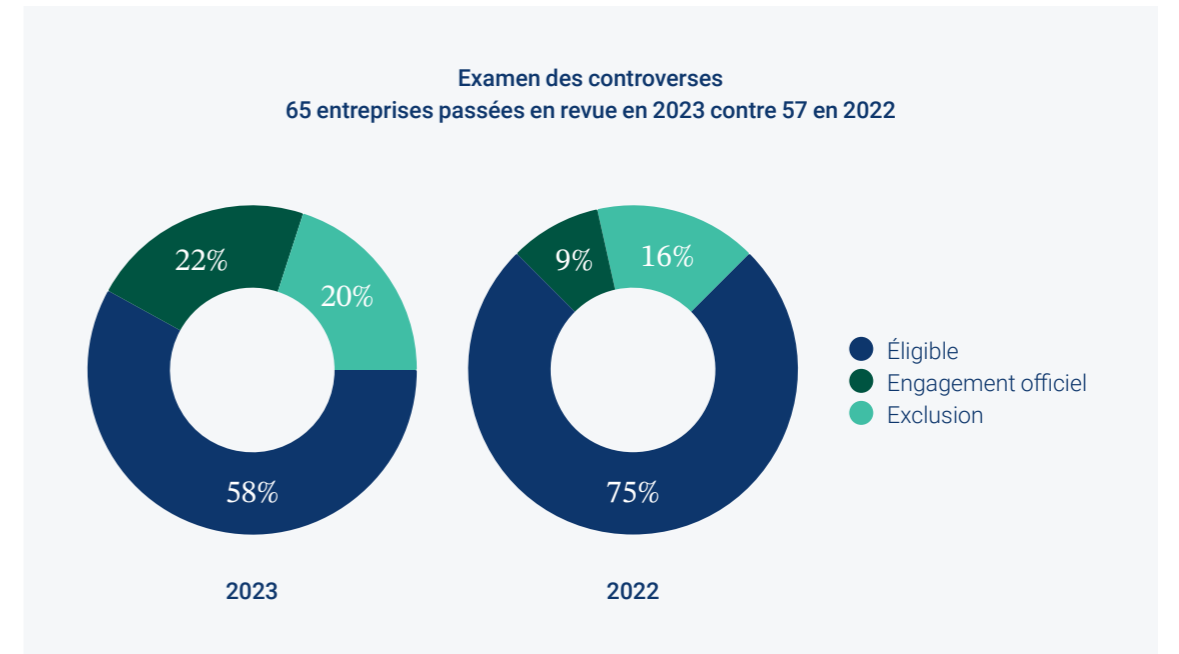
Outre ces engagements officiels, DPAM intègre sa position active, durable et axée sur l'analyse dans ses activités quotidiennes en clarifiant les préoccupations ESG, en renforçant les convictions, etc. DPAM souhaite disposer d'un maximum d'informations de qualité sur une entreprise afin d'identifier les opportunités et d'éviter les surprises désagréables. Il s'avère plus efficace de d'entamer des discussions au sujet des préoccupations et des attentes avec les bénéficiaires des investissements (en vue d'un apprentissage mutuel) que de désinvestir immédiatement. Ces dialogues engagés sont menés par des gestionnaires de portefeuille et des analystes, et n'apparaissent pas dans les statistiques sur l'engagement officiel. Nous considérons que ces dialogues font partie de notre devoir fiduciaire.

Réduire l'impact négatif des investissements : examen des controverses

DPAM satisfait au principe réglementaire 'ne pas nuire' et adopte une attitude proactive à l'égard de tout comportement d'une entreprise susceptible causer un préjudice. Par conséquent, DPAM examine toute controverse substantielle concernant les sociétés en portefeuille, en s'engageant auprès d'elles afin d'améliorer leur profil ESG et en surveillant leurs impacts négatifs. Il s'agit de s'attaquer aux incidences négatives les plus graves sur les facteurs de développement durable, qui englobent les questions environnementales, sociales et de gouvernance.

L'examen sectoriel de DPAM suit une procédure stricte, décrite dans la politique relative aux activités controversées.

Le nombre d'entreprises examinées par le Responsible Investment Steering Group (RISG) en 2023 a augmenté par rapport à l'année dernière : il est passé de 57 à 65 entreprises.



Défense des valeurs et des convictions : engagement actif

Le deuxième volet de la politique d'engagement de DPAM repose sur la défense de ses principales valeurs et convictions. Ces thèmes sont stipulés dans la politique d'engagement de DPAM.

Promouvoir les meilleures pratiques ESG par le biais du vote

DPAM plaide pour l'indépendance des conseils d'administration et invite les entreprises à équilibrer leur composition. Nous votons toujours contre les structures où une seule personne cumule les fonctions de CEO et de président. Nous rejetons également les défenses anti-OPA et soutenons le principe « une action, un vote, un dividende ». DPAM met l'accent sur des politiques de rémunération transparentes et durables, alignées sur les intérêts à long terme, et plaide en faveur du 'Say on Climate'. Dans le cadre de nos activités de vote, 399 courriers ont été envoyés sur ces thèmes en 2023.

Évaluation des risques environnementaux et climatiques sur la base de l'initiative Net Zero Asset Management (NZAM)

La fixation par DPAM d'objectifs fondés sur des données scientifiques pour les sociétés en portefeuille est un indicateur clé de performance en matière d'engagement environnemental. En rejoignant l'initiative NZAM, DPAM s'engage à mettre en place des portefeuilles Net Zero, en mettant l'accent sur la détention active et l'engagement pour des voies crédibles en matière de réduction des émissions. L'engagement des gestionnaires d'actifs Net Zero comprend la mise en œuvre d'une bonne gestion, la focalisation sur les émissions de Scope 3 et la divulgation de l'empreinte carbone pour un meilleur contrôle du risque climatique. Par ailleurs, DPAM donne la priorité aux informations fournies dans le cadre du Plan de transition climatique de l'entreprise afin d'évaluer la crédibilité et la faisabilité des engagements des sociétés en portefeuille en matière de climat, en plus de l'exposition aux risques liés au climat et du positionnement stratégique.

Défense des droits sociaux et des droits de l'homme

I. Protection des droits numériques

Les droits numériques représentent divers droits de l'homme dans le domaine numérique, notamment la vie privée, la liberté d'expression et l'accès à Internet. La difficulté réside dans l'évaluation des pratiques des entreprises qui ne sont pas standardisées. DPAM met l'accent sur la valeur économique des data et plaide en faveur de leur utilisation responsable dans un contexte de réglementation mondiale croissante, notamment le Règlement général sur la protection des données (RGPD), la Loi sur les services numériques (Digital Services Act, DSA) et La loi sur les marchés numériques (Digital Markets Act, DMA).

II. Diligence raisonnable sur les risques sociaux dans les chaînes d'approvisionnement

DPAM donne la priorité à la résilience et au développement durable de la chaîne d'approvisionnement. Des réglementations telles que la Loi allemande sur le devoir de diligence dans la chaîne d'approvisionnement et la future directive sur le devoir de diligence en matière de développement durable (Corporate Sustainability Due Diligence Directive, CSDDD) mettent en évidence les responsabilités des entreprises. Malgré la complexité des chaînes d'approvisionnement, DPAM prend des décisions éclairées qui tiennent compte des droits de l'homme et des risques sociaux.

III. Lutte contre le travail forcé

DPAM encourage les pratiques éthiques et souligne la nécessité pour les entreprises d'aller au-delà des certifications et de s'engager de manière proactive pour garantir le respect des droits de l'homme dans leurs activités, notamment dans les secteurs à haut risque tels que la production alimentaire, le commerce de détail et la confection.

Promouvoir la bonne gouvernance d'entreprise et la taxation

La surveillance par le conseil d'administration des risques et opportunités liés à l'ESG et l'intégration des facteurs ESG dans les processus de gestion des risques sont primordiales. DPAM recherche une composition de conseil d'administration qui permette une surveillance ESG efficace, en réponse aux changements réglementaires en faveur de la gouvernance des parties prenantes. En outre, l'équité et l'évasion fiscales sont des aspects majeurs de la gouvernance. De plus, DPAM favorise la transparence et l'équité, en promouvant des pratiques fiscales responsables par le biais d'une évaluation et d'un engagement continus. Au cours de l'année 2023, DPAM est intervenu à neuf reprises dans le cadre de la planification fiscale agressive.

Engagement auprès des pays

2023 a été la deuxième année au cours de laquelle DPAM s'est engagé activement auprès des pays, principalement par l'intermédiaire de leur service du Trésor. Notre approche consiste à partager des informations issues du modèle de développement durable propre à DPAM, en mettant en exergue les aspects positifs et négatifs du développement durable d'un pays.

En 2023, nous avons établi un premier contact avec dix pays émergents et nous en contacterons 12 autres au cours du premier semestre 2024. De plus, nous avons établi des dialogues engagés avec huit pays : la Pologne, la Hongrie, la Serbie, la Macédoine, la Malaisie, la Mongolie, l'Afrique du Sud et la Roumanie.

Du côté de l'OCDE, nous avons entamé des dialogues engagés avec 11 pays, à savoir la Pologne, la Roumanie, la Hongrie, la Suède, les Pays-Bas, la Slovaquie, le Canada, le Portugal, les États-Unis, l'Italie et l'Irlande.

PRÉSENTATION

Des objectifs crédibles de réduction des émissions du Scope 3 sont un élément essentiel de l'engagement d'une entreprise en faveur du climat lorsque ces émissions sont considérées comme importantes dans le profil global des émissions (par exemple, >40% des émissions totales). Par conséquent, outre la SBTi, une attention particulière est accordée aux objectifs du Scope 3. Bien que la SBTi n'ait pas encore finalisé sa méthodologie pour le secteur pétrolier et gazier, DPAM a rejoint FollowThis dans son activité d'engagement pour demander aux entreprises pétrolières de premier plan de fixer des objectifs du Scope 3 plus ambitieux et alignés sur des données scientifiques et les objectifs de l'Accord de Paris, avec l'importante mise en garde du conseil d'administration et de la direction de l'entreprise de permettre à la stratégie d'atteindre de tels objectifs.

Dans le cadre de cet engagement avec une société pétrolière française de premier rang, nous avons codéposé une proposition d'actionnaire après la demande initiale d'une réunion au cours de laquelle le sujet a été abordé, mais n'a pas donné de résultats positifs. Afin de s'assurer que la proposition soit clairement comprise, DPAM a contribué au travail de FollowThis en définissant la déclaration de soutien associée.

Dans ce contexte, DPAM a participé à plusieurs réunions avec des conseillers en vote par procuration, en collaboration avec FollowThis et d'autres codéclarants, afin d'expliquer le bien-fondé de la proposition et d'obtenir un aperçu de la politique de ces conseillers dans la formulation de leurs recommandations. En conclusion, DPAM a déclaré au préalable ses intentions de vote sur le site Internet PRI et a participé à un webinaire pour expliquer sa participation à la procédure de codéclaration.

DPAM a donc codéposé avec succès la résolution, révisé les recommandations du conseiller en vote par procuration afin d'appuyer la proposition d'actionnaire et obtenu un soutien d'environ 30% pour la résolution.

3.2 Initiatives en matière d'engagement collaboratif

Dans le monde entier, de nombreuses initiatives ont été lancées pour faire progresser la transition durable. DPAM a rejoint plusieurs de ces initiatives afin de renforcer son engagement dans ce domaine. DPAM a adhéré aux Principes pour l'investissement responsable des Nations unies (UNPRI) et à l'initiative Net Zero Asset Managers (NZAM), suite à notre décision de soutenir les recommandations de la TCFD et à notre adhésion active à Climate Action 100+, CDP, NZAM et à l'Institutional Investors Group on Climate Change (IIGCC).

Depuis juin 2020, DPAM soutient l'Investor Alliance for Human Rights. Ses membres comptent actuellement plus de 160 investisseurs institutionnels, dont des gestionnaires d'actifs, des fonds de pension publics, des fondations, des organisations religieuses et des fonds. Au total, les membres représentent actuellement plus de 4.000 milliards de dollars d'actifs sous gestion répartis dans 18 pays.

DPAM a rejoint en 2021 l'initiative participative Responsible use of Facial Recognition, afin de promouvoir les meilleures pratiques en matière de droits de l'homme dans le domaine de la numérisation. En tant qu'investisseur de poids dans les technologies et les entreprises révolutionnaires, il est de notre responsabilité de veiller à ce que la transition numérique se fasse dans le respect des droits de l'homme.

En 2023, 20% de l'engagement de DPAM a été réalisé au travers d'initiatives participatives (FAIRR, Climate Action 100+, CDP, Facial Recognition, etc.), dont DPAM est membre.

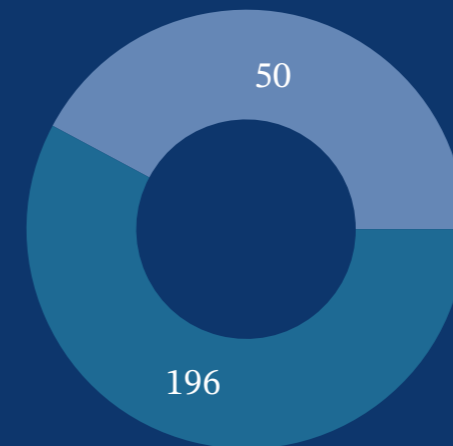
En 2023, DPAM a rejoint trois nouvelles initiatives sur des questions environnementales :

- 1 Nature Action 100
- 2 Spring
- 3 The Investor Initiative on Hazardous Chemicals

En 2023, DPAM a poursuivi ses engagements dans le cadre de l'initiative ADVANCE PRI, une initiative en matière de promotion des droits de l'homme et des questions sociales. DPAM prend la tête de deux de ces engagements auprès d'entreprises de services publics pour faire progresser la mise en œuvre des Principes directeurs des Nations unies sur les entreprises et les droits de l'homme, aligner l'engagement politique en matière de droits de l'homme et poursuivre les progrès sur les questions les plus importantes en matière de droits de l'homme dans leurs activités et leur chaîne de valeur.

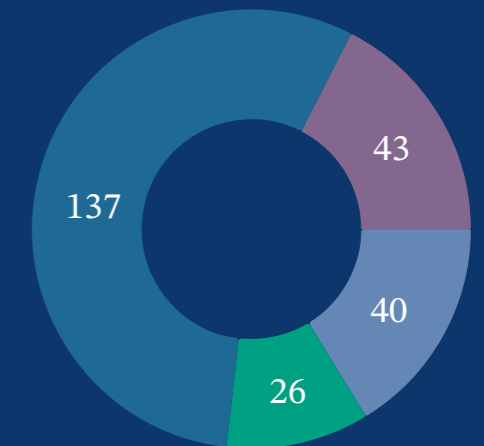
L'année dernière, nous avons également rejoint la Collective Impact Coalition for Ethical AI, qui mènera une campagne d'engagement coordonnée visant à inciter les entreprises technologiques à faire progresser les politiques et les pratiques en matière d'IA éthique. Le projet battra son plein tout au long de l'année 2024.

Canaux d'engagement



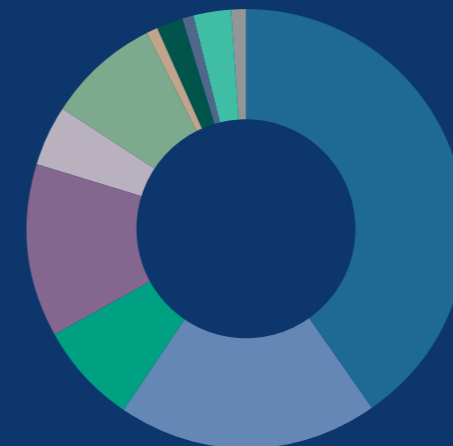
- Participatif
- Individuel

Engagement et dialogue



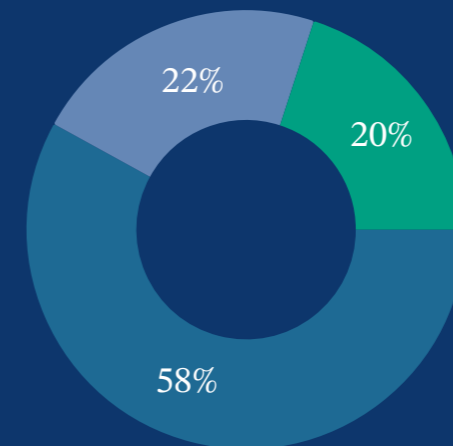
- Engagement vis-à-vis de la recherche
- Engagement vis-à-vis des controverses
- Engagement vis-à-vis des valeurs et convictions
- Combinaison des trois

Répartition des thèmes d'engagement



- Généralités ESG
- Changement climatique
- Droits de l'homme
- Gouvernance des produits
- Rapports sur le développement durable
- Planification fiscale
- Pollution
- Pratiques de travail et gestion de la chaîne d'approvisionnement
- Santé et sécurité
- Éthique des affaires
- Autre gouvernance

Controverses



- Éligible
- Engagement formel
- Exclusion



L'engagement ne consiste pas seulement à tirer profit des rendements

financiers et à réduire les risques ; il s'agit d'encourager les entreprises à devenir de meilleures entreprises citoyennes, à ce qu'elles exercent leurs activités de manière durable et qu'elles créent de la valeur à long terme pour toutes les parties prenantes.



Ophélie Mortier,
Chief Sustainable Investment Officer

3.3 Activités de vote

La politique de vote de DPAM, qui a été adoptée en 2013, s'articule autour de quatre principes :

- protection des actionnaires ;
- bonne gouvernance d'entreprise et composition du conseil d'administration ;
- transparence et intégrité de l'information financière ;
- responsabilité ESG.



En 2023, DPAM, a exercé ses droits de vote inhérents aux actions détenues dans les 56 portefeuilles institutionnels. DPAM a participé à 726 assemblées générales et extraordinaires pour un total de 11.250 résolutions. Ces chiffres sont légèrement supérieurs à ceux de l'année dernière et s'expliquent en partie par l'extension géographique du champ d'application. Nous avons fait entendre notre voix dans 645 entreprises. Sur les 11.250 résolutions votées, DPAM s'est abstenu dans 3,53% des cas, illustrant notre volonté de nous exprimer tout en laissant aux entreprises le temps de s'adapter. Nous avons voté contre dans 9,68% des cas, soit un taux légèrement supérieur à l'année dernière, en raison des propositions d'actionnaires anti-ESG, ainsi que des nouvelles règles que nous avons intégrées dans notre politique de vote en 2023, telles que le pourcentage minimum de diversité du genre au niveau du conseil d'administration. DPAM attend des entreprises qu'elles aient au moins un tiers du sexe sous-représenté dans leur conseil d'administration, à moins que les réglementations locales n'exigent un pourcentage plus élevé.

En outre, nous avons statué sur 405 propositions émanant des actionnaires.

Ces propositions se répartissent comme suit :

- Les propositions des actionnaires (SHP) sur la rémunération, qui représentent 11,6% du total des propositions des actionnaires. Nous avons voté en faveur de ces propositions à 74,4%. Ces propositions tendent à demander aux entreprises d'inclure des indicateurs ESG dans les plans d'incitation à court ou long terme des directeurs et des cadres. Elles demandent également aux entreprises de prendre en compte le salaire des employés lorsqu'elles fixent la rémunération des dirigeants, de rendre compte de la rémunération des dirigeants, d'examiner l'équité du plan de

rémunération et de vérifier l'absence d'écart de rémunération sur la base de l'origine raciale ou du genre.

- SHP en matière d'environnement, qui représentent 21,7% du total des SHP. Nous avons voté en faveur de ces propositions à 96,4%. Ces propositions des actionnaires demandent notamment aux entreprises de s'aligner sur l'Accord de Paris et d'être Net Zero d'ici 2050 ou avant, et de divulguer et de réduire leurs émissions du Scope 3.
- SHP en matière de gouvernance, qui représentent 26,6% du total des SHP. Nous avons voté en faveur de ces propositions à 78,6%. Les propositions concernant un président indépendant du conseil d'administration sont très courantes.
- SHP en matière sociale, qui représentent 36,5% du total des SHP. Nous avons voté en faveur de ces propositions à 86,6%. Ces propositions demandent de publier des rapports d'audit sur l'égalité des sexes et l'équité raciale et de mener une vérification indépendante du respect des normes en matière de droits du travail et de droits de l'homme.

3.4 Initiatives en matière d'engagement à l'échelle de fonds

En tant qu'investisseur responsable, nous tenons à nous assurer que les fonds de tiers dans lesquels nous investissons pour le compte de nos clients sont gérés dans le respect des meilleures pratiques.

La politique d'engagement de fonds Degroof Petercam définit le cadre et les mesures à appliquer pour s'engager auprès des gestionnaires de fonds externes. Cette politique s'applique à nos activités en Belgique, au Luxembourg et en France.

Degroof Petercam n'a cependant aucune influence directe sur les investissements sous-jacents réalisés par les gestionnaires des fonds de tiers qu'elle sélectionne. S'ils investissent dans des instruments exclus par la Global Sustainable Investment Policy (instruments non conformes aux dispositions concernant les armes controversées, le tabac, les jeux d'argent, les divertissements pour adultes, le pacte mondial, les controverses et les contrôles de gouvernance), nous nous engagerons auprès des gestionnaires du fonds. En 2023, 33% des gestionnaires de fonds externes ont reçu une lettre d'engagement formelle. Pour trois d'entre eux, les réactions reçues n'ont pas été conformes aux attentes, ce qui leur a valu d'être qualifiés d'« instruments non ESG ».

Nous avons appliqué une approche similaire à la partie limitée des fonds de tiers dans le cadre de nos activités de gestion d'actifs institutionnels.

4 | La société dans son ensemble

En tant qu'entreprise, nous nous engageons depuis 2008 par le biais de notre Fondation Degroof Petercam, avec la philosophie que chacun peut prospérer grâce à son travail. À cette fin, la Fondation se concentre sur les meilleures innovations sociales à travers l'Europe en faveur de l'emploi.

La Fondation Degroof Petercam gère un programme dans le cadre duquel les lauréats reçoivent une bourse d'un million d'euros sans restriction, répartie sur cinq ans, ainsi qu'un soutien sous forme d'accompagnement. Les lauréats doivent apporter une solution qui a prouvé son impact systémique, un fort potentiel pour étendre cet impact à toute l'Europe et montrer des capacités de leadership exceptionnelles.

En 2023, Chemins d'avenirs a été récompensée. Cette entreprise française a été créée en 2016 par l'entrepreneuse sociale Salomé Berlioux et a pour objectif de mettre en évidence le potentiel des jeunes dans les zones rurales et les petites villes. Cette lauréate a été sélectionnée à l'issue d'un processus approfondi s'étalant sur 10 mois et de visites sur le terrain, au cours duquel les quatre projets finaux correspondant le mieux à la mission de la Fondation ont été présentés à un jury indépendant.

Cette aide financière permettra à Chemins d'Avenirs d'augmenter considérablement le nombre de jeunes qu'elle soutient grâce au développement de nouveaux outils numériques. Mais surtout, elle entraînera un changement de système à l'échelle des différentes parties prenantes (autorités publiques, entreprises, ONG, etc.).

 PRÉSENTATION

La Fondation Degroof Petercam

Notre Fondation se concentre sur les solutions innovantes dans le secteur de l'emploi au sein de l'Union européenne, car selon nous, l'emploi est source de prospérité. Cela explique notre soutien aux entreprises qui peuvent avoir un impact systémique dans ce domaine. Les solutions innovantes soutenues par la Fondation sont axées sur le développement des compétences pour l'avenir et la création d'emplois futurs en rendant l'entrepreneuriat plus attrayant, en améliorant l'équité dans l'environnement de travail et en favorisant l'égalité d'accès au travail.

Sur le long terme, la Fondation Degroof Petercam vise à promouvoir l'innovation sociale, conformément à l'Objectif 8 en matière de développement durable des Nations unies : « Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous. »

Vision

Nous croyons en une société durable et inclusive dans laquelle chacun a la possibilité de s'épanouir en travaillant.

Mission

Nous soutenons les meilleures entreprises qui innovent en matière d'emploi durable.

Des investissements conformes à notre mission

Afin de garantir l'impact de son portefeuille, la Fondation Degroof Petercam a créé un Comité d'investissement à impact. Il a pour mission de sélectionner et de gérer les investissements de la Fondation dans des projets de finance sociale et d'investissements à impact.

 PRÉSENTATION

Évolution stratégique de la Fondation

Après cinq ans et à la suite des nombreux enseignements tirés, le Conseil d'administration de la Fondation a décidé que le Prix DPF deviendrait européen : à partir de 2023, les candidats issus de l'un des pays de l'Union européenne pourront être nommés.

La Fondation lancera également le « Degroof Petercam Foundation Lab ». Cette plateforme investira dans le développement et le partage des connaissances afin d'aborder les enjeux liés à l'emploi spécifiques à la Belgique et de devenir un pilier sectoriel pour l'innovation sociale en matière d'emploi en Belgique.



Le soutien de la Fondation Degroof Petercam nous permettra d'accélérer notre approche systémique, avec des moyens et une ambition à la hauteur des besoins des jeunes des zones rurales et des petites villes. Nous sommes heureux et fiers de continuer à relever ce défi avec le soutien de la Fondation.

”

Salomé Berlioux,
Fondatrice de Chemins d'avenirs

4.1 Programme d'engagement social des employés

Degroof Petercam s'engage à promouvoir la philanthropie au sein des membres de son personnel dans le cadre de programmes participatifs d'engagement social.

Le programme d'engagement propose à nos collègues plusieurs façons de s'impliquer sur le plan social :

- 1 Chaque année, Degroof Petercam octroie à chaque membre du personnel une journée de travail pour participer bénévolement à un projet social ou environnemental pendant les dites '**Solidarity Days**'. En 2023, 254 collègues belges et luxembourgeois ont participé à l'une des 21 activités, allant des cours de hockey pour des jeunes de quartiers défavorisés à la préparation et à la distribution de repas chauds aux personnes en situation de vulnérabilité.
- 2 Dans le cadre du programme **Skills-giving**, il existe deux types de missions par le biais desquelles les membres du personnel peuvent avoir un impact positif :
 - I Parrainage : en tant que parrains, ils sont en contact direct avec un demandeur d'emploi ou un jeune pour l'aider à réaliser son projet professionnel.
 - II Missions sociales : les travailleurs qui ont un mandat personnel dans une organisation à but non lucratif ont le droit d'effectuer les missions qui leur sont confiées pendant leurs heures de travail. Nos collègues peuvent consacrer deux heures par mois ou trois jours par an à l'intérêt général.
- 3 Le programme **microdonation** permet aux collègues de donner un montant mensuel à un organisme social à but non lucratif. Le don est prélevé directement de leur rémunération nette, après quoi Degroof Petercam double la somme totale collectée. Les participants votent parmi trois projets sociaux sélectionnés par la Fondation Degroof Petercam. En 2023, 143 collègues de France, de Belgique et du Luxembourg ont donné 12.661 euros. Les collègues contributeurs ont décidé d'attribuer le montant total de 25.322 euros à la Fédération Européenne des Banques Alimentaires (FEBA), qui répartira 21.000 euros à parts égales entre les banques alimentaires belges, françaises et luxembourgeoises. Les 4.322 euros restants ont été octroyés au niveau de la Fédération.
- 4 Degroof Petercam soutient également des programmes initiés par des membres du personnel, comme le DP Cycling Tour. En septembre 2023, plusieurs collègues de Degroof Petercam ont relevé un défi sportif en parcourant près de 550 km à vélo à travers la Belgique. Ils ont récolté ainsi 11.310 euros, un montant qui a été entièrement reversé à la Fondation contre le Cancer / Stichting tegen Kanker. 2023 a marqué la dixième édition du DP Cycling Tour, avec un don cumulé de 189.010 euros.

Partie V

Offering sustainable solutions

Nous sommes convaincus que l'investissement durable et responsable est la voie à suivre pour diminuer les risques, anticiper les opportunités futures et contribuer à une société meilleure. Nous avons pris la responsabilité d'intégrer des facteurs non financiers à notre politique d'investissement afin de relever les défis environnementaux, sociétaux et de gouvernance (ESG) qui nous concernent tous. De plus, Degroof Petercam a pris un engagement volontaire Net Zero de la SBTi, et nous concevons donc des solutions pour nos clients sur la base d'une politique crédible, durable et responsable.

1	Intégrer le développement durable dans les instruments financiers	153
2	Répondre aux préférences de nos clients en matière de développement durable	154
3	Gérer les impacts négatifs	154
	3.1 Engagements pris	155
	3.2 Gestion des principales incidences négatives	156
	3.3 Le développement durable traduit en chiffres	159
4	Créer un impact positif	162
	4.1 Private Equity	162
	4.2 Conseils en matière de philanthropie	164

1 | Intégrer le développement durable dans les instruments financiers

Avec des actifs clients totalisant plus de 74 milliards d'euros, nous sommes un acteur financier important. Ce statut, nous l'avons acquis au cours des 150 dernières années avec le soin et l'expertise qui s'imposent, en offrant à nos clients les meilleurs services financiers possibles pour les aider à faire fructifier leurs actifs de manière durable. Nombre de nos solutions se basent sur les connaissances et l'expérience ainsi que sur l'analyse active de DPAM en matière de développement durable.

DPAM gère des fonds d'investissement (Multi-Asset, Equity et Fixed Income) et des mandats institutionnels (Global Balanced, Equity et Fixed Income). Elle assure également la distribution de certains de ses fonds d'investissement par l'intermédiaire de compagnies d'assurance, de banques de détail et de banques privées telles que la Banque Degroof Petercam.

En ce qui concerne nos clients de Private Banking, nous gérons des mandats ou des services en fonction de leur profil d'investissement spécifique, ce qui inclut l'accès à la gestion discrétionnaire de portefeuille et au conseil en investissement. Notre gestion discrétionnaire de portefeuille illustre nos convictions en matière d'opportunités futures. Les fonds patrimoniaux, les fonds DPAM, les fonds de tiers et les lignes directes se combinent pour former une offre complète.

Comme le montre clairement l'évaluation de double matérialité, l'impact lié à nos investissements est le thème le plus important pour nos parties prenantes.

2 | Répondre aux préférences de nos clients en matière de développement durable

Degroof Petercam possède l'expertise adéquate pour guider les investisseurs dans leurs choix en matière d'investissement durable. L'environnement réglementaire des investissements durables et ESG a considérablement évolué ces dernières années. Par conséquent, les produits d'investissement portant un label durable doivent désormais répondre à des critères stricts.

Depuis août 2022, la réglementation MiFID II exige de la part des acteurs financiers qu'ils interrogent leurs clients ayant souscrit des services de gestion discrétionnaire de portefeuille ou de conseil en investissement sur leurs préférences en matière de développement durable et qu'ils leur permettent de s'engager dans l'offre durable appropriée.

Pour les clients institutionnels, DPAM se concentre également sur les besoins de ses clients dans le respect de leur mandat institutionnel.

Pour les clients du Private Banking, Degroof Petercam propose au moins une offre durable intermédiaire à tous les clients ayant un mandat discrétionnaire : des critères ESG avec une part d'investissements sous-jacents durables sont intégrés. En d'autres termes, pour les clients du Private Banking ayant un mandat de gestion discrétionnaire dans les différents pays (à l'exception de la France), l'offre standard intègre les caractéristiques ESG, telles que définies par Degroof Petercam (communément appelées Article 8) et régies par le SFDR. Par conséquent, les clients ayant un mandat discrétionnaire et ayant répondu « neutre » au questionnaire sur les préférences en matière de développement durable de la MiFID s'engageront également en partie dans des investissements durables. Les clients ayant une préférence marquée pour le développement durable ont accès à une offre davantage axée sur l'impact de celui-ci.

3 | Gérer les impacts négatifs

Notre programme de Finance durable continue d'évoluer. Les Indicateurs des principales incidences négatives (Principal Adverse Impact Indicators, PAI) en sont un bon exemple. Les acteurs des marchés financiers doivent en effet publier sur leur site web une déclaration relative aux principales incidences négatives sur le développement durable.

Un Indicateur des principales incidences négatives évalue les décisions d'investissement ou les conseils en placement qui ont un impact négatif sur les facteurs de durabilité, tels que les préoccupations environnementales, sociales et salariales, le respect des droits de l'homme, la lutte contre la corruption et les abus de pouvoir. La déclaration obligatoire comprend une partie quantitative, dans laquelle une liste de 18 indicateurs obligatoires doit être présentée. La disponibilité et la qualité des données demeurent un enjeu pour ces indicateurs quantitatifs. Outre ces indicateurs, la déclaration comprend également une section qualitative destinée à fournir à toute tierce partie le contexte dans lequel les incidences négatives sont atténuées. La gestion des PAI implique également d'oser prendre des engagements volontaires.

3.1 Engagements pris

L'initiative Net Zero Asset Managers

En 2022, DPAM a rejoint l'initiative NZAM, qui incite les gestionnaires d'actifs à soutenir les investissements alignés sur l'objectif visant à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Cet engagement a des implications contraignantes pour tous les actifs gérés par DPAM et pour toute décision d'investissement des gestionnaires de portefeuille.

En 2023, l'exemple de DPAM a été étendu à l'ensemble du groupe Degroof Petercam. Fin 2023, nous avons décidé d'adhérer volontairement à l'initiative Sciences Based Target (SBTi), ce qui aura un impact à la fois sur nos activités de Private Banking et sur nos propres investissements. Cette initiative a été créée en 2015 pour aider les entreprises à se fixer des objectifs de réduction des émissions conformes aux données scientifiques en matière de climat et aux objectifs de l'Accord de Paris. Il s'agit d'une collaboration entre, notamment, les Nations unies et le WWF. Suite à cet engagement, Degroof Petercam dispose maintenant de 24 mois pour soumettre et faire approuver ses objectifs. Nous évaluons actuellement des objectifs potentiels à court terme tout en nous engageant à mettre en place un portefeuille d'investissement aligné à 100% sur la SBTi d'ici 2040. L'adhésion au protocole « Sciences Based Target » (SBT) implique que les gestionnaires d'actifs et les investisseurs adoptent des approches prospectives dans lesquelles les sociétés en portefeuille se fixent un objectif de réduction des gaz à effet de serre (GES) fondé sur des données scientifiques ou alignent leurs émissions sur un scénario de 1,5°C.

Le graphique ci-dessous décrit la situation actuelle au sein de notre groupe. L'intégration de ces indicateurs dans notre processus d'investissement a constitué une nouvelle étape.

Données :

Objectif Net Zero de DP	Aujourd'hui	2040	
Objectif Net Zero – Part de DPAM d'actifs sous gestion d'entreprises alignée sur les objectifs des données scientifiques ou l'objectif de 1,5°C	57%	100%	Alignée sur la SBTi
Objectif Net Zero de DPDP			
Fonds patrimoniaux (première indication – alignement sur la SBTi < 2°C / nominateur : MOYENNE/actions uniquement)	67%	100%	Alignée sur la SBTi

DPAM a établi une distinction dans la définition de ses objectifs entre les secteurs à forte intensité de carbone (secteurs de la TCFD tels que l'agriculture, l'énergie, les bâtiments/la transition) et les autres secteurs :

- Pour les secteurs à forte intensité carbone, DPAM vise à atteindre 75% des composants du portefeuille avec un SBT ou des émissions alignées sur un scénario de 1,5°C d'ici 2030 ; cela s'applique aux fonds repris sous les Articles 8 ou 9. DPAM vise à couvrir 100% des composants de ces fonds d'ici 2040.
- Pour les autres secteurs, DPAM vise à atteindre 50% des composants du portefeuille avec un SBT ou des émissions alignées sur un scénario de 1,5°C d'ici 2030 ; cela s'applique aux fonds repris sous les Articles 8 ou 9 du SFDR. DPAM vise à couvrir 100% des composants de ces fonds d'ici 2040.

Un dialogue constructif avec les sociétés en portefeuille sera essentiel pour atteindre l'objectif de 2030. Des initiatives participatives telles que les campagnes de SBT et de CA100+ et les engagements individuels serviront à soutenir ces objectifs.

En savoir plus sur l'initiative Net Zero Asset Managers [↗](#)
 Consultez notre [Rapport sur la TCFD](#) [↗](#)

3.1.1 Le groupe de travail Taskforce on Nature-related Financial Disclosures

Le changement climatique est un sujet de préoccupation important, la biodiversité en est un autre. En outre, ce thème est plus complexe, de nombreux enjeux étant liés entre eux et difficiles à mesurer et à gérer.



Les impacts sur l'eau, la terre, la pollution, les espèces invasives, etc. se conjuguent dans des écosystèmes soumis à une pression continue. Il est indéniable que cela influencera la valeur et le potentiel de croissance des entreprises opérant dans le secteur de la pêche, l'agriculture, le commerce de détail, etc.

Cette préoccupation a été officialisée par le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal ; plusieurs parties se sont mobilisées pour relever ce défi majeur. Cela s'est concrétisé par la constitution du groupe de travail Taskforce of Nature Related Financial Disclosures. En tant que signataire pionnier, DPAM doit commencer à publier des informations conformes aux recommandations de la TNFD dans ses rapports d'entreprise d'ici à l'exercice 2025.

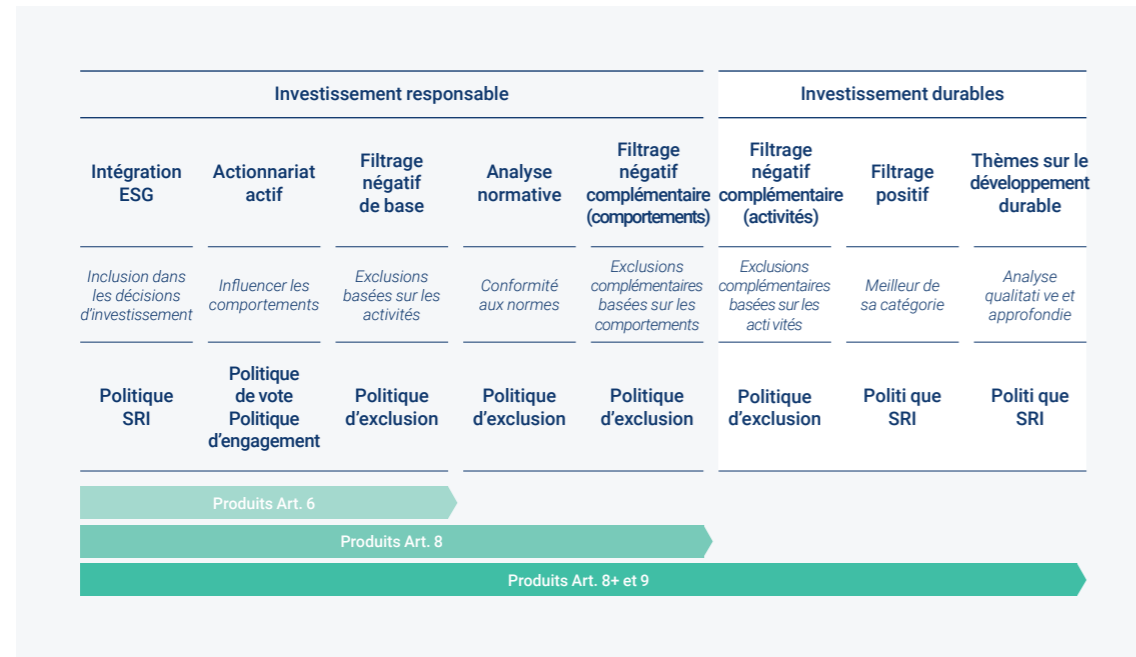
3.2 Gestion des principales incidences négatives

3.2.1 Présentation de DPAM

Tout au long de son processus de sélection des investissements, DPAM applique une approche positive 'Do No Significant Harm' (DNSH - ne pas causer de préjudice important) qui promeut et encourage les meilleures pratiques et tout ce qu'il sera possible en matière de développement durable ESG.

- 1 Nous commençons par atténuer les risques secondaires en excluant les entreprises présentant les profils ESG les plus faibles en fonction de leur comportement ou de leurs activités (filtrage négatif).
- 2 Nous effectuons ensuite une sélection positive en encourageant les dirigeants et les entreprises ESG qui progressent de manière significative dans l'amélioration de leur profil ESG, tout en excluant les secteurs les moins performants.

Sur la base de cette procédure par étapes, les fonds d'investissement durables sélectionnés tiennent compte de la taxonomie européenne ainsi que des questions environnementales et sociales.



Plus concrètement et à titre d'exemple, afin de limiter l'impact négatif lié aux émissions de GES, DPAM a mis en place la procédure suivante.

Dans le cadre de sa politique d'exclusion, DPAM exclut tout investissement dans certaines entreprises

- 1 Dans le cadre du filtrage normatif, les entreprises qui enfreignent les normes mondiales sont exclues des investissements. Ces normes incluent, sans s'y limiter, la promotion d'une approche de prévention face aux défis environnementaux ainsi que le développement et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.
- 2 Dans le cadre de son filtrage négatif de base, DPAM exclut les entreprises qui tirent un revenu de l'extraction de charbon thermique dans l'ensemble de ses activités. Ce filtrage exclut également les entreprises qui tirent une certaine partie de leur chiffre d'affaires de la production d'électricité à base de charbon, ou encore de la production de pétrole et de gaz non conventionnels.
- 3 Dans le cadre de son filtrage négatif étendu (activités), DPAM a également défini des exclusions pour l'exploration, l'extraction, le raffinage et le transport de pétrole et de gaz conventionnels pour ses fonds durables. Elle exclut également la production d'électricité à partir de sources non renouvelables ou la fourniture d'équipements ou de services dédiés. Les seuils d'exclusion relatifs à l'extraction de charbon thermique et à la production de pétrole et de gaz non conventionnels sont plus stricts que dans le cadre du filtrage négatif de base.
- 4 Dans le cadre de son filtrage négatif étendu (comportement), DPAM exclut les entreprises présentant le comportement controversé le plus grave.
- 5 Grâce à sa politique de vote et à sa politique d'engagement, DPAM influence les entreprises sur leur comportement en matière d'émissions de gaz à effet de serre. Elle vote systématiquement en faveur des propositions « say-on-climate ».
- 6 En suivant les recommandations de la TCFD, DPAM effectue des évaluations poussées des références et des politiques climatiques des cinq principaux pollueurs pour l'ensemble de ses produits. Vous trouverez de nombreuses informations sur ces actions dans le rapport TCFD de DPAM.

Les autres incidences négatives sont gérées de la même manière, comme indiqué dans notre

rapport PAI.

3.2.2 Présentation du Private Banking

La stratégie et l'approche de nos activités de Private Banking sont assez similaires. Le processus de sélection des investissements pour nos clients individuels est énoncé dans notre politique mondiale d'investissement durable (Global Sustainability Investment Policy, GSIP).

La première étape du processus de sélection est un filtrage normatif de base et approfondi qui permet d'identifier les titres à exclure de nos stratégies d'investissement pour des raisons extra-financières. Par exemple, nous excluons les entreprises qui sont impliquées dans des activités controversées telles que les armes, le tabac, etc.

Ensuite, les investissements sélectionnés sont soumis à un contrôle préalable de l'intégration des facteurs ESG. La sélection se réfère à des rapports trimestriels basés sur le secteur ou à des notations de risque de gouvernance.

Enfin, nous procédons à une vérification d'impact, en effectuant un contrôle qualitatif de l'impact durable positif des activités d'une entreprise.



À titre d'exemple, pour limiter l'impact négatif lié aux émissions de GES, le Private Banking a recours aux stratégies et politiques suivantes :

Filtre 1 : filtres normatifs de base et complémentaires

- 1 Dans le cadre de sa politique d'exclusion des activités controversées, Degroof Petercam exclut tout investissement dans certaines entreprises. Dans le cadre du filtrage normatif de base et étendu, les entreprises qui enfreignent les normes mondiales (Pacte mondial de l'ONU) sont exclues des investissements. Ces normes incluent, sans s'y limiter, la promotion d'une approche de prévention face aux défis environnementaux ainsi que le développement et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.
- 2 Dans le cadre de son filtrage négatif de base, Degroof Petercam exclut les entreprises qui tirent une partie de leurs revenus de l'extraction de charbon thermique. Ce filtrage exclut également les entreprises qui tirent une certaine partie de leurs revenus de la production d'électricité à partir de charbon ou de la production de pétrole et de gaz non conventionnels.
- 3 Dans le cadre de son filtrage négatif étendu (activités), Degroof Petercam a également défini des exclusions applicables aux 'stratégies les plus durables' pour l'exploration, l'extraction, le raffinage et le transport de pétrole et de gaz conventionnels. Elle exclut également la production d'électricité à partir de sources non renouvelables ou la fourniture d'équipements ou de services dédiés. Les seuils d'exclusion relatifs à l'extraction de

charbon thermique et à la production de pétrole et de gaz non conventionnels sont plus stricts que dans le cadre du filtrage négatif de base. Tous les seuils d'exclusion sont décrits dans la politique d'exclusion.

- 4 Outre la focalisation sur les activités, le filtrage négatif étendu (comportement) exclut les entreprises présentant le comportement controversé le plus grave. Ce point porte sur les aspects opérationnels d'une entreprise comme ses émissions ainsi que l'impact environnemental de ses produits et services.
- 5 Au travers de sa politique d'engagement des fonds, BDPB interpelle les fonds tiers sur les positions qui ne sont pas alignées sur les principes susmentionnés.

Filtre 2 : intégration des facteurs ESG

Dans sa Global Sustainable Investment Policy (GSIP), Degroof Petercam met l'accent sur le fait que les questions environnementales, y compris les émissions de GES, l'empreinte carbone et la consommation d'énergie, constituent un élément important de ses démarches de diligence raisonnable pour l'intégration des facteurs ESG. Elle inclut les chiffres importants en matière d'émissions de GES, de tonnes de CO₂ et de consommation d'énergie dans le cadre de son filtrage positif, ce qui privilégie finalement les acteurs les plus performants.

Les autres incidences négatives sont gérées de la même manière, comme indiqué dans notre [rapport PAI](#).

3.3 Le développement durable traduit en chiffres

Comme le prévoyait déjà le rapport de l'année dernière, l'avenir des rapports sur le développement durable réside dans la présentation des chiffres PAI. En 2023, nos trois principales entités, Banque Degroof Petercam Belgium, DPAM et la Banque Degroof Petercam Luxembourg ont publié leur premier rapport. La qualité et la disponibilité des données sous-jacentes ont engendré des enjeux importants. La plupart de ces données rétrospectives sont des chiffres de 2022 pour les investissements sous-jacents. Ces chiffres n'ont été communiqués que (partiellement) en 2023. Afin d'obtenir une première compréhension des données probantes, divers indicateurs ont été créés par différents fournisseurs. Grâce à la mise en œuvre de la CSRD, davantage de données plus fiables seront disponibles.

La gestion et l'intégration des données non financières de manière transparente dans les systèmes centraux de nos activités constituent un autre défi sectoriel. À cet égard, il convient de noter que DPAM a investi il y a quelques années déjà dans une solution de premier ordre capable d'ajouter jusqu'à plus de 500 données non financières à n'importe quel émetteur. Nous visons à exploiter davantage cette solution, ce qui profitera aux autres entités du groupe.

Les données présentées ne sont pas encore entièrement consolidées afin d'éviter la comptabilisation à deux reprises. En ce qui concerne les GES, nous avons déterminé notre empreinte consolidée liée à la dite catégorie 15 « émissions financées » du protocole sur les GES.

Les indicateurs PAI ci-dessous sont basés sur chacun des rapports des entités de 2022. L'interprétation et la comparaison de ces données sont encore compliquées à ce jour. Degroof Petercam s'engage à gérer sérieusement ces impacts, notamment en adaptant ses politiques et en maintenant un effort continu en matière d'engagement. Par ailleurs, Degroof Petercam pourrait également envisager une consolidation plus poussée afin d'éviter une comptabilisation à deux reprises. En outre, une mise à jour plus régulière garantissant la disponibilité des données les plus récentes est un élément sur lequel il faut se pencher.

Principales incidences négatives	2022	2023	
Catégorie 15 « Émissions financées » – Scope 1, 2 et 3	11,9m	15,0m	tCO ₂
Degroof Petercam consolidée			

Chiffres 2022

		DPAM	BDPB.	BDPLux.
Secteurs à forte intensité de carbone	Scope 1	957.652	327.713	47.999
	Scope 2	251.218	101.730	17.648
	Scope 3	1.275,003	859.887	230.524
	Total	8.196.624	2.860.402	507.208
Empreinte carbone		258	396	379
Intensité en matière de GES		1.143	754	1.041
Exposition à des sociétés opérant dans le secteur des combustibles fossiles		6,32%	2%	8%
Part de consommation et de production d'énergie non renouvelable		Cons: 57% & Prod: NA%	Cons: 28% & Prod: 4%	Cons: 63% & Prod: 15%
Secteur impactant le climat		Agr: 5,31	Agr: 0,1	Agr: no data
Activités ayant une incidence négative sur des zones sensibles sur le plan de la biodiversité ¹		4,73%	8%	10%
Eau ²		0,2	0,08	0,19
Déchets ³		10,47	22,1	10,94
Violations des principes du Pacte mondial des Nations unies ⁴		0,19%	0,16%	1%
Absence de processus et de mécanismes de conformité permettant de contrôler le respect des principes du Pacte mondial des Nations unies et des principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales ⁴		57,42%	25%	24%
Écart de rémunération entre hommes et femmes non corrigé		16,91%	13%	10%
Diversité des genres au sein des organes de gouvernance		35,70%	22%	28%
Exposition à des activités controversées		0,36%	0%	0%

(1) Part des investissements effectués dans des sociétés en portefeuille dont les sites ou les activités se trouvent sur ou à proximité de zones sensibles sur le plan de la biodiversité

(2) Tonnes d'eau/mio EUR investis et exprimés comme une MOYENNE pondérée

(3) Tonnes de déchets/mio EUR investis et exprimés comme une MOYENNE pondérée

(4) Part des investissements effectués dans des sociétés en portefeuille

En plus des rapports PAI, nous avons mis à jour l'ensemble des actifs sous gestion dans le cadre du SFDR. En général, les tendances établies dès 2022 se confirment. Il est toutefois difficile de tirer des conclusions spécifiques sur l'offre de « développement durable » en raison des flux entrants et des performances sous-jacentes, qui peuvent rendre difficile la détermination de conclusions potentielles. Comme déjà mentionné, l'offre discrétionnaire standard au sein de Degroof Petercam Private Banking (à l'exception de la France) relève des Articles 8 et 9 du règlement SFDR.

Fonds DPAM		2021	2022	2023
	Non ESG (Art. 6)	27%	13%	9%
	Caractéristiques ESG (Art. 8)	33%	38%	34%
	Caractéristiques ESG ayant des placements durables - Art. 8+ / Objectifs durables - Art. 9	40%	50%	57%
Mandates Private Banking (uniquement en Belgique)		milliards d'euros		
	Caractéristiques ESG (Art. 8)	14,9	13,1	14,4
	Caractéristiques ESG ayant des placements durables (Art. 8+)	2,3	2,1	2,4
	Non ESG (Art. 6)	0	0	0,72
Actifs sous gestion de DPAS dès lors que DPAS est membre de Manco		milliards d'euros		
	Fonds familiaux (caractéristiques ESG - Art. 8)	14,61	16,91	14,2
	Fonds familiaux (Caractéristiques ESG ayant des placements durables- Art. 8+ / Objectifs durables - Art. 9)	9,04	8,09	10,6

4 | Créer un impact positif

En plus d'être durables et responsables, les investissements peuvent viser un impact réel et mesurable outre le rendement financier. En 2023, Degroof Petercam a pris de nouvelles mesures visant à appuyer son objectif d'impact positif avec le lancement d'une nouvelle offre de Private Equity et avec la participation de DPAM dans Incofin. Conseiller nos clients en matière de philanthropie contribue également à promouvoir un impact positif.

4.1 Private Equity

PRÉSENTATION

Capital for Climate – Investir ensemble dans les solutions de demain

La lutte contre le changement climatique nécessite des investissements importants afin d'accélérer la transition énergétique. Le besoin en investissements directs restant élevé, Degroof Petercam a lancé en 2023 Capital for Climate, un fonds de Private Equity dédié.

Capital for Climate est un fonds de fonds qui sera composé de manière très sélective avec des fonds de Private Equity sous-jacents spécialisés dans la transition énergétique ou, de manière plus générale, dans la lutte contre le changement climatique. La production d'énergie renouvelable, l'efficacité des réseaux (principalement Réseau intelligent et stockage) et les initiatives 'zéro carbone' axées sur la mobilité verte et la décarbonisation (y compris le CCS et l'économie circulaire) constituent des thèmes d'investissement stratégiques ciblés.

PRÉSENTATION

DPAM : prise de participation dans Incofin

Selon une étude récente, le marché actuel de l'investissement à impact en Belgique est estimé entre 6 et 16 milliards d'euros, ce qui représente 1 à 2,5% du total des actifs sous gestion en Belgique. Ces chiffres devraient doubler d'ici cinq ans. Le partenariat entre DPAM, Incofin et Korys qui a été annoncé en avril 2023 souligne ce potentiel et montre que l'intérêt pour l'investissement à impact grandit également parmi les investisseurs en Belgique.

Avec plus de 1,5 milliard d'euros d'actifs sous gestion, Incofin est un gestionnaire indépendant de fonds à impact sur les marchés émergents dont le siège se trouve en Belgique. Il se concentre sur l'inclusion financière, la chaîne de valeur agroalimentaire et l'eau potable, dans le but de favoriser des progrès inclusifs et des transitions durables. Il dispose d'une équipe de plus de 90 professionnels et d'équipes locales dédiées aux placements en Inde, en Colombie, au Kenya et au Cambodge. En avril 2023, Incofin a levé de nouveaux capitaux pour accélérer sa croissance et étendre son impact dans les pays émergents.

Pour DPAM, son tout premier investissement dans une société d'investissement à impact semble être une étape normale dans la lignée de l'engagement à long terme de l'entreprise en faveur du développement durable. Peter De Coensel (CEO de DPAM) s'exprime dans ces termes : « *Nous réfléchissons depuis longtemps à l'élargissement de notre offre, notamment concernant les investissements à impact dans la dette privée et les fonds propres. Nous percevons également une demande croissante de la part des clients dans ce sens, à laquelle nous aimerions répondre. Aujourd'hui, nous sommes un partenaire de référence en matière d'investissements responsables dans les marchés émergents. Cette coopération s'inscrit pleinement dans notre engagement en faveur du développement durable et en renforce sa composante sociale.* »

PRÉSENTATION

Impact Finance Belgium

La réflexion entre les différents acteurs soutenant la finance à impact en 2022 a conduit au lancement d'Impact Finance Belgium en janvier 2023. IFB est une association dont l'objectif global est d'augmenter la part du capital à impact en Belgique. IFB met en relation toutes les parties prenantes intéressées par l'écosystème belge de la finance à impact. Cet écosystème se réunit une fois par an à l'occasion de la Journée belge de l'impact, au cours de laquelle **Ophélie Mortier**, notre CSIO, a participé au débat 'From ESG to Impact'.

DPAM a soutenu cette initiative dès le début et est considérée comme un Lead Supporter, jouant également un rôle au sein de l'Advisory Committee.



4.2 Conseils en matière de philanthropie

Chez Degroof Petercam, nous jouons aussi un rôle de pionnier en offrant à nos clients des conseils philanthropiques. Notre service éponyme, instauré voici plus de quinze ans, fournit des conseils avisés et structurés à nos clients qui souhaitent investir leur capital et leur temps dans des initiatives philanthropiques et qui contribuent à bâtir un monde plus durable.

En tant que conseiller de confiance, nous mettons en contact nos clients avec nos experts en planification successorale. En impliquant la Fondation Degroof Petercam, nous élargissons les discussions sur la position globale de la succession et les plans de transition (vers les générations suivantes). La question principale est liée au fait de 'laisser une empreinte' (making a mark). Comment un client souhaite-t-il laisser son empreinte par le biais de son patrimoine ? À partir de cette question, une structure et un projet sont créés avec des plans définis, une gouvernance adéquate et une gestion de portefeuille pertinente.

Comme nous gérons une fondation bien connue, qui se classe parmi les dix plus grandes fondations d'intérêt public en Belgique, nous disposons d'un réseau étendu et réputé, ce qui nous permet d'accompagner nos clients dans leur volonté philanthropique. En 2023, nous estimons que le capital philanthropique conseillé en Belgique, en France et au Luxembourg devrait atteindre 125 millions d'euros, représentant une hausse substantielle par rapport aux 50 millions d'euros enregistrés en 2022.

Conclusion

Notre parcours dans la finance durable a commencé il y a plus de 20 ans avec le lancement du premier fonds durable. Depuis, l'eau a coulé sous les ponts. Ce rapport non financier offre un bon aperçu global du chemin parcouru et des objectifs à atteindre.

Les résultats de notre évaluation de double matérialité nous ont orientés dans notre démarche. En 2023, nous avons intégré la finance durable dans notre feuille de route stratégique Route 26, garantissant ainsi la poursuite de notre démarche. En outre, à l'échelle du groupe, nous nous sommes volontairement engagés à atteindre l'objectif 'Net Zero'.

Simultanément, nous avons intensifié nos efforts dans des domaines tels que la formation, le leadership et la diversité afin de renforcer nos équipes d'experts. Ce rapport apporte des preuves concrètes de nos engagements et de la grande implication de nos équipes. Il témoigne de notre volonté claire de contribuer au développement durable.

À l'avenir, nous rendrons compte par le biais de notre évaluation de double matérialité servant de dispositif pour transposer nos convictions en résultats réels. Nous cultivons ces principes sur le long terme et c'est l'engagement que nous prenons envers vous.

Annexes

1		Annexe 1: CSRD	169
2		Annexe 2: Data points	171
3		Annexe 3: Taxonomy	177

1 | Annexe 1: CSRD

In 2022, we mapped for the first time ESRS requirements against the actual content of our Non-Financial Report, taking into consideration the ESRS 2 general standard, parts of the ESRS E1 standard (climate change) and of ESRS S1 (own staff).

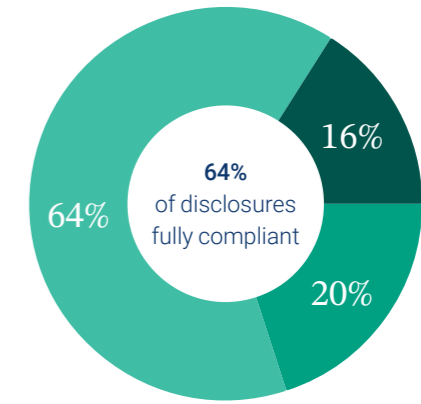
With increased efforts conducted in 2023 to meet CSRD requirements, we decided to opt this year for a different overview format for sake of clarity.

As we have identified our material topics, this first analysis, conducted with support of KPMG, reveals that over 60% of disclosure requirements are already met. This assessment does not yet consider data quality and assurance, but it gives a first glimpse on the current status and provides for a better overview of actions to prioritize.

This is the outline on how far we currently are in reporting the following ESRS standards:

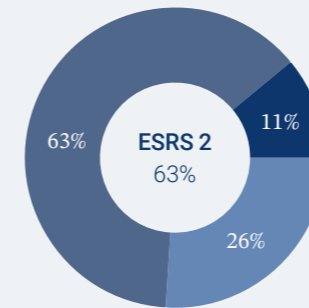
Cross cutting Standards which apply to all sustainability matters:	
i.	ESRS 1 – General Requirements
ii.	ESRS 2 – General Disclosures
Environmental Standards:	
i.	ESRS E1 – Climate change
ii.	ESRS E2 – Pollution
iii.	ESRS E3 – Water and marine resources
iv.	ESRS E4 – Biodiversity and ecosystems
v.	ESRS E5 – Resource use and circular economy
Social Standards:	
i.	ESRS S1 – Own Workforce
ii.	ESRS S2 – Works in the value chain
iii.	ESRS S3 – Affected communities
iv.	ESRS S4 – Consumers and end-users
Governance Standards: ESRS G1 – Business Conduct	
	ESRS G1 – Business Conduct

Consolidated gap assessment across all ESRS standards

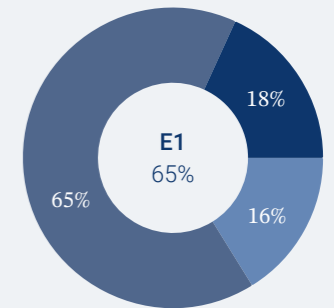


Detailed gap assessment per ESRS standard

General requirements

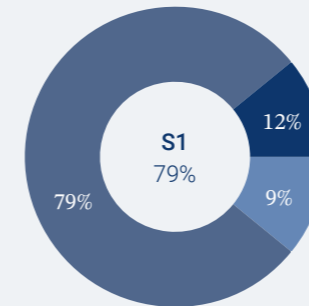


Environmental topic

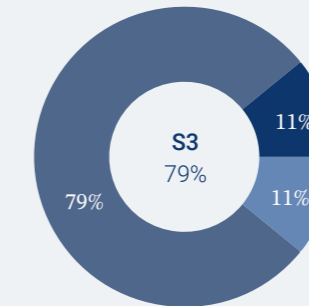


Climate change

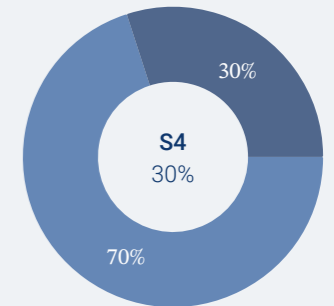
Social topics



Own workforce

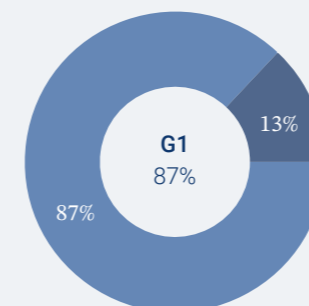


Affected communities



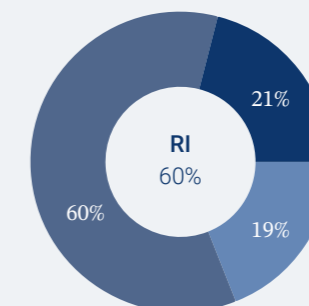
Consumers and end-users

Governance topic

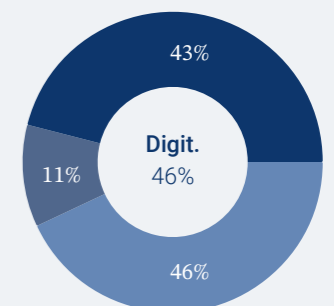


Business conduct

Entity-specific topics



Responsible investment



Digitalisation

2 | Annexe 2: Data points

Walking the talk (page 104)

E1-6 Gross Scopes 1. 2. 3 and Total GHG emissions			
1. CO ₂ Footprint			
CO₂ ton	2022	2023	
Scope 1	3,848	3,534	
Company facilities	1,174	795	
Company vehicles	2,674	2,739	
Scope 2		41	
Purchased electricity, steam, heating & cooling		41	
Scope 3	16,142	14,456	
Business travel	61	137	
Capital goods	273	565	
Employee commuting	1,167	423	
Energy-related activities	1,005	1,135	
Purchased goods and services	13,611	12,660	
Waste generated in operations	26	34	
Total	19,990	18,533	
1.1 Scope 1&2 – detail fleet			
#cars	2022	2023	
Electric	78	192	
Hybrid	380	558	
Fossil Fuel	476	246	
Total	934	996	
1.2. Scope 1&2 – detail energy consumption buildings			
kWh	2022	2023	
Gas	4,518,983	3,824,781	
Electricity	4,838,644	4,901,155	
% Green	100%	100%	
1.3. Scope 3 – detail waste			
Kg	2022	2023	
Paper	22,180	47,632	
Other	72,689	70,775	
1.4. Scope 3 – detail business travel			
km	2022	2023	
Air	539,129	1,342,298	
Train	234,606	128,720	

Own investments – banking book		
	2022	2023
Proportion in line with Art 8	100%	100%
Eligible Assets EU Taxonomy	408 mEUR	
in % of Total Assets	9.8%	
Aligned Assets EU Taxonomy		
in % of Total Assets		

Accompanying people in the transition (page 120)

S1-6 Characteristics of the undertaking's employees		
<i>Note: Situation 31.12.22. Are included all active internal workforce including administrators; excluded internship, interims, consultants, long term absence (+ 12 months of illness)</i>		
1. Headcount & FTE by Gender		
	Headcount	FTE
Female	630.0	41%
Male	905.0	59%
Total	1535.0	
2. Headcount & FTE by country > 50 employees		
	Headcount	FTE
Belgium	1,012.0	982.0
Luxembourg	423.0	405.0
France	67.0	66.0
Other countries	33.0	33.0
Total	1,535.0	1,486.0
3.1 Headcount & FTE by contract type		
	Headcount	FTE
Permanent	1508.0	1460.5
Temporary	27.0	25.6
Total	1535.0	1486.1
3.2 Headcount & FTE by work regime		
	Headcount	FTE
Fulltime	1309.0	1309.0
Parttime	226.0	177.1
Total	1535.0	1486.1
4. Headcount & FTE by contract type broken down by country		
Permanent	Headcount	FTE
Belgium	1,007.0	977.5
Luxembourg	402.0	385.1
France	66.0	65.0
Other countries	60.0	58.5
Total	1,535.0	1,486.1

Temporary	Headcount	FTE
Belgium	5.0	4.5
Luxembourg	1.0	1.0
France	21.0	20.1
Other countries	-	-
Total	27.0	25.6

S1-7 Characteristics of non-employees in the undertaking's own workforce	
1. Overview consultants (non-employee workforce)	
	FTE
Business lines	17.3
Support Services & Corporate Center	87.0
<i>Business Support</i>	
<i>Ops & IT</i>	
<i>Other</i>	
Total	104.3
17 out of the 104 are working with an interim contract	

S1-8 Collective bargaining coverage and social dialogue	
Collective Bargaining Coverage ratio	
	%
Belgium	100.0
Luxembourg	100.0
France	100.0

S1-9 Diversity indicators				
<i>Note: Top management are employees within category F&G. the 2 highest categories.</i>				
1.1 Split gender; % on total number of employees				
	Male	%	Female	%
Employee	804	53%	595	39%
Top management	101	7%	35	2%
Total	905	60%	630	41%
1.2 Split gender; % on total number of employees in that category				
	Male	%	Female	%
Employee	804	57%	595	43%
Top management	101	74%	35	26%
Total	905	59%	630	41%
1.3 Split age groups & gender in that category				
	Male	%	Female	%
Under 30 years	117	65%	64	35%
30 to 50 years	469	59%	321	41%
Over 50 years	319	57%	239	43%
Total	905	59%	624	41%

S1-11 Social protection	
-------------------------	--

All employees are covered by social protection	
	%
Belgium	100.0
Luxembourg	100.0
France	100.0

S1-13 Training and skill development indicators			
1. % of employees that participated in performance and career development reviews			
			%
Male			100.0
Female			100.0
Employees			100.0
Top Management			100.0
2. Average of 2022 training hours by gender & by employee category			
	Male	Female	Total
Employees	40.50	37.57	39.26
Top Management	39.04	60.53	44.57
Total	40.34	38.85	39.73

S1-14 Health and safety indicators	
1. Number of fatalities as a result of work-related injuries & work-related ill health	
Belgium	NA
Luxembourg	-
France	-
2. Number of recordable work-related accidents	
Belgium	NA
Luxembourg	5.0
France	-
3. Rate of recordable work-related accidents	
	%
Belgium	NA
Luxembourg	1.3
France	-
4. Number of cases of recordable work-related ill health	
Belgium	NA
Luxembourg	-
France	-
5. Number of days lost to work-related injuries & fatalities from work related accidents	
Belgium	NA
Luxembourg	23.0
France	-

S1-15 Work-life balance indicators	
% of employees entitled to take family related leave	100%
% of employees that took a family related leave	
	%
Male	27.0
Female	28.0
Family related includes Parental leave, Paternity & Maternity leave & Leave for family reasons	
S1-17 Incidents, complaints and severe human rights impacts and incidents	
Formal claims for discrimination, harassment	1
Engagement	
	2023
Total number of engagements	246
of which collaborative	20%
Number of third party fund managers engaged with in PB	33

Offering sustainable solutions (page 144)

E1-4 Targets related to climate change mitigation and adaptation			
Net zero DPAM			
Net zero – Proportion of DPAM Corporate AuM with SBT or 1.5°C Alignment	Actual	2040	
	57%	100%	SBTi-aligned
Net zero DP			
Patrimonial funds (first indication – SBTi-alignment < 2°C / nominator: only equities/AVG)	Actual	2040	
	67%	100%	SBTi-aligned
SFDR data			
Funds DPAM		2022	2023
	Art. 6	13%	9%
	Art. 8	38%	34%
	Art. 8+/9	50%	57%
Mandates Private Banking	bn EUR	2022	2023
	Art 8	13.1	14.4
	Art 8+	2.1	2.4
	Art 6	0	0.72
DPAS's AuA where DPAS is Manco	bn EUR	2022	2023
	Home funds (Article 8)	16.91	14.2
	Home funds (Article 8+/9)	8.09	10.6
	Third party (Article 8)	3.25	0.2

3 | Annexe 3: Taxonomy

3.1 Summary of KPIs to be disclosed by credit institutions under Article 8 Taxonomy Regulation

		Total environmentally sustainable assets ¹	KPI ²	KPI ³	% coverage (over total assets) ⁴	% of assets excluded from the numerator of the GAR (Article 7(2) and (3) and Section 1.1.2. of Annex V) ⁵	% of assets excluded from the denominator of the GAR (Article 7(1) and Section 1.2.4 of Annex V) ⁵
Main KPI	Green asset ratio (GAR) stock	566,170,262.08	1.47%	0.33%	67.42%	30.54%	32.58%
		Total environmentally sustainable activities ¹	KPI ²	KPI ³	% coverage (over total assets) ⁴	% of assets excluded from the numerator of the GAR (Article 7(2) and (3) and Section 1.1.2. of Annex V) ⁵	% of assets excluded from the denominator of the GAR (Article 7(1) and Section 1.2.4 of Annex V) ⁵
Additional KPIs	GAR (flow)	23,342,420.03	7.39%	0.24%	93.51%	31.75%	6.49%
	Trading book ⁶						
	Financial guarantees	0,00	0%	0%			
	Assets under management	208,857,696.51	1.81%	3.03%			
	Fees and commissions income ⁷						

(1) Total amount of environmentally sustainable assets based on Turnover (in €).

(2) based on the Turnover KPI of the counterparty.

(3) based on the CapEx KPI of the counterparty, except for lending activities where for general lending Turnover KPI is used.

(4) % of assets covered by the KPI over banks' total assets.

(5) Taxonomy Disclosure Delegated Act (Commission Delegated Regulation (EU) 2021/2178, adopted on 6 July 2021), Annex V.

(6) For credit institutions that do not meet the conditions of Article 94(1) of the CRR or the conditions set out in Article 325a(1) of the CRR.

(7) Fees and commissions income from services other than lending and AuM.

Institutions shall disclose forwardlooking information for this KPIs, including information in terms of targets, together with relevant explanations on the methodology applied.

3.2 Covered assets / Turnover-based KPI

	Disclosure reference date T															
	Total [gross] carrying amount	Climate Change Mitigation (CCM)					Climate Change Adaptation (CCA)					TOTAL (CCM + CCM)				
		Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				
		Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)					Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)					Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)				
		Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling			Of which Use of Proceeds	Of which enabling			Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling			
Million EUR ¹																
GAR – Covered assets in both numerator and denominator																
1 Loans and advances, debt securities and equity instruments not HfT eligible for GAR calculation	3,005.51	155.80	59.50	44.75	1.38	7.27										
2 Financial undertakings	1,540.91	134.79	46.98	42.75	0.66	1.08	16.76	0.17	0.00	0.16	566.17	80.66	62.06	1.39	7.58	
3 Credit institutions	1,378.12	62.59	9.55	7.60	0.00	0.01	9.56	0.00	0.00	0.00	519.14	68.14	60.07	0.66	1.35	
4 Loans and advances	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.01	0.00	0.00	0.00	425.08	30.71	24.91	0.00	0.01	
5 Debt securities, including UoP	1,378.12	62.59	9.55	7.60	0.00	0.01	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
6 Equity instruments	0.00	0.00	0.00		0.00	0.00	0.01	0.00	0.00	0.00	425.08	30.71	24.91	0.00	0.01	
7 Other financial corporations	162.79	72.20	37.43	35.16	0.65	1.07	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	30.71	24.91	0.00	0.01	
8 of which investment firms	0.18	0.03	0.01	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
9 Loans and advances	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
10 Debt securities, including UoP	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
11 Equity instruments	0.18	0.03	0.01		0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
12 of which management companies	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.01	0.00	0.00	0.00	0.04	0.01	0.00	0.00	0.00	
13 Loans and advances	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
14 Debt securities, including UoP	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
15 Equity instruments	0.00	0.00	0.00		0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
16 of which insurance undertakings	0.14	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.03	0.00	0.00	0.00	0.00	
17 Loans and advances	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
18 Debt securities, including UoP	0.14	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.03	0.00	0.00	0.00	0.00	
19 Equity instruments	0.00	0.00	0.00		0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
20 Non-financial undertakings	162.83	21.02	12.52	1.99	0.73	6.19	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
21 Loans and advances	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	7.20	0.17	0.00	0.16	47.03	12.52	1.99	0.73	6.23	
22 Debt securities, including UoP	161.43	20.99	12.52	1.99	0.73	6.19	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
23 Equity instruments	1.40	0.03	0.00		0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.03	0.00	0.00	0.00	0.00	
24 Households	1,301.77	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
25 of which loans collateralised by residential immovable property	40.57	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
26 of which building renovation loans	72.04	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
27 of which motor vehicle loans	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
28 Local governments financing	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
29 Housing financing	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
30 Other local government financing	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
31 Collateral obtained by taking possession: residential and commercial immovable properties	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
32 Assets excluded from the numerator for GAR calculation (covered in the denominator)	2,489.03	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
33 Financial and Non-financial undertakings	1,475.11															
34 SMEs and NFCs (other than SMEs) not subject to NFRD disclosure obligations	990.21															
35 Loans and advances	684.45															
36 of which loans collateralised by commercial immovable property	7.60															
37 of which building renovation loans	22.93															
38 Debt securities	282.54															
39 Equity instruments	23.22															
40 Non-EU country counterparties not subject to NFRD disclosure obligations	484.90															
41 Loans and advances	90.25															
42 Debt securities	388.52															
43 Equity instruments	6.14															
44 Derivatives	204.36															
45 On demand interbank loans	224.68															
46 Cash and cash-related assets	2.04															
47 Other categories of assets (e.g. Goodwill, commodities etc.)	582.84															
48 Total GAR assets	5,494.54	155.80	59.50	44.75	1.38	7.27	16.76	0.17	0.00	0.16	566.17	80.66	62.06	1.39	7.58	
49 Assets not covered for GAR calculation	2,654.91															
50 Central governments and Supranational issuers	1,433.08															
51 Central banks exposure	875.28															
52 Trading book	346.54															
53 Total assets	8,149.45	155.80	59.50	44.75	1.38	7.27	16.76	0.17	0.00	0.16	566.17	80.66	62.06	1.39	7.58	
Off-balance sheet exposures – Undertakings subject to NFRD disclosure obligations																
54 Financial guarantees	78.32	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
55 Assets under management	6,882.98	292.42	99.54	0.00	4.43	49.14	83.87	6.66	0.00	3.09	508.92	124.29	0.00	19.65	65.38	
56 Of which debt securities	618.15	31.72	8.34	0.00	0.06	5.86	10.99	0.69	0.00	0.56	62.33	8.89	0.00	0.06	5.88	
57 Of which equity instruments	1,235.68	86.37	21.83	0.00	1.16	14.67	20.33	1.10	0.00	1.08	142.42	24.89	0.00	1.16	14.70	

(1) Due to the rounding to millions, several lines are at 0.

3.3 Covered assets / CapEx-based KPI

Million EUR ¹	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	ab	ac	ad	ae	af	
	Disclosure reference date T															
	Total [gross] carrying amount	Climate Change Mitigation (CCM)					Climate Change Adaptation (CCA)					TOTAL (CCM + CCA)				
		Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Of which towards taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				
Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)					Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)					Of which environmentally sustainable (Taxonomy-aligned)						
			Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling			Of which Use of Proceeds	Of which enabling			Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling		
GAR – Covered assets in both numerator and denominator																
1 Loans and advances, debt securities and equity instruments not HFT eligible for GAR calculation	3,005.51	67.94	17.59	0.00	1.78	7.62	26.34	0.70	0.00	0.34	125.26	18.04	0.00	1.79	9.31	
2 Financial undertakings	1,540.91	47.50	9.38	0.00	0.42	3.12	16.18	0.36	0.00	0.00	91.64	9.83	0.00	0.42	4.76	
3 Credit institutions	1,378.12	27.02	2.20	0.00	0.00	0.01	0.01	0.00	0.00	0.00	68.59	2.20	0.00	0.00	0.01	
4 Loans and advances	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
5 Debt securities, including UoP	1,378.12	27.02	2.20	0.00	0.00	0.01	0.01	0.00	0.00	0.00	68.59	2.20	0.00	0.00	0.01	
6 Equity instruments	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
7 Other financial corporations	162.79	20.48	7.18	0.00	0.42	3.10	16.18	0.36	0.00	0.00	23.05	7.63	0.00	0.42	4.75	
8 of which investment firms	0.18	0.03	0.01	0.00	0.00	0.00	0.01	0.00	0.00	0.00	0.04	0.01	0.00	0.00	0.00	
9 Loans and advances	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
10 Debt securities, including UoP	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
11 Equity instruments	0.18	0.03	0.01	0.00	0.00	0.00	0.01	0.00	0.00	0.00	0.04	0.01	0.00	0.00	0.00	
12 of which management companies	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
13 Loans and advances	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
14 Debt securities, including UoP	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
15 Equity instruments	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
16 of which insurance undertakings	0.14	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.01	0.00	0.00	0.00	0.00	
17 Loans and advances	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
18 Debt securities, including UoP	0.14	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.01	0.00	0.00	0.00	0.00	
19 Equity instruments	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
20 Non-financial undertakings	162.83	20.44	8.22	0.00	1.36	4.50	10.16	0.34	0.00	0.34	33.62	8.22	0.00	1.36	4.55	
21 Loans and advances	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
22 Debt securities, including UoP	161.43	20.11	8.21	0.00	1.36	4.50	10.16	0.34	0.00	0.34	33.30	8.21	0.00	1.36	4.55	
23 Equity instruments	1.40	0.33	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.32	0.00	0.00	0.00	0.00	
24 Households	1,301.77	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
25 of which loans collateralised by residential immovable property	40.57	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
26 of which building renovation loans	72.04	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
27 of which motor vehicle loans	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
28 Local governments financing	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
29 Housing financing	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
30 Other local government financing	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
31 Collateral obtained by taking possession: residential and commercial immovable properties	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
32 Assets excluded from the numerator for GAR calculation (covered in the denominator)	2,489.03	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
33 Financial and Non-financial undertakings	1,475.11															
34 SMEs and NFCs (other than SMEs) not subject to NFRD disclosure obligations	990.21															
35 Loans and advances	684.45															
36 of which loans collateralised by commercial immovable property	7.60															
37 of which building renovation loans	22.93															
38 Debt securities	282.54															
39 Equity instruments	23.22															
40 Non-EU country counterparties not subject to NFRD disclosure obligations	484.90															
41 Loans and advances	90.25															
42 Debt securities	388.52															
43 Equity instruments	6.14															
44 Derivatives	204.36															
45 On demand interbank loans	224.68															
46 Cash and cash-related assets	2.04															
47 Other categories of assets (e.g. Goodwill, commodities etc.)	582.84															
48 Total GAR assets	5,494.54	67.94	17.59	0.00	1.78	7.62	26.34	0.70	0.00	0.34	125.26	18.04	0.00	1.79	9.31	
49 Assets not covered for GAR calculation	2,654.91															
50 Central governments and Supranational issuers	1,433.08															
51 Central banks exposure	875.28															
52 Trading book	346.54															
53 Total assets	8,149.45	67.94	17.59	0.00	1.78	7.62	26.34	0.70	0.00	0.34	125.26	18.04	0.00	1.79	9.31	
Off-balance sheet exposures – Undertakings subject to NFRD disclosure obligations																
54 Financial guarantees	78.32	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
55 Assets under management	6,882.98	361.36	186.19	0.00	12.31	79.46	101.80	12.34	0.00	8.00	547.17	208.86	0.00	14.53	80.70	
56 Of which debt securities	618.15	37.23	12.22	0.00	1.81	6.74	13.45	1.46	0.00	1.43	60.95	12.75	0.00	1.81	6.74	
57 Of which equity instruments	1,235.68	111.42	52.54	0.00	2.67	24.60	27.47	3.32	0.00	3.06	168.56	59.35	0.00	2.87	24.55	

(1) Due to the rounding to millions, several lines are at 0.

3.4 GAR sector information (based on Turnover)

		a	b	c	d					e	f	g	h	y	z	aa	bb
		Climate Change Mitigation (CCM)				Climate Change Adaptation (CCA)				Water and marine resources (WTR)							
		Non-Financial corporates (Subject to NFRD)		SMEs and other NFC not subject to NFRD		Non-Financial corporates (Subject to NFRD)		SMEs and other NFC not subject to NFRD		Non-Financial corporates (Subject to NFRD)		SMEs and other NFC not subject to NFRD					
		[Gross] carrying amount		[Gross] carrying amount		[Gross] carrying amount		[Gross] carrying amount		[Gross] carrying amount		[Gross] carrying amount					
		Mn EUR	Of which environmentally sustainable (CCM)	Mn EUR	Of which environmentally sustainable (CCM)	Mn EUR	Of which environmentally sustainable (CCA)	Mn EUR	Of which environmentally sustainable (CCA)	Mn EUR	Of which environmentally sustainable (CCM + CCA)	Mn EUR	Of which environmentally sustainable (CCM + CCA)				
1	23 – Manufacture of other non-metallic mineral products	0.18	0.17			0.18	0.17			0.18	0.17						
2	24.2 – Manufacture of tubes, pipes, hollow profiles and related fittings, of steel	1.82	0.00			0.00	0.00			1.82	0.00						
3	25.5 – Forging, pressing, stamping and roll-forming of metal; powder metallurgy	1.22	0.16			1.22	0.00			1.22	0.16						
4	27.1 – Manufacture of electric motors, generators, transformers and electricity distribution and control apparatus	1.81	0.87			0.80	0.00			2.18	0.87						
5	27.5 – Manufacture of domestic appliances	0.52	0.12			0.52	0.00			0.52	0.12						
6	28.9 – Manufacture of other special-purpose machinery	0.01	0.01			0.00	0.00			0.01	0.01						
7	29.1 – Manufacture of motor vehicles	9.87	0.57			7.00	0.00			11.72	0.57						
8	30.2 – Manufacture of railway locomotives and rolling stock	0.44	0.41			0.00	0.00			0.44	0.41						
9	36 – Water collection, treatment and supply	1.33	0.93			0.00	0.00			1.32	0.92						
10	38 – Waste collection, treatment and disposal activities; materials recovery	0.00	0.00			0.00	0.00			10.01	0.00						
11	47.2 – Retail sale of food, beverages and tobacco in specialised stores	0.01	0.01			0.00	0.00			6.62	0.01						
12	49.3 – Other passenger land transport	3.77	2.18			3.77	0.00			3.77	2.18						
13	50.2 – Sea and coastal freight water transport	0.07	0.07			0.00	0.00			1.67	0.07						
14	52.2 – Support activities for transportation	0.02	0.00			0.00	0.00			0.02	0.00						
15	60.2 – Television programming and broadcasting activities	0.00	0.00			1.48	0.00			1.48	0.00						
16	61.2 – Wireless telecommunications activities	0.00	0.00			0.00	0.00			0.03	0.00						
17	68.2 – Renting and operating of own or leased real estate	0.00	0.00			0.00	0.00			1.90	0.00						
18	84.1 – Administration of the State and the economic and social policy of the community	0.00	0.00			0.00	0.00			38.80	3.84						
19	87.1 – Residential nursing care activities	0.09	0.00			0.09	0.00			0.09	0.00						
20	Other	134.66	54.00			1.70	0.00			482.37	71.33						

3.5 GAR KPI stock / Turnover-based KPI

	a	b	c	d	e		f	g	h	i	aa	ab	ac	ad	ae	af
Disclosure reference date T																
	Climate Change Mitigation (CCM)						Climate Change Adaptation (CCA)				TOTAL (CCM + CCM)					
% (compared to total covered assets in the denominator)	Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)						Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Proportion of total assets covered
	Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)						Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)					
			Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling				Of which Use of Proceeds	Of which enabling			Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	
GAR – Covered assets in both numerator and denominator																
1 Loans and advances, debt securities and equity instruments not HfT eligible for GAR calculation	5.18%	1.98%	1.49%	0.05%	0.24%		0.56%	0.01%	0.00%	0.01%	18.84%	2.68%	2.06%	0.05%	0.25%	36.88%
2 Financial undertakings	8.75%	3.05%	2.77%	0.04%	0.07%		0.62%	0.00%	0.00%	0.00%	33.69%	4.42%	3.90%	0.04%	0.09%	18.91%
3 Credit institutions	4.54%	0.69%	0.55%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	30.84%	2.23%	1.81%	0.00%	0.00%	16.91%
4 Loans and advances	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
5 Debt securities, including UoP	4.54%	0.69%	0.55%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	30.84%	2.23%	1.81%	0.00%	0.00%	16.91%
6 Equity instruments	0.82%	0.36%		0.00%	0.01%		0.52%	0.11%		0.02%	13.87%	0.00%		0.00%	0.02%	0.00%
7 Other financial corporations	44.35%	22.99%	21.60%	0.40%	0.66%		5.87%	0.00%	0.00%	0.00%	57.78%	0.00%	21.60%	0.40%	0.83%	2.00%
8 of which investment firms	14.40%	4.33%	0.00%	0.17%	1.28%		5.54%	0.38%	0.00%	0.05%	20.48%	4.77%	0.00%	0.21%	1.30%	0.00%
9 Loans and advances	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
10 Debt securities, including UoP	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
11 Equity instruments	14.40%	4.33%		0.17%	1.28%		5.54%	0.38%		0.05%	20.48%	4.77%		0.21%	1.30%	0.00%
12 of which management companies	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
13 Loans and advances	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
14 Debt securities, including UoP	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
15 Equity instruments	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%		0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%
16 of which insurance undertakings	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	19.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
17 Loans and advances	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
18 Debt securities, including UoP	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	19.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
19 Equity instruments	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%		0.00%	0.00%		0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
20 Non-financial undertakings	12.91%	7.69%	1.22%	0.45%	3.80%		4.42%	0.10%	0.00%	0.10%	28.88%	7.69%	1.22%	0.45%	3.83%	2.00%
21 Loans and advances	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
22 Debt securities, including UoP	13.00%	7.76%	1.23%	0.45%	3.84%		4.46%	0.10%	0.00%	0.10%	29.12%	7.76%	1.23%	0.45%	3.86%	1.98%
23 Equity instruments	2.01%	0.01%		0.00%	0.01%		0.02%	0.00%		0.00%	2.01%	0.01%		0.00%	0.01%	0.02%
24 Households	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	15.97%
25 of which loans collateralised by residential immovable property	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.50%
26 of which building renovation loans	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.88%
27 of which motor vehicle loans	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%						0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
28 Local governments financing	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
29 Housing financing	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
30 Other local government financing	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
31 Collateral obtained by taking possession: residential and commercial immovable properties	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
32 Total GAR assets	2.84%	1.08%	0.81%	0.03%	0.13%		0.31%	0.00%	0.00%	0.00%	10.30%	1.47%	1.13%	0.03%	0.14%	67.42%

3.6 GAR KPI stock / CapEx-based KPI

	a	b	c	d	e		f	g	h	i	aa	ab	ac	ad	ae	af
Disclosure reference date T																
Climate Change Mitigation (CCM)						Climate Change Adaptation (CCA)				TOTAL (CCM + CCA)						
Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)						Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)						
Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)						Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)						
Of which Use of Proceeds						Of which Use of Proceeds				Of which Use of Proceeds						
Of which transitional						Of which transitional				Of which transitional						
Of which enabling						Of which enabling				Of which enabling						
Proportion of total assets covered																
%(compared to total covered assets in the denominator)																
GAR – Covered assets in both numerator and denominator																
1 Loans and advances, debt securities and equity instruments not HFT eligible for GAR calculation	2.26%	0.59%	0.00%	0.06%	0.25%		0.88%	0.02%	0.00%	0.01%	4.17%	0.60%	0.00%	0.06%	0.31%	36.88%
2 Financial undertakings	3.08%	0.61%	0.00%	0.03%	0.20%		1.05%	0.02%	0.00%	0.00%	5.95%	0.64%	0.00%	0.03%	0.31%	18.91%
3 Credit institutions	1.96%	0.16%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	4.98%	0.16%	0.00%	0.00%	0.00%	16.91%
4 Loans and advances	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
5 Debt securities, including UoP	1.96%	0.16%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	4.98%	0.16%	0.00%	0.00%	0.00%	16.91%
6 Equity instruments	0.75%	0.52%		0.00%	0.00%		0.56%	0.38%		0.00%	1.12%	0.90%		0.00%	0.00%	0.00%
7 Other financial corporations	12.58%	4.41%	0.00%	0.26%	1.90%		9.94%	0.22%	0.00%	0.00%	14.16%	4.69%	0.00%	0.26%	2.92%	2.00%
8 of which investment firms	16.42%	6.89%	0.00%	0.79%	2.07%		6.09%	0.65%	0.00%	0.10%	22.05%	7.61%	0.00%	1.07%	2.09%	0.00%
9 Loans and advances	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
10 Debt securities, including UoP	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
11 Equity instruments	16.42%	6.89%		0.79%	2.07%		6.09%	0.65%		0.10%	22.05%	7.61%		1.07%	2.09%	0.00%
12 of which management companies	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
13 Loans and advances	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
14 Debt securities, including UoP	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
15 Equity instruments	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%		0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%
16 of which insurance undertakings	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	5.33%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
17 Loans and advances	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
18 Debt securities, including UoP	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	5.33%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
19 Equity instruments	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%		0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%
20 Non-financial undertakings	12.56%	5.05%	0.00%	0.83%	2.76%		6.24%	0.21%	0.00%	0.21%	20.65%	5.05%	0.00%	0.84%	2.79%	2.00%
21 Loans and advances	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
22 Debt securities, including UoP	12.46%	5.09%	0.00%	0.84%	2.79%		6.29%	0.21%	0.00%	0.21%	20.63%	5.09%	0.00%	0.85%	2.82%	1.98%
23 Equity instruments	23.85%	0.01%		0.00%	0.01%		0.02%	0.00%		0.00%	22.87%	0.01%		0.00%	0.01%	0.02%
24 Households	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	15.97%
25 of which loans collateralised by residential immovable property	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.50%
26 of which building renovation loans	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.88%
27 of which motor vehicle loans	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%						0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
28 Local governments financing	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
29 Housing financing	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
30 Other local government financing	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
31 Collateral obtained by taking possession: residential and commercial immovable properties	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
32 Total GAR assets	1.24%	0.32%	0.00%	0.03%	0.14%		0.48%	0.01%	0.00%	0.01%	2.28%	0.33%	0.00%	0.03%	0.17%	67.42%

3.7 GAR KPI flow / Turnover-based KPI

	a	b	c	d	e		f	g	h	i	aa	ab	ac	ad	ae	af
Disclosure reference date T																
	Climate Change Mitigation (CCM)						Climate Change Adaptation (CCA)				TOTAL (CCM + CCM)					
% (compared to flow of total eligible assets)	Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)						Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Proportion of total new assets covered
	Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)						Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)					
			Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling				Of which Use of Proceeds	Of which enabling			Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	
GAR – Covered assets in both numerator and denominator																
1 Loans and advances, debt securities and equity instruments not HFT eligible for GAR calculation	11.34%	11.19%	10.93%	0.00%	0.24%		0.17%	0.00%	0.00%	0.00%	11.49%	11.19%	10.93%	0.00%	0.27%	61.76%
2 Financial undertakings	70.59%	70.59%	70.59%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	70.84%	70.59%	70.59%	0.00%	0.00%	9.56%
3 Credit institutions	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.85%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	2.81%
4 Loans and advances	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
5 Debt securities, including UoP	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.85%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	2.81%
6 Equity instruments	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%		0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%
7 Other financial corporations	100.00%	100.00%	100.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	100.00%	100.00%	100.00%	0.00%	0.00%	6.75%
8 of which investment firms	9.00%	5.40%	0.00%	0.07%	2.92%		0.00%	0.00%	0.00%	0.03%	13.84%	5.63%	0.00%	0.20%	2.76%	0.00%
9 Loans and advances	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
10 Debt securities, including UoP	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
11 Equity instruments	9.00%	5.40%		0.07%	2.92%		4.78%	0.03%		0.03%	13.84%	5.63%		0.20%	2.76%	0.00%
12 of which management companies	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
13 Loans and advances	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
14 Debt securities, including UoP	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
15 Equity instruments	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%		0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%
16 of which insurance undertakings	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
17 Loans and advances	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
18 Debt securities, including UoP	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
19 Equity instruments	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%		0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%
20 Non-financial undertakings	19.02%	12.30%	0.00%	0.00%	11.29%		7.73%	0.00%	0.00%	0.00%	24.10%	12.30%	0.00%	0.00%	12.30%	1.34%
21 Loans and advances	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
22 Debt securities, including UoP	19.02%	12.30%	0.00%	0.00%	11.29%		7.73%	0.00%	0.00%	0.00%	24.10%	12.30%	0.00%	0.00%	12.30%	1.34%
23 Equity instruments	3.11%	0.00%		0.00%	0.00%		3.11%	0.00%		0.00%	3.11%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%
24 Households	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	50.86%
25 of which loans collateralised by residential immovable property	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.74%
26 of which building renovation loans	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	1.38%
27 of which motor vehicle loans	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
28 Local governments financing	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
29 Housing financing	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
30 Other local government financing	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
31 Collateral obtained by taking possession: residential and commercial immovable properties	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
32 Total GAR assets	7.49%	7.39%	7.22%	0.00%	0.16%		0.11%	0.00%	0.00%	0.00%	7.59%	7.39%	7.22%	0.00%	0.18%	93.51%

3.8 GAR KPI flow / CapEx-based KPI

	a	b	c	d	e		f	g	h	i	aa	ab	ac	ad	ae	af
Disclosure reference date T																
	Climate Change Mitigation (CCM)						Climate Change Adaptation (CCA)				TOTAL (CCM + CCM)					
% (compared to flow of total eligible assets)	Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)						Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Proportion of total new assets covered
	Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)						Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)				Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)					
			Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling				Of which Use of Proceeds	Of which enabling			Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	
GAR – Covered assets in both numerator and denominator																
1 Loans and advances, debt securities and equity instruments not HFT eligible for GAR calculation	0.63%	0.37%	0.00%	0.00%	0.32%		0.32%	0.00%	0.00%	0.00%	0.98%	0.37%	0.00%	0.00%	0.35%	61.76%
2 Financial undertakings	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	9.56%
3 Credit institutions	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	2.81%
4 Loans and advances	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
5 Debt securities, including UoP	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	2.81%
6 Equity instruments	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%		0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%
7 Other financial corporations	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	6.75%
8 of which investment firms	13.16%	5.65%	0.00%	2.69%	2.97%		5.24%	0.46%	0.00%	0.00%	16.21%	6.55%	0.00%	2.71%	2.82%	0.00%
9 Loans and advances	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
10 Debt securities, including UoP	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
11 Equity instruments	13.16%	5.65%		2.69%	2.97%		5.24%	0.46%		0.00%	16.21%	6.55%		2.71%	2.82%	0.00%
12 of which management companies	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
13 Loans and advances	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
14 Debt securities, including UoP	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
15 Equity instruments	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%		0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%
16 of which insurance undertakings	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
17 Loans and advances	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
18 Debt securities, including UoP	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
19 Equity instruments	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%		0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%
20 Non-financial undertakings	29.25%	16.97%	0.00%	0.00%	14.68%		14.57%	0.00%	0.00%	0.00%	45.06%	16.97%	0.00%	0.05%	16.36%	1.34%
21 Loans and advances	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
22 Debt securities, including UoP	29.25%	16.97%	0.00%	0.00%	14.68%		14.57%	0.00%	0.00%	0.00%	45.06%	16.97%	0.00%	0.05%	16.36%	1.34%
23 Equity instruments	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%		0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%
24 Households	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	50.86%
25 of which loans collateralised by residential immovable property	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.74%
26 of which building renovation loans	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	1.38%
27 of which motor vehicle loans	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
28 Local governments financing	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
29 Housing financing	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
30 Other local government financing	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
31 Collateral obtained by taking possession: residential and commercial immovable properties	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%		0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
32 Total GAR assets	0.42%	0.24%	0.00%	0.00%	0.21%		0.21%	0.00%	0.00%	0.00%	0.65%	0.24%	0.00%	0.00%	0.23%	93.51%

3.9 KPI off-balance sheet exposures Stock / Turnover-based KPI

		a	b	c	d	e					f	g	h	i	aa	ab	ac	ad	ae
Disclosure reference date T																			
		Climate Change Mitigation (CCM)					Climate Change Adaptation (CCA)					TOTAL (CCM + CCM)							
		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)							
		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)							
					Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling				Of which Use of Proceeds	Of which enabling				Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	
%(compared to total eligible off-balance sheet assets)																			
1	Financial guarantees (FinGuar KPI)	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%									0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
2	Assets under management (AuM KPI)	4.25%	1.45%	0.00%	0.06%	0.71%									7.39%	1.81%	0.00%	0.29%	0.95%

3.10 KPI off-balance sheet exposures Stock / CapEx-based KPI

		a	b	c	d	e					f	g	h	i	aa	ab	ac	ad	ae
Disclosure reference date T																			
		Climate Change Mitigation (CCM)					Climate Change Adaptation (CCA)					TOTAL (CCM + CCM)							
		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)							
		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)							
					Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling				Of which Use of Proceeds	Of which enabling				Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	
%(compared to total eligible off-balance sheet assets)																			
1	Financial guarantees (FinGuar KPI)	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%									0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
2	Assets under management (AuM KPI)	5.25%	2.71%	0.00%	0.18%	1.15%									7.95%	3.03%	0.00%	0.21%	1.17%

3.11 KPI off-balance sheet exposures flow / Turnover-based KPI

		a	b	c	d	e					f	g	h	i	aa	ab	ac	ad	ae
Disclosure reference date T																			
		Climate Change Mitigation (CCM)					Climate Change Adaptation (CCA)					TOTAL (CCM + CCM)							
		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)							
		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)							
					Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling				Of which Use of Proceeds	Of which enabling				Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	
%(compared to total eligible off-balance sheet assets)																			
1	Financial guarantees (FinGuar KPI)	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%									0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
2	Assets under management (AuM KPI)	4.03%	1.38%	0.00%	0.03%	0.97%									7.97%	1.49%	0.00%	0.08%	1.03%

3.12 KPI off-balance sheet exposures flow / CapEx-based KPI

		a	b	c	d	e					f	g	h	i	aa	ab	ac	ad	ae
Disclosure reference date T																			
		Climate Change Mitigation (CCM)					Climate Change Adaptation (CCA)					TOTAL (CCM + CCM)							
		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-eligible)							
		Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)					Proportion of total covered assets funding taxonomy relevant sectors (Taxonomy-aligned)							
					Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling				Of which Use of Proceeds	Of which enabling				Of which Use of Proceeds	Of which transitional	Of which enabling	
%(compared to total eligible off-balance sheet assets)																			
1	Financial guarantees (FinGuar KPI)	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%									0.00%	0.00%	0.00%	0.00%	0.00%
2	Assets under management (AuM KPI)	5.59%	2.92%	0.00%	0.17%	1.54%									9.61%	2.97%	0.00%	0.18%	1.55%

3.13 Asset Management Act.

The weighted average value of all the investments that are directed at funding, or are associated with taxonomy-aligned economic activities relative to the value of total assets covered by the KPI, with following weights for investments in undertakings per below:

The weighted average value of all the investments that are directed at funding, or are associated with taxonomy-aligned economic activities, with following weights for investments in undertakings per below:

	Turnover-based:	2.29%			Turnover-based:	€ 751,937,446.16
	CapEx-based:	3.90%			CapEx-based:	€ 1,277,373,336.25
The percentage of assets covered by the KPI relative to total investments (total AuM), Excluding investments in sovereign entities,			The monetary value of assets covered by the KPI, Excluding investments in sovereign entities,			
Coverage ratio:		74.37%		Coverage:		€ 32,786,647,808.49
Additional, complementary disclosures: breakdown of denominator of the KPI						
The percentage of derivatives relative to total assets covered by the KPI,		0.31%		The value in monetary amounts of derivatives:		€ 102,289,683.74
The proportion of exposures to EU financial and non-financial undertakings not subject to Articles 19a and 29a of Directive 2013.34.EU over total assets covered by the KPI:				Value of exposures to EU financial and non-financial undertakings not subject to Articles 19a and 29a of Directive 2013.34.EU:		
	For non-financial undertakings:	1.31%			For non-financial undertakings:	€ 428,516,295.50
	For financial undertakings:	19.17%			For financial undertakings:	€ 6,284,404,568.78
The proportion of exposures to financial and non-financial undertakings from non-EU countries not subject to Articles 19a and 29a of Directive 2013.34.EU over total assets covered by the KPI:				Value of exposures to financial and non-financial undertakings from non-EU countries not subject to Articles 19a and 29a of Directive 2013.34.EU:		
	For non-financial undertakings:	1.48%			For non-financial undertakings:	€ 486,350,892.98
	For financial undertakings:	0.32%			For financial undertakings:	€ 106,465,880.48
The proportion of exposures to financial and non-financial undertakings subject to Articles 19a and 29a of Directive 2013.34.EU over total assets covered by the KPI:				Value of exposures to financial and non-financial undertakings subject to Articles 19a and 29a of Directive 2013.34.EU:		
	For non-financial undertakings:	4.51%			For non-financial undertakings:	€ 1,477,041,645.04
	For financial undertakings:	70.23%			For financial undertakings:	€ 23,027,141,930.25
The proportion of exposures to other counterparties and assets over total assets covered by the KPI:		2.67%		Value of exposures to other counterparties and assets:		€ 874,436,911.72
The value of all the investments that are funding economic activities that are not taxonomy-eligible relative to the value of total assets covered by the KPI:		10.31%		Value of all the investments that are funding economic activities that are not taxonomy-eligible:		€ 3,380,135,854.17
The value of all the investments that are funding taxonomy-eligible economic activities, but not taxonomy-aligned relative to the value of total assets covered by the KPI:		7.03%		Value of all the investments that are funding Taxonomy- eligible economic activities, but not taxonomy-aligned:		€ 2,306,405,860.64
Additional, complementary disclosures: breakdown of numerator of the KPI						
The proportion of Taxonomy-aligned exposures to financial and non-financial undertakings subject to Articles 19a and 29a of Directive 2013.34.EU over total assets covered by the KPI:				Value of Taxonomy-aligned exposures to financial and non-financial undertakings subject to Articles 19a and 29a of Directive 2013.34.EU:		
	For non-financial undertakings:				For non-financial undertakings:	
	Turnover-based:	0.30%			Turnover-based:	€ 99,992,604.76
	Capital expenditures-based:	0.49%			Capital expenditures-based:	€ 160,683,374.68
	For financial undertakings:				For financial undertakings:	
	Turnover-based:	1.99%			Turnover-based:	€ 651,944,841.40
	Capital expenditures-based:	3.41%			Capital expenditures-based:	€ 1,116,689,961.57
The proportion of taxonomy-aligned exposures to other counterparties and assets over total assets covered by the KPI:				The proportion of taxonomy-aligned exposures to other counterparties and assets over total assets covered by the KPI:		
	Turnover-based:	0.00%			Turnover-based: [monetary amount]	–
	Capital expenditures-based:	0.00%			Capital expenditures-based:	–
Breakdown of the numerator of the KPI per environmental objective Taxonomy-aligned activities:						
(1) Climate change mitigation	Turnover:	2.14%		Transitional activities:	Turnover-based:	0.11%
	CapEx:	3.67%		Enabling activities:	Turnover-based:	0.89%
					Capital expenditures-based:	0.25%
(2) Climate change adaptation	Turnover:	0.14%		Enabling activities:	Turnover-based:	0.05%
	CapEx:	0.27%			Capital expenditures-based:	0.11%

3.14 Turnover – Nuclear & Fossil Gas

Template 1 – Nuclear and fossil gas related activities

Row		GAR	Financial Guarantees	Credit Institution Activities – AuM	Asset Management Activities – AuM
Nuclear energy related activities					
1	The undertaking carries out, funds or has exposures to research, development, demonstration and deployment of innovative electricity generation facilities that produce energy from nuclear processes with minimal waste from the fuel cycle.	NO	NO	YES	YES
2	The undertaking carries out, funds or has exposures to construction and safe operation of new nuclear installations to produce electricity or process heat, including for the purposes of district heating or industrial processes such as hydrogen production, as well as their safety upgrades, using best available technologies.	YES	NO	YES	YES
3	The undertaking carries out, funds or has exposures to safe operation of existing nuclear installations that produce electricity or process heat, including for the purposes of district heating or industrial processes such as hydrogen production from nuclear energy, as well as their safety upgrades.	YES	NO	YES	YES
Fossil gas related activities					
4	The undertaking carries out, funds or has exposures to construction or operation of electricity generation facilities that produce electricity using fossil gaseous fuels.	YES	NO	YES	YES
5	The undertaking carries out, funds or has exposures to construction, refurbishment, and operation of combined heat/cool and power generation facilities using fossil gaseous fuels.	NO	NO	NO	NO
6	The undertaking carries out, funds or has exposures to construction, refurbishment and operation of heat generation facilities that produce heat/cool using fossil gaseous fuels.	YES	NO	YES	YES

Template 2 – Taxonomy-aligned economic activities (denominator)

Row	Economic activities	GAR – Amount and proportion (the information is to be presented in monetary amounts and as percentages)						Credit Institution Activities – AuM – Amount and proportion (the information is to be presented in monetary amounts and as percentages)						Asset Management Activities – AuM – Amount and proportion (the information is to be presented in monetary amounts and as percentages)					
		CCM + CCA		Climate change mitigation (CCM)		Climate change adaptation (CCA)		CCM + CCA		Climate change mitigation (CCM)		Climate change adaptation (CCA)		CCM + CCA		Climate change mitigation (CCM)		Climate change adaptation (CCA)	
		Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%
1	Amount and proportion of taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.26 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%	€ 80,494.66	0.00%	€ 80,494.66	0.00%		0.00%	€ 398,471.44	0.00%	€ 398,471.44	0.00%		0.00%
2	Amount and proportion of taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.27 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI	€ 11.54	0.00%	€ 11.54	0.00%		0.00%	€ 149,441.45	0.00%	€ 149,441.45	0.00%		0.00%	€ 1,059,595.90	0.00%	€ 1,059,595.90	0.00%		0.00%
3	Amount and proportion of taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.28 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI	€ 666,076.11	0.01%	€ 666,076.11	0.01%		0.00%	€ 795,408.54	0.01%	€ 795,408.54	0.01%		0.00%	€ 5,896,779.85	0.02%	€ 5,896,779.85	0.02%		0.00%
4	Amount and proportion of taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.29 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%	€ 421,389.36	0.01%	€ 421,389.36	0.01%		0.00%	€ 684,181.80	0.00%	€ 684,181.80	0.00%		0.00%
5	Amount and proportion of taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.30 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%		0.00%		0.00%		0.00%		0.00%		0.00%		0.00%
6	Amount and proportion of taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.31 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%	€ 74,705.31	0.00%	€ 74,705.31	0.00%		0.00%	€ 2,469,883.79	0.01%	€ 2,469,883.79	0.01%		0.00%
7	Amount and proportion of other taxonomy-aligned economic activities not referred to in rows 1 to 6 above in the denominator of the applicable KPI	€ 79,992,923.84	1.46%	€ 58,830,110.78	1.07%	€ 169,361.91	0.00%	€ 122,765,291.63	1.78%	€ 98,018,837.69	1.42%	€ 6,656,749.79	1.78%	€ 741,428,533.38	2.26%	€ 690,333,858.32	2.11%	€ 46,984,926.17	0.14%
8	Total applicable KPI	€ 80,659,011.49	1.47%	€ 59,496,198.43	1.08%	€ 169,361.91	0.00%	€ 124,286,730.95	1.81%	€ 99,540,277.00	1.45%	€ 6,656,749.79	0.10%	€ 751,937,446.16	2.29%	€ 700,842,771.09	2.14%	€ 46,984,926.17	0.14%

Template 3 – Taxonomy-aligned economic activities (numerator)

Row	Economic activities	GAR – Amount and proportion (the information is to be presented in monetary amounts and as percentages)						Credit Institution Activities – AuM – Amount and proportion (the information is to be presented in monetary amounts and as percentages)						Asset Management Activities – AuM – Amount and proportion (the information is to be presented in monetary amounts and as percentages)					
		CCM + CCA		Climate change mitigation (CCM)		Climate change adaptation (CCA)		CCM + CCA		Climate change mitigation (CCM)		Climate change adaptation (CCA)		CCM + CCA		Climate change mitigation (CCM)		Climate change adaptation (CCA)	
		Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%
1	Amount and proportion of taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.26 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the numerator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%	€ 80,494.66	0.06%	€ 80,494.66	0,06%		0.00%	€ 398,471.44	0.05%	€ 398,471.44	0.05%		0.00%
2	Amount and proportion of taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.27 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the numerator of the applicable KPI	€ 11.54	0.00%	€ 11.54	0.00%		0.00%	€ 149,441.45	0.12%	€ 149,441.45	0,12%		0.00%	€ 1,059,595.90	0.14%	€ 1,059,595.90	0.14%		0.00%
3	Amount and proportion of taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.28 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the numerator of the applicable KPI	€ 666,076.11	0.83%	€ 666,076.11	0.83%		0.00%	€ 795,408.54	0.64%	€ 795,408.54	0,64%		0.00%	€ 5,896,779.85	0.78%	€ 5,896,779.85	0.78%		0.00%
4	Amount and proportion of taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.29 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the numerator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%	€ 421,389.36	0.34%	€ 421,389.36	0,34%		0.00%	€ 684,181.80	0.09%	€ 684,181.80	0.09%		0.00%
5	Amount and proportion of taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.30 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the numerator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%		0.00%		0,00%		0.00%		0.00%		0.00%		0.00%
6	Amount and proportion of taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.31 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the numerator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%	€ 74,705.31	0.06%	€ 74,705.31	0,06%		0.00%	€ 2,469,883.79	0.33%	€ 2,469,883.79	0.33%		0.00%
7	Amount and proportion of other taxonomy-aligned economic activities not referred to in rows 1 to 6 above in the numerator of the applicable KPI	€ 79,992,923.84	99.17%	€ 58,830,110.78	72.94%	€ 169,361.91	0.21%	€ 122,765,291.63	98.78%	€ 98,018,837.69	78,87%	€ 6,656,749.79	5.36%	€ 741,428,533.38	98.60%	€ 690,333,858.32	91.81%	€ 46,984,926.17	6.25%
8	Total amount and proportion of taxonomy-aligned economic activities in the numerator of the applicable KPI	€ 80,659,011.49	100%	€ 59,496,198.43	73.76%	€ 169,361.91	0.21%	€ 124,286,730.95	100.00%	€ 99,540,277.00	80,09%	€ 6,656,749.79	5.36%	€ 751,937,446.16	100.00%	€ 700,842,771.09	93.20%	€ 46,984,926.17	6.25%

Template 4 – Taxonomy-eligible but not taxonomy-aligned economic activities

Row	Economic activities	GAR – Amount and proportion (the information is to be presented in monetary amounts and as percentages)						Credit Institution Activities – AuM – Amount and proportion (the information is to be presented in monetary amounts and as percentages)						Asset Management Activities – AuM – Amount and proportion (the information is to be presented in monetary amounts and as percentages)					
		CCM + CCA		Climate change mitigation (CCM)		Climate change adaptation (CCA)		CCM + CCA		Climate change mitigation (CCM)		Climate change adaptation (CCA)		CCM + CCA		Climate change mitigation (CCM)		Climate change adaptation (CCA)	
		Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%
1	Amount and proportion of taxonomy-eligible but not taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.26 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%	€ 303,728.37	0.00%	€ 63,392.43	0.00%		0.00%	€ 984,608.57	0.00%	€ 86,319.81	0.00%		0.00%
2	Amount and proportion of taxonomy-eligible but not taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.27 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%	€ 1,129,862.11	0.02%	€ 101,119.24	0.00%		0.00%	€ 12,355,176.62	0.04%	€ 1,342,964.39	0.00%		0.00%
3	Amount and proportion of taxonomy-eligible but not taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.28 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%	€ 550,964.99	0.01%	€ 72,026.34	0.00%		0.00%	€ 10,596,249.98	0.03%	€ 686,789.61	0.00%		0.00%
4	Amount and proportion of taxonomy-eligible but not taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.29 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI	€ 642,163.29	0.01%	€ 237,908.47	0.00%		0.00%	€ 5,228,746.47	0.08%	€ 628,247.61	0.01%		0.00%	€ 24,710,935.53	0.08%	€ 4,573,576.33	0.01%		0.00%
5	Amount and proportion of taxonomy-eligible but not taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.30 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%		0.00%		0,00%		0.00%		0.00%		0.00%		0.00%
6	Amount and proportion of taxonomy-eligible but not taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.31 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI	€ 8,375.99	0.00%	€ 8,375.52	0.00%		0.00%	€ 1,748,393.48	0.03%	€ 300,811.63	0.00%		0.00%	€ 8,687,794.86	0.03%	€ 1,542,442.92	0.00%		0.00%
7	Amount and proportion of other taxonomy-eligible but not taxonomy-aligned economic activities not referred to in rows 1 to 6 above in the denominator of the applicable KPI	€ 484,860,711.32	8.82%	€ 96,062,502.08	1.75%	€ 16,590,631.79	0.30%	€ 375,669,547.32	5.46%	€ 191,710,338.76	2.79%	€ 77,216,924.29	1.12%	€ 2,249,071,095.07	6.86%	€ 1,165,824,387.24	3.56%	€ 514,311,497.71	1.57%
8	Total amount and proportion of taxonomy-eligible but not taxonomy-aligned economic activities in the denominator of the applicable KPI	€ 485,511,250.59	8.84%	€ 96,308,786.07	1.75%	€ 16,590,631.79	0.30%	€ 384,631,242.75	5.59%	€ 192,875,936.01	2.80%	€ 77,216,924.29	1.12%	€ 2,306,405,860.64	7.03%	€ 1,174,056,480.31	3.58%	€ 514,311,497.71	1.57%

Template 5 – Taxonomy non-eligible economic activities

		GAR		Credit Institution Activities – AuM		Asset Management Activities – AuM	
		Amount	%	Amount	%	Amount	%
1	Amount and proportion of taxonomy-non-eligible economic activity referred to in Section 4.26 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%
2	Amount and proportion of taxonomy-non-eligible economic activity referred to in Section 4.27 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%
3	Amount and proportion of taxonomy-non-eligible economic activity referred to in Section 4.28 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable		0.00%		0.00%		0.00%
4	Amount and proportion of taxonomy-non-eligible economic activity referred to in Section 4.29 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%
5	Amount and proportion of taxonomy-non-eligible economic activity referred to in Section 4.30 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%
6	Amount and proportion of taxonomy-non-eligible economic activity referred to in Section 4.31 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%
7	Amount and proportion of other taxonomy-non-eligible economic activities not referred to in rows 1 to 6 above in the denominator of the applicable KPI	€ 275,663,064.80	5.02%	€ 598,170,304.98	8.69%	€ 3,380,135,854.17	10.31%
8	Total amount and proportion of taxonomy-non-eligible economic activities in the numerator of the applicable KPI	€ 275,663,064.80	5.02%	€ 598,170,304.98	8.69%	€ 3,380,135,854.17	10.31%

3.15 CapEx – Nuclear & Fossil Gas

Template 1 – Nuclear and fossil gas related activities

Row		GAR	Financial Guarantees	Credit Institution Activities – AuM	Asset Management Activities – AuM
Nuclear energy related activities					
1	The undertaking carries out, funds or has exposures to research, development, demonstration and deployment of innovative electricity generation facilities that produce energy from nuclear processes with minimal waste from the fuel cycle.	NO	NO	YES	YES
2	The undertaking carries out, funds or has exposures to construction and safe operation of new nuclear installations to produce electricity or process heat, including for the purposes of district heating or industrial processes such as hydrogen production, as well as their safety upgrades, using best available technologies.	YES	NO	YES	YES
3	The undertaking carries out, funds or has exposures to safe operation of existing nuclear installations that produce electricity or process heat, including for the purposes of district heating or industrial processes such as hydrogen production from nuclear energy, as well as their safety upgrades.	YES	NO	YES	YES
Fossil gas related activities					
4	The undertaking carries out, funds or has exposures to construction or operation of electricity generation facilities that produce electricity using fossil gaseous fuels.	YES	NO	YES	YES
5	The undertaking carries out, funds or has exposures to construction, refurbishment, and operation of combined heat/cool and power generation facilities using fossil gaseous fuels.	NO	NO	NO	NO
6	The undertaking carries out, funds or has exposures to construction, refurbishment and operation of heat generation facilities that produce heat/cool using fossil gaseous fuels.	YES	NO	YES	YES

Template 2 – Taxonomy-aligned economic activities (denominator)

Row	Economic activities	GAR – Amount and proportion (the information is to be presented in monetary amounts and as percentages)						Credit Institution Activities – AuM – Amount and proportion (the information is to be presented in monetary amounts and as percentages)						Asset Management Activities – AuM – Amount and proportion (the information is to be presented in monetary amounts and as percentages)					
		CCM + CCA		Climate change mitigation (CCM)		Climate change adaptation (CCA)		CCM + CCA		Climate change mitigation (CCM)		Climate change adaptation (CCA)		CCM + CCA		Climate change mitigation (CCM)		Climate change adaptation (CCA)	
		Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%
1	Amount and proportion of taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.26 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%	€ 125,095.43	0.00%	€ 125,095.43	0.00%		0.00%	€ 615,964.26	0.00%	€ 615,963.52	0.00%		0.00%
2	Amount and proportion of taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.27 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI	€ 142,729.42	0.00%	€ 142,729.42	0.00%		0.00%	€ 289,734.52	0.00%	€ 289,734.52	0.00%		0.00%	€ 2,481,010.66	0.01%	€ 2,510,928.83	0.01%		0.00%
3	Amount and proportion of taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.28 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI	€ 1,094,262.54	0.02%	€ 1,094,262.54	0.02%		0.00%	€ 1,139,335.97	0.02%	€ 1,139,335.97	0.02%		0.00%	€ 8,033,172.35	0.02%	€ 8,070,969.93	0.02%		0.00%
4	Amount and proportion of taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.29 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI	€ 0.17	0.00%	€ 0.17	0.00%		0.00%	€ 580,859.47	0.01%	€ 580,859.47	0.01%		0.00%	€ 1,155,384.96	0.00%	€ 1,164,446.45	0.00%		0.00%
5	Amount and proportion of taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.30 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%		0.00%		0.00%		0.00%		0.00%		0.00%		0.00%
6	Amount and proportion of taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.31 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%	€ 116,739.50	0.00%	€ 116,739.50	0.00%		0.00%	€ 3,385,233.70	0.01%	€ 3,462,686.31	0.01%		0.00%
7	Amount and proportion of other taxonomy-aligned economic activities not referred to in rows 1 to 6 above in the denominator of the applicable KPI	€ 16,804,294.50	0.31%	€ 16,355,016.53	0.30%	€ 702,780.63	0.01%	€ 206,605,931.61	3.00%	€ 183,933,266.67	2.67%	€ 12,341,223.02	0.18%	€ 1,261,702,570.32	3.85%	€ 1,187,592,761.21	3.62%	€ 88,458,423.96	0.27%
8	Total applicable KPI	€ 18,041,286.62	0.33%	€ 17,592,008.65	0.32%	€ 702,780.63	0.01%	€ 208,857,696.51	3.03%	€ 186,185,031.57	2.71%	€ 12,341,223.02	0.18%	€ 1,277,373,336.25	3.90%	€ 1,203,417,756.25	3.67%	€ 88,458,423.96	0.27%

Template 3 – Taxonomy-aligned economic activities (numerator)

Row	Economic activities	GAR – Amount and proportion (the information is to be presented in monetary amounts and as percentages)						Credit Institution Activities – AuM – Amount and proportion (the information is to be presented in monetary amounts and as percentages)						Asset Management Activities – AuM – Amount and proportion (the information is to be presented in monetary amounts and as percentages)					
		CCM + CCA		Climate change mitigation (CCM)		Climate change adaptation (CCA)		CCM + CCA		Climate change mitigation (CCM)		Climate change adaptation (CCA)		CCM + CCA		Climate change mitigation (CCM)		Climate change adaptation (CCA)	
		Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%
1	Amount and proportion of taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.26 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the numerator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%	€ 125,095.43	0.06%	€ 125,095.43	0.06%		0.00%	€ 615,964.26	0.05%	€ 615,963.52	0.05%		0.00%
2	Amount and proportion of taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.27 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the numerator of the applicable KPI	€ 142,729.42	0.79%	€ 142,729.42	0.79%		0.00%	€ 289,734.52	0.14%	€ 289,734.52	0.14%		0.00%	€ 2,481,010.66	0.19%	€ 2,510,928.83	0.20%		0.00%
3	Amount and proportion of taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.28 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the numerator of the applicable KPI	€ 1,094,262.54	6.07%	€ 1,094,262.54	6.07%		0.00%	€ 1,139,335.97	0.55%	€ 1,139,335.97	0.55%		0.00%	€ 8,033,172.35	0.63%	€ 8,070,969.93	0.63%		0.00%
4	Amount and proportion of taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.29 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the numerator of the applicable KPI	€ 0.17	0.00%	€ 0.17	0.00%		0.00%	€ 580,859.47	0.28%	€ 580,859.47	0.28%		0.00%	€ 1,155,384.96	0.09%	€ 1,164,446.45	0.09%		0.00%
5	Amount and proportion of taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.30 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the numerator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%		0.00%		0.00%		0.00%		0.00%		0.00%		0.00%
6	Amount and proportion of taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.31 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the numerator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%	€ 116,739.50	0.06%	€ 116,739.50	0.06%		0.00%	€ 3,385,233.70	0.27%	€ 3,462,686.31	0.27%		0.00%
7	Amount and proportion of other taxonomy-aligned economic activities not referred to in rows 1 to 6 above in the numerator of the applicable KPI	€ 16,804,294.50	93.14%	€ 16,355,016.53	90.65%	€ 702,780.63	3.90%	€ 206,605,931.61	98.92%	€ 183,933,266.67	88.07%	€ 12,341,223.02	5.91%	€ 1,261,702,570.32	98.77%	€ 1,187,592,761.21	92.97%	€ 88,458,423.96	6.93%
8	Total amount and proportion of taxonomy-aligned economic activities in the numerator of the applicable KPI	€ 18,041,286.62	100.00%	€ 17,592,008.65	97.51%	€ 702,780.63	3.90%	€ 208,857,696.51	100.00%	€ 186,185,031.57	89.14%	€ 12,341,223.02	5.91%	€ 1,277,373,336.25	100.00%	€ 1,203,417,756.25	94.21%	€ 88,458,423.96	6.93%

Template 4 – Taxonomy-eligible but not taxonomy-aligned economic activities

Row	Economic activities	GAR – Amount and proportion (the information is to be presented in monetary amounts and as percentages)						Credit Institution Activities – AuM – Amount and proportion (the information is to be presented in monetary amounts and as percentages)						Asset Management Activities – AuM – Amount and proportion (the information is to be presented in monetary amounts and as percentages)					
		CCM + CCA		Climate change mitigation (CCM)		Climate change adaptation (CCA)		CCM + CCA		Climate change mitigation (CCM)		Climate change adaptation (CCA)		CCM + CCA		Climate change mitigation (CCM)		Climate change adaptation (CCA)	
		Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%
1	Amount and proportion of taxonomy-eligible but not taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.26 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%	€ 244,645.61	0.00%	€ 179,199.28	0.00%		0.00%	€ 198,155.67	0.00%	€ 35,718.14	0.00%		0.00%
2	Amount and proportion of taxonomy-eligible but not taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.27 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%	€ 370,337.32	0.01%	€ 32,246.62	0.00%		0.00%	€ 3,228,811.74	0.01%	€ 665,843.11	0.00%		0.00%
3	Amount and proportion of taxonomy-eligible but not taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.28 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%	€ 171,766.74	0.00%	€ 29,961.56	0.00%		0.00%	€ 1,696,520.71	0.01%	€ 318,260.55	0.00%		0.00%
4	Amount and proportion of taxonomy-eligible but not taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.29 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI	€ 374,849.11	0.01%	€ 142,738.33	0.00%		0.00%	€ 1,593,881.63	0.02%	€ 243,091.29	0.00%		0.00%	€ 7,008,502.32	0.02%	€ 1,594,205.10	0.00%		0.00%
5	Amount and proportion of taxonomy-eligible but not taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.30 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%		0.00%		0.00%		0.00%		0.00%		0.00%		0.00%
6	Amount and proportion of taxonomy-eligible but not taxonomy-aligned economic activity referred to in Section 4.31 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI	€ 7,973.39	0.00%		0.00%		0.00%	€ 523,819.15	0.01%	€ 109,351.44	0.00%		0.00%	€ 1,909,040.22	0.01%	€ 379,746.55	0.00%		0.00%
7	Amount and proportion of other taxonomy-eligible but not taxonomy-aligned economic activities not referred to in rows 1 to 6 above in the denominator of the applicable KPI	€ 106,836,027.93	1.94%	€ 50,208,718.51	0.91%	€ 25,637,398.31	0.47%	€ 335,403,469.67	4.87%	€ 174,580,526.43	2.54%	€ 89,459,097.93	1.30%	€ 1,990,244,663.07	6.07%	€ 1,060,021,565.80	3.23%	€ 576,127,014.42	1.76%
8	Total amount and proportion of taxonomy-eligible but not taxonomy-aligned economic activities in the denominator of the applicable KPI	€ 107,218,850.43	1.95%	€ 50,351,456.84	0.92%	€ 25,637,398.31	0.47%	€ 338,307,920.11	4.92%	€ 175,174,376.63	2.55%	€ 89,459,097.93	1.30%	€ 2,004,285,693.73	6.11%	€ 1,063,015,339.25	3.24%	€ 576,127,014.42	1.76%

Template 5 – Taxonomy non-eligible economic activities

		GAR		Credit Institution Activities – AuM		Asset Management Activities – AuM	
		Amount	%	Amount	%	Amount	%
1	Amount and proportion of taxonomy-non-eligible economic activity referred to in Section 4.26 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%
2	Amount and proportion of taxonomy-non-eligible economic activity referred to in Section 4.27 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%
3	Amount and proportion of taxonomy-non-eligible economic activity referred to in Section 4.28 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable		0.00%		0.00%		0.00%
4	Amount and proportion of taxonomy-non-eligible economic activity referred to in Section 4.29 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%
5	Amount and proportion of taxonomy-non-eligible economic activity referred to in Section 4.30 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%
6	Amount and proportion of taxonomy-non-eligible economic activity referred to in Section 4.31 of Annexes I and II to Delegated Regulation 2021/2139 in the denominator of the applicable KPI		0.00%		0.00%		0.00%
7	Amount and proportion of other taxonomy-non-eligible economic activities not referred to in rows 1 to 6 above in the denominator of the applicable KPI	€ 116,632,748.22	2.12%	€ 474,076,508.41	6.89%	€ 2,712,724,357.77	8.27%
8	Total amount and proportion of taxonomy-non-eligible economic activities in the numerator of the applicable KPI	€ 116,632,748.22	2.12%	€ 474,076,508.41	6.89%	€ 2,712,724,357.77	8.27%